

RAPPORT AU PARLEMENT

Les titres de séjour
des étrangers en France
en 1998

Premier rapport établi
en application
de l'article 45 de la loi
du 11 mai 1998

Introduction

Aux termes de l'article 45 de la loi n°98-349 du 11 mai 1998 « *le Gouvernement dépose chaque année un rapport au Parlement retraçant le nombre de titres délivrés en distinguant par catégorie de titres et par nationalité des bénéficiaires* ». Tel est l'objet du présent rapport qui retrace l'activité globale des préfectures en matière de délivrance de titres de séjour aux ressortissants étrangers et aux citoyens de l'Union européenne, pour l'année civile 1998¹.

Cette année 1998 a été marquée par deux événements majeurs, emblématiques de l'infexion souhaitée par le Gouvernement en matière de politique d'immigration. D'une part, le Parlement a adopté au mois de mai la loi relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile (RESEDA), qui modifie substantiellement l'ordonnance du 2 novembre 1945. D'autre part, l'opération de réexamen de la situation administrative de près de 144 000 étrangers en séjour irrégulier, débutée en juin 1997 par la circulaire relative au réexamen de la situation de certaines catégories d'étrangers en séjour irrégulier, s'est achevée en 1998, permettant la délivrance d'environ 80 000 titres de séjour à des personnes placées jusque là dans une situation inextricable.

Le nouveau dispositif législatif RESEDA, inspiré partiellement des recommandations du rapport de M. Patrick WEIL au Premier ministre de juillet 1997 « *pour une politique de l'immigration juste et efficace* », et enrichi des débats parlementaires, vise à mieux garantir la liberté de circulation des étrangers, à mieux identifier les catégories d'étrangers dont le droit au séjour doit être plus particulièrement protégé, et à soulager l'administration de tâches et contrôles superflus.

Toutefois, ses effets en termes de nombres de titres de séjour délivrés, ne sont pas encore suffisamment significatifs sur les 7 mois de référence de l'année 1998 pris en compte dans le présent rapport, compte tenu à la fois des délais nécessaires d'élaboration des mesures réglementaires d'application, de l'adaptation des procédures administratives à mettre en œuvre, et enfin de la poursuite concomitante de la procédure exceptionnelle de réexamen rappelée ci-dessus.

Sous cette réserve, et après une présentation des incidences de la loi du 11 mai 1998 et des textes pris pour son application sur les conditions de séjour en France des étrangers, seront commentées les données statistiques relatives à cette population titulaire d'un titre de séjour en France au 31 décembre 1998.

¹ Il convient de rappeler que si les Préfets sont les autorités de droit commun, habilitées à autoriser le séjour d'étrangers en France, une compétence dérogatoire est reconnue aux autorités diplomatiques françaises, qui délivrent des cartes de séjour dénommées « cartes spéciales » ou « cartes diplomatiques » aux étrangers membres des missions diplomatiques et des postes consulaires accrédités en France, ainsi qu'aux membres de leur famille et à leur personnel privé. Ces titres ne sont pas comptabilisés dans le présent rapport.

SOMMAIRE

Introduction

La loi du 11 mai 1998

1. L'économie générale du dispositif législatif et ses conditions d'application	p. 07
2. Mesures d'application de la loi mises en œuvre par le gouvernement	p. 10
3. Définition des principales autorisations de séjour	p. 12

1) - La population étrangère légale en France métropolitaine

Note méthodologique	p. 15
1.1 - Présentation générale	p. 17
1.2 - Les principales nationalités	p. 29

2) - La délivrance de titres de séjour en 1998 en France métropolitaine

2.1 - Données globales par titre, nationalité, motif de délivrance et préfecture	p. 55
2.2 - Les premiers titres de séjour	p. 62
2.3 - Les nouveaux titres de séjour délivrés en application de la loi du 11 mai 1998 : bilan au 31/12/1998 et tendances 1999	p. 75
2.3.1 - Présentation générale	p. 75
2.3.2 - L'asile territorial : bilan au 31/12/1998 et tendances 1999 :	p. 76

3) - L'application de la circulaire du 24 juin 1997 : bilan au 31/12/1998

p. 76

4) - Annexes relatives à la délivrance des premiers titres de séjour en 1998

p. 81

La loi du 11 mai 1998 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France

Dans le cadre d'une réforme d'ensemble de la politique d'immigration, la loi du 11 mai 1998 modifiant l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers s'est voulu un dispositif à la fois audacieux et équilibré, en faveur de l'accueil de personnalités susceptibles d'enrichir notre potentiel scientifique et culturel et de l'intégration des étrangers ayant des relations soutenues avec notre pays (1.1).

Pour donner à cette réforme toute son ampleur, le Gouvernement s'est attaché à édicter l'essentiel des mesures qu'appelait son application dans un délai d'un an, et a engagé un effort considérable de formation vis à vis des fonctionnaires de préfecture directement chargés de l'application des nouveaux textes relatifs à l'entrée et au séjour des étrangers (1.2).

1 - Economie générale du dispositif législatif

Au plan du séjour, la loi du 11 mai 1998 relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile (RESEDA) instaure trois nouvelles mentions de cartes de séjour temporaire, crée un nouveau titre de séjour « retraité », instaure un droit au séjour pour les bénéficiaires de l'asile territorial, assouplit les conditions de délivrance des cartes de séjour aux ressortissants communautaires, et facilite l'accès à la carte de résident de plein droit.

1.1 – Trois nouvelles catégories de cartes de séjour temporaire

1.1.1 – La carte de séjour temporaire portant la mention « *scientifique* »

Prévue par le nouvel alinéa 3 de l'article 12 de l'ordonnance précitée, la carte de séjour « *scientifique* » concerne les étrangers entrés en France pour y mener des recherches ou dispenser un enseignement de niveau universitaire. La création de cette carte a permis de mettre fin au régime inadapté qui étaient précédemment imposé à cette catégorie particulière de ressortissants étrangers, soumise selon les cas à un statut « *salarié* », « *visiteur* », voire « *étudiant* ».

Depuis le mois de juillet 1998 et les premières instructions détaillées transmises aux préfectures et aux consulats, les scientifiques étrangers entrent et séjournent en France dans le cadre d'une procédure très simplifiée, l'entrée et le séjour de l'étranger étant validés par l'organisme scientifique ou universitaire d'accueil lui-même. Près de 1 100 titres de séjour ont été délivrés à des scientifiques au 15 juin 1999.

1.1.2. – La carte de séjour temporaire portant la mention « *profession artistique et culturelle* »

L'instauration d'une carte de séjour propre aux professions artistiques et culturelles a permis de répondre à un double souci. D'une part, favoriser l'accueil et le travail des artistes étrangers en France dans la perspective du renforcement des échanges culturels et du développement de la francophonie. D'autre part, éviter de soumettre les artistes à des régimes complexes, variant en fonction de la durée prévue du séjour et exigeant la délivrance concomitante d'une autorisation de travail.

Pour donner à l'impulsion législative sur ce sujet un impact renforcé, le législateur a étendu le bénéfice de cette carte de séjour à tout artiste en mesure de présenter un contrat de plus de trois mois, même s'il ne s'agit pas d'un contrat de travail. Par ailleurs, les dispositions réglementaires prises pour l'application de la loi du 11 mai 1998 sont venues préciser que la délivrance de cette carte ne saurait être soumise à une quelconque autorisation de travail préalable, par dérogation au droit commun.

Toutefois, compte tenu du caractère relativement récent des mesures d'application édictées en la matière et du caractère fortement hétérogène de la population concernée, qui priviliege surtout les séjours en France de courte durée, le bilan du nombre de titres délivré n'est pas à ce jour statistiquement significatif (244 premiers titres délivrés au 15 juin 1999).

1.1.3. – La carte de séjour temporaire portant la mention « vie privée et familiale »

L'article 12 bis nouveau de l'ordonnance du 2 novembre 1945 modifiée traduit dans la législation française les prescriptions de l'article 8 de la convention européenne des droits de l'homme en vertu de laquelle toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale.

Ce droit à mener une vie familiale normale comprend non seulement le droit de bénéficier du regroupement familial du conjoint et des enfants mineurs, mais implique aussi le droit de demeurer en famille sur le territoire du pays d'accueil, sous réserve du respect de l'ordre public.

L'apport de l'article 12 bis de l'ordonnance est d'accorder désormais un droit au séjour et au travail à tous les étrangers qui ont vocation à s'établir en France compte tenu de l'intensité des liens familiaux qu'ils ont sur le sol français. 11 catégories d'étrangers peuvent dès lors bénéficier de cette carte de séjour « vie privée et familiale » qui les autorise à exercer la profession de leur choix, et permet, au terme de quatre renouvellements successifs, l'accès à une carte de résident valable 10 ans, de plein droit.

La création de cette carte de séjour « vie privée et familiale » a servi de support privilégié à la consolidation du double effort de règlement des situations inextricables et d'intégration entrepris par la circulaire du 24 juin 1997 relative au réexamen de certaines catégories d'étrangers en situation irrégulière.

Ainsi, près de 28 189 personnes ont vu le titre de séjour « salarié » qui leur avait été délivré en application de la circulaire précitée renouvelé en carte de séjour « vie privée et familiale » depuis le mois de juillet 1998 jusqu'au 15 juin 1999. Globalement, 34 233 titres de séjour « vie privée et familiale » ont été délivrés pendant cette période.

1.2 – Création des cartes de séjour « retraité » et « conjoint de retraité »

Cette carte de séjour prévue au nouvel article 18 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 modifiée, est destinée à l'étranger qui, après avoir résidé en France sous couvert d'une carte de résident, souhaite retourner vivre dans le pays dont il a la nationalité, et y percevoir la pension de retraite à laquelle il a droit.

Grâce à ce titre de séjour, valable 10 ans, il pourra vivre dans son pays tout en ayant l'assurance de pouvoir entrer à tout moment en France sans formalité particulière, pour y effectuer des séjours n'excédant pas une année. Véritable livret de circulation, bénéficiant aussi à son conjoint, la carte de séjour retraité ne permet pas l'exercice d'une activité professionnelle.

Là encore, en vue de rendre pleinement effectif ce droit conféré par la loi, le Gouvernement a mis en œuvre, depuis le mois de mai 1999, un régime simplifié de demande et de délivrance de ces titres de séjour en faveur des retraités étrangers. A cet égard, des dispositions réglementaires ont été prises pour que les intéressés qui ont déjà quitté la France puissent demander leur titre de séjour depuis leur pays de résidence, auprès d'une représentation consulaire ou diplomatique française. Il a donc été dérogé au droit commun qui attribue une compétence de principe aux seules préfectures pour le dépôt des demandes et la délivrance des titres. Dans le même esprit, le retraité étranger pourra obtenir la remise matérielle de son titre avant son départ pour la France, auprès de la représentation consulaire ou diplomatique française compétente.

1.3 – Instauration d'un droit au séjour pour les bénéficiaires de l'asile territorial

Le droit d'asile a été mis à l'épreuve des bouleversements que la scène internationale a connus ces dernières années. La convention de Genève du 28 juillet 1951, qui ne prend en compte que les persécutions émanant d'autorités publiques ou tolérées par elles, ne répond pas totalement aux besoins de protection mis en évidence par ces bouleversements.

C'est précisément pour tirer les conséquences de cette situation que la loi du 11 mai 1998 comporte une série de dispositions relatives à l'asile. Elle introduit en particulier deux nouvelles formes de protection : l'asile dit « constitutionnel », fondé sur le préambule de la Constitution, qui permet d'accorder le statut de réfugié à toute personne persécutée en raison de son action en faveur de la liberté, et l'asile territorial.

L'article 13 de la loi du 25 juillet 1952 modifiée par la loi du 11 mai 1998 relative au droit d'asile, dispose que « *Dans les conditions compatibles avec les intérêts du pays, l'asile territorial peut être accordé par le ministre de l'intérieur après consultation du ministre des Affaires Etrangères à un étranger si celui-ci établit que sa vie ou sa liberté est menacée dans son pays d'origine ou qu'il y est exposé à des traitements contraires à l'article 3 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales* »

L'asile territorial constitue un renforcement de la protection prévue à l'article 27 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 qui prohibe l'éloignement d'un ressortissant étranger vers son pays, s'il établit remplir les conditions fixées à l'article 13 précité.

L'asile territorial a vocation à couvrir des risques équivalents aux persécutions et aux craintes de persécution définies par la convention de Genève, mais qui ne résultent pas de l'action (ou de l'inaction) des autorités du pays d'origine. Il s'agit d'une protection différente pour des situations distinctes ouvrant un droit temporaire au séjour pour des motifs sérieux et avérés qui entraînent un risque réel et personnel.

Le ministre de l'intérieur dispose, à l'égard d'un étranger présent sur le territoire français et se trouvant dans cette situation, de la faculté de lui accorder un droit au séjour pendant une période d'un an renouvelable.

Ce dispositif revêt un caractère subsidiaire par rapport à la protection internationale accordée, en application des dispositions de la convention de Genève, par l'Office de Protection des Réfugiés et Apatriides (OFPRA) et la Commission des Recours des Réfugiés (CRR), aux victimes de persécutions. Le ministre se prononce après avoir consulté le ministre des affaires étrangères. La procédure prévue par le décret du 23 juin 1998, pris pour l'application de la loi du 25 juillet 1952 relatif au droit d'asile et à l'asile territorial prévoit que le dépôt de la demande et l'audition du requérant s'effectuent dans les préfectures. Le préfet rend un avis motivé sur la demande avant de la transmettre au ministre.

La loi du 11 mai 1998 prévoit une saisine directe du ministre de l'intérieur par le directeur de l'OFPRA ou le Président de la Commission des Recours des Réfugiés lorsqu'ils estiment que le cas d'une personne, à laquelle la qualité de réfugié n'a pas été reconnue, relève de l'asile territorial.

1.4 – Assouplissement des conditions de délivrance des titres de séjour aux ressortissants communautaires

La loi du 11 mai 1998 a introduit dans l'ordonnance du 2 novembre 1945 un article 9-1 qui modifie les conditions de séjour des ressortissants communautaires. Cette disposition nouvelle prévoit l'attribution d'une carte de séjour à validité permanente aux ressortissants communautaires exerçant en France une activité professionnelle et déjà titulaire d'un premier titre de séjour de 10 ans.

L'octroi de ce nouveau titre de séjour n'est subordonné qu'à la condition que le ressortissant français bénéficie, dans les Etats concernés, d'un titre équivalent. Aussi, un arrêté interministériel en cours de contreseing a établi la liste des Etats de l'Union européenne dont les ressortissants pourront se prévaloir en France d'un tel titre.

Les Etats remplissant cette condition de réciprocité sont actuellement au nombre de six : Autriche, Danemark, Finlande, Pays-Bas, République fédérale d'Allemagne et Royaume-Uni. Leurs nationaux installés en France représentent environ 15 % de l'ensemble des ressortissants communautaires résidant sur notre territoire.

1.5 – Accès facilité à la carte de résident de plein droit

L'article 15 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 modifiée par la loi du 11 mai 1998 supprime la condition d'entrée régulière, exigée antérieurement pour cinq de ses catégories. Désormais, seule demeure la condition de séjour régulier. Par ailleurs, un 13^e a été intégré au sein de l'article 15 en vue de faire bénéficier de la carte de résident les titulaires de la carte de séjour « vie privée et familiale » renouvelée à quatre reprises. Ces dispositions, dont l'objectif affiché est de faciliter les conditions d'intégration en France des étrangers qui y sont régulièrement installés depuis plusieurs années, se sont traduites en 1998 par la délivrance d'un nombre important de cartes de résident, notamment aux conjoints étrangers de Français (5 480 premiers titres en 1998).

2 – Mesures d'application de la loi mises en œuvre par le Gouvernement

L'application de la loi du 11 mai 1998 a nécessité l'édition de textes réglementaires nouveaux, en particulier en matière d'asile territorial, ainsi que l'adaptation et la réécriture d'un certain nombre d'autres dispositions réglementaires existantes. Le Gouvernement s'est attaché à une publication de l'ensemble de ces mesures, selon un calendrier aussi rapproché que possible de la date d'entrée en vigueur de la loi. Parallèlement, l'accent a porté sur l'information des préfectures, d'une part au moyen de circulaires, d'autre part en investissant massivement dans la formation des fonctionnaires des administrations déconcentrées, chargés de l'accueil des étrangers et de l'application de l'ordonnance du 2 novembre 1945 modifiée.

2.1 – Les textes réglementaires d'application de la Loi

- Décret n°98-502 du 23 juin 1998 relatif à l'attestation d'accueil ;
- Décret n°98-503 du 23 juin 1998 pris pour l'application de la loi du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile et relatif à l'asile territorial ;
- Décret n°98-864 du 23 septembre 1998 modifiant le décret n° 94-211 du 11 mars 1994 réglementant les conditions d'entrée et de séjour en France des ressortissants des Etats membres de la Communauté européenne bénéficiant de la libre circulation des personnes ;
- Décret n° 99-1 du 4 janvier 1999 relatif à la motivation des refus de visas opposés aux étudiants étrangers pris en application du 1^{er} de l'article 5 de l'ordonnance 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers ;
- Décret n°99-352 du 5 mai 1999 modifiant le décret n° 46-1574 du 30 juin 1946 relatif aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers ;
- Décret n°99-566 du 6 juillet 1999 relatif au regroupement familial ;
- Arrêté interministériel du 8 juillet 1999 relatif aux conditions d'établissement des avis médicaux concernant les étrangers malades prévus à l'article 7-5 du décret n° 46-1574 du 30 juin 1946 modifié ;

2.2 – L'effort d'information et de formation engagé vis à vis des fonctionnaires de préfectures

2.2.1. – Les circulaires d'information du ministère de l'intérieur :

- Circulaire MI du 12 mai 1998 d'application de la loi RESEDA– bulletin officiel du ministère de l'intérieur (B.O.M.I.) n° 2, 2^e trimestre 1998 ;

- Circulaire MI du 26 mai 1998 sur l'asile conventionnel – B.O.M.I. n° 2, 2^e trimestre 1998 ;
- Circulaire MI du 23 juillet 1998 sur le mécanisme de l'asile territorial – B.O.M.I. n° 2, 2^e trimestre 1998 ;
- Circulaire MI du 13 juillet 1998 sur les conditions d'entrée et de séjour des scientifiques étrangers – B.O.M.I. n° 3, 3^e trimestre 1998 ;
- Circulaire du 24 août 1998 relative au guide de l'entretien des demandeurs d'asile territorial – non publiée ;
- Circulaire MI du 14 mars 1999 sur le traitement des demandes d'asile territorial en urgence – non publiée ;
- Circulaire MI du 31 mars 1999 sur l'audition des demandeurs d'asile territorial dans les centres de rétention – non publiée ;
- Circulaire MI du 16 juin 1999 relative aux conditions de séjour en France des ressortissants des Etats membres de l'Union européenne et des Etats parties à l'E.E.E. – J.O. du 5 août 1999, page 11 849.

2.2.2. – Les sessions de formation organisées au profit des fonctionnaires de préfectures :

a) – Du 1^{er} mai au 3 juillet 1998, à raison de trois jours de formation par semaine, organisés à Lognes (Val de Marne, annexe du ministère de l'intérieur), 9 sessions de formation à la nouvelle législation RESEDA ont été organisées. Elles ont réuni 170 cadres de préfectures représentant les 50 départements les plus importants en terme d'accueil d'étrangers.

Mises en place et dispensées par des fonctionnaires du ministère de l'intérieur et du ministère de l'emploi et de la solidarité, ces séances de rencontre et de formation ont permis d'atteindre deux objectifs prioritaires. D'une part, sensibiliser les cadres de préfecture à la nouvelle architecture de l'ordonnance du 2 novembre 1945 ; d'autre part, infléchir la doctrine administrative relative à l'accueil des étrangers en France dans un sens plus ouvert et conforme à la politique initiée par le législateur et le Gouvernement.

Ces formations ont toutes fait l'objet d'une évaluation a posteriori de la part des participants, qui ont fait connaître leur satisfaction sur les conditions de déroulement des stages. La démarche a été jugée globalement très pertinente, apportant des réponses claires, tant sur le plan de la compréhension des nouvelles dispositions législatives, que sur l'application pratique de la réglementation en préfecture.

b) – Une attention toute particulière a été portée aux conditions d'application du nouveau dispositif de reconnaissance de l'asile territorial. Afin d'aider les agents des préfectures à faire face à cette tâche nouvelle, que constitue la mise en œuvre de l'asile territorial, en particulier l'audition des demandeurs, l'administration centrale du ministère de l'intérieur a prévu d'organiser à leur intention neuf sessions de formation inter-régionales de quatre jours pleins, couvrant la totalité des départements métropolitains. Ces formations spécifiques ont débuté en décembre 1998 et s'achèvent en octobre 1999.

Plus de 150 agents ont bénéficié de ces stages.

Ce cycle de formation a été accompagné par la remise aux préfectures d'un certain nombre d'éléments d'information sur la situation dans les principaux pays dont sont originaires les demandeurs d'asile territorial, sous forme de fiches et d'adresses de sites informatiques de l'administration et d'organismes internationaux. Un fond documentaire a été constitué au ministère de l'intérieur (direction des libertés publiques et des affaires juridiques).

La forte augmentation des demandes d'asile territorial enregistrée à l'issue de l'opération de régularisation exceptionnelle des étrangers en situation irrégulière, engagée par le Gouvernement au mois

de juin 1997, a par ailleurs entraîné une augmentation très sensible de la charge de travail notamment dans les administrations centrales des ministères de l'intérieur et des affaires étrangères ainsi que dans certaines préfectures. Pour faire face à cette situation, des contractuels recrutés par l'Office des Migrations Internationales ont été mis à la disposition de ces deux ministères, avec l'accord du Premier ministre, au cours du second semestre 1999.

3 – Définition des principales autorisations de séjour

RCS : récépissé de demande ou de renouvellement de carte de séjour

Document provisoire de séjour remis à l'étranger admis à souscrire une première demande ou une demande de renouvellement de carte de séjour. D'une durée de validité au moins égale à un mois, il peut être renouvelé et assorti d'une autorisation provisoire de travail délivrée par les directions départementales du travail (DDTEFP).

APS : Autorisation provisoire de séjour

Document provisoire de séjour remis à l'étranger qui n'a pas vocation à demeurer sur le territoire français mais qui ne peut pas le quitter à l'expiration de son visa pour des motifs d'ordre médical, humanitaire ou professionnel notamment. D'une durée de validité au moins égale à un mois, il peut être renouvelé et assorti d'une autorisation provisoire de travail délivrée par les directions départementales du travail (DDTEFP).

CST : Carte de séjour temporaire

En application des articles 9 à 13 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, la carte de séjour dite « *carte de séjour temporaire* » peut être délivrée :

- soit aux étrangers venus en France, en qualité de visiteurs, étudiants, scientifiques, artistes ou pour y exercer, à titre temporaire, une activité professionnelle ;
- soit aux étrangers venus en France en raison de l'importance des liens familiaux qu'ils y ont noués ;
- soit aux étrangers ne remplissant pas les conditions pour obtenir une carte de résident, en application de l'article 14 de ladite ordonnance
- soit de plein droit aux étrangers âgés de seize à dix-huit ans qui déclarent vouloir exercer une activité professionnelle salariée.

Sa durée de validité est inférieure ou égale à un an. Elle est renouvelable

CR : Carte de résident

En application des articles 14 et 15 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, la carte de résident peut être délivrée :

- soit sous certaines conditions, à la personne qui séjourne régulièrement et de manière ininterrompue en France depuis au moins trois ans et qui justifie de moyens d'existence stables et suffisants
- soit de plein droit pour certaines personnes, sous réserve d'être en séjour régulier au moment de la demande (ex : parents d'enfants français, conjoint étranger d'un ressortissant de nationalité française...).

Sa durée de validité est de dix ans. Elle est renouvelable de plein droit.

CEE / U.E. : Carte de ressortissant d'un Etat membre de l'Union Européenne

En application du décret du 11 mars 1994 modifié, la carte de ressortissant d'un Etat membre de

l'Union européenne est délivrée à tout ressortissant bénéficiaire de la libre circulation des travailleurs dans la Communauté qui présente un engagement de travail et aux membres de leur famille. Les travailleurs temporaires et saisonniers qui ont des contrats de travail d'une durée inférieure ou égale à un an sont mis en possession d'une carte de séjour d'une durée équivalente à la durée de leur contrat.

La durée de validité de cette carte est de dix ans pour la première délivrance, renouvelable de plein droit pour une durée de dix ans, voire à validité permanente si le bénéficiaire est ressortissant d'un Etat offrant le même type de titre à un Français.

Depuis le 1^{er} juillet 1992, conformément aux directives n° 90-364, 90-365 et 90-366 du Conseil des Communautés européennes du 28 juin 1990 :

- une carte d'une durée de validité d'un an est délivrée, sous certaines conditions, en première demande aux étudiants. Cette carte est renouvelable pour la même durée ;
- une carte d'une durée de validité de cinq ans est délivrée, sous certaines conditions, en première demande aux retraités et aux autres non actifs. Cette carte est renouvelable pour la même durée ;
- les membres de famille qu'ils soient ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne ou ressortissant d'un pays tiers obtiennent une carte de la même durée de validité que celle du titulaire qu'ils accompagnent ou viennent rejoindre.

EEE : Carte de ressortissant d'un pays à l'Espace Economique Européen

Les conditions d'octroi sont identiques à celles indiquées ci-dessus pour les cartes de l'Union européenne.

CRA : Certificats de résidence de ressortissant algérien

En application de l'article 7 de l'accord franco-algérien du 27 décembre 1968 publié par le décret n° 62-243 du 18 mars 1969, les certificats de résidence délivrés aux ressortissants algériens ont une durée de validité de cinq ou dix ans, renouvelables automatiquement.

Conformément à l'échange de lettres franco-algérien du 18 septembre 1980 publié par le décret n° 80-1150 du 30 décembre 1980, les certificats de résidence des ressortissants algériens établis en France avant le 1^{er} juillet 1962 sont renouvelés pour une durée de dix ans.

L'avenant à l'accord signé le 22 décembre 1985 et publié par le décret n° 86-320 du 7 mars 1986 prévoit la délivrance de certificats de résidence d'une durée de validité d'un an, de deux et dix ans et stipule que les ressortissants algériens titulaires d'un ancien certificat (trois ans trois mois, cinq ans ou dix ans) reçoivent de plein droit à l'expiration de celui-ci, un certificat de résidence de dix ans.

En application des articles 6 et 7 de l'avenant du 22 décembre 1985, le certificat de résidence d'un an est délivré :

- aux ressortissants algériens venant en France pour une durée limitée ;
- aux ressortissants algériens ne remplissant pas les conditions pour obtenir un certificat de dix ans.

Il est renouvelable.

En application de l'article 7 bis de l'avenant du 22 décembre 1985, le certificat de résidence de dix ans peut être délivré :

- au ressortissant algérien justifiant d'une résidence ininterrompue d'au moins trois ans sur le territoire français, de moyens d'existence et ne constituant pas une menace pour l'ordre public ;

- de plein droit pour certains ressortissants (ex : conjoint algérien d'un ressortissant français, enfant algérien d'un ressortissant français...).

Il est renouvelable de plein droit.

Le certificat de résidence de deux ans est délivré aux fonctionnaires ou agents des organismes officiels algériens. Il est renouvelable.

Note générale relative aux sources de l'information

A l'exception de celles qui se rapportent à l'application de la circulaire du 24 juin 1997 (régularisations) et à l'asile territorial, les statistiques présentées sont extraites du fichier AGDREF mis en place progressivement dans les préfectures entre septembre 1992 et mai 1993. La fonction principale de cette application est la gestion des dossiers administratifs des étrangers depuis l'ouverture du dossier (demande de séjour, demande d'asile, interpellation) jusqu'à la fin de ce dossier (départ volontaire, mesure d'éloignement, acquisition de la nationalité française, décès).

A partir de ce fichier, un programme a été conçu afin d'obtenir des statistiques plus fiables et plus détaillées qu'auparavant. Le comptage est réalisé après l'enregistrement de la délivrance du titre de séjour dans le dossier informatisé de l'étranger. Cette opération peut, pour un nombre de dossiers peu important au regard de l'ensemble des titres délivrés, être effectuée très tardivement ou pas du tout. En outre, Les étrangers dont le titre est expiré depuis 5 ans sont exclus du fichier.

Les données ci-après ne concernent que la France Métropolitaine

1 – La population étrangère légale en France métropolitaine

1.1 – Aperçu général :

Compte tenu de ces différentes remarques, le nombre d'étrangers autorisés à résider en France au 31 décembre 1998 s'établit comme suit :

TITRES	NOMBRE DE TITRES VALIDES
CARTES DE SÉJOUR	3.125.143
DOCUMENTS PROVISOIRES (APS, RCS)	117.310
TOTAL 1998	3.242.453

Ainsi, au 31 décembre 1998, la population étrangère, titulaire d'une autorisation de séjour en France, s'élève à 3 242 453 personnes et est composée pour 55,84 % d'hommes et pour 44,16 % de femmes. Les chiffres au 31 décembre 1998 se caractérisent par une baisse (en données brutes) de 2,5 % par rapport au 31 décembre 1997. Toutefois, si l'on affine ces données, en déduisant le nombre d'étrangers titulaires d'un document provisoire (117 310) dont l'accès au séjour peut ne pas être confirmé, il convient de noter une progression mesurée du nombre de cartes de séjour délivrées en 1998, de l'ordre de 0,6 %, soit 18 623 titres supplémentaires délivrés.

En tout état de cause, cette modération dans la progression de la population étrangère titulaire d'un titre de séjour sur le territoire français peut s'expliquer –au moins partiellement – par l'addition d'un double phénomène conjoncturel. Tout d'abord, le second semestre de l'année 1997 a été l'occasion d'une intense activité des préfectures, en terme de délivrances de titres et surtout de documents provisoires de séjour (on comptait 217 870 APS et RCS valides au 31 décembre 1997 alors qu'on en compte plus que 117 310 au 31 décembre 1998), du fait de l'application de la circulaire de régularisation du 24 juin 1997. D'autre part, s'agissant des causes de sorties du fichier national des étrangers, il n'est pas possible, à ce jour, de connaître précisément l'impact des départs volontaires et des décès sur la situation de fin d'année.

Les tableaux et graphiques ci-après montrent l'évolution de la population étrangère titulaire d'une autorisation de séjour, sur les 14 dernières années.

De 1983 à 1988, si la population étrangère séjournant en France avait subi de véritables évolutions du point de vue de sa composition, l'effectif global variait en revanche très peu, les flux d'entrée étant compensés par les acquisitions de nationalité française et par les flux de sortie (procédure d'aide au retour, retours volontaires, mesures d'éloignement...).

En 1989 et 1990, la hausse du nombre des étrangers était liée au développement de l'immigration familiale et à l'accroissement des demandes d'asile.

En revanche, les baisses enregistrées de 1991 à 1994 sont issues de la conjonction de plusieurs facteurs : baisse du regroupement familial, de la demande d'asile notamment.

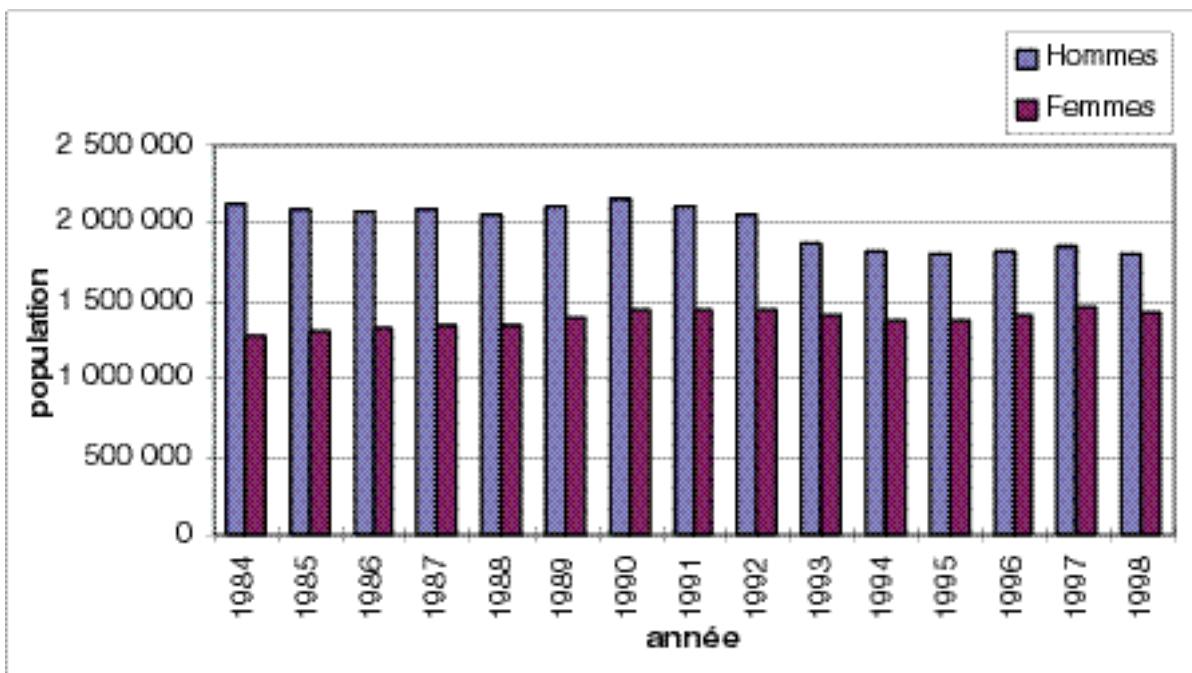
1.1.1 – Evolutions récentes

Depuis 1995, la population étrangère accueillie légalement en France connaît une progression régulière.

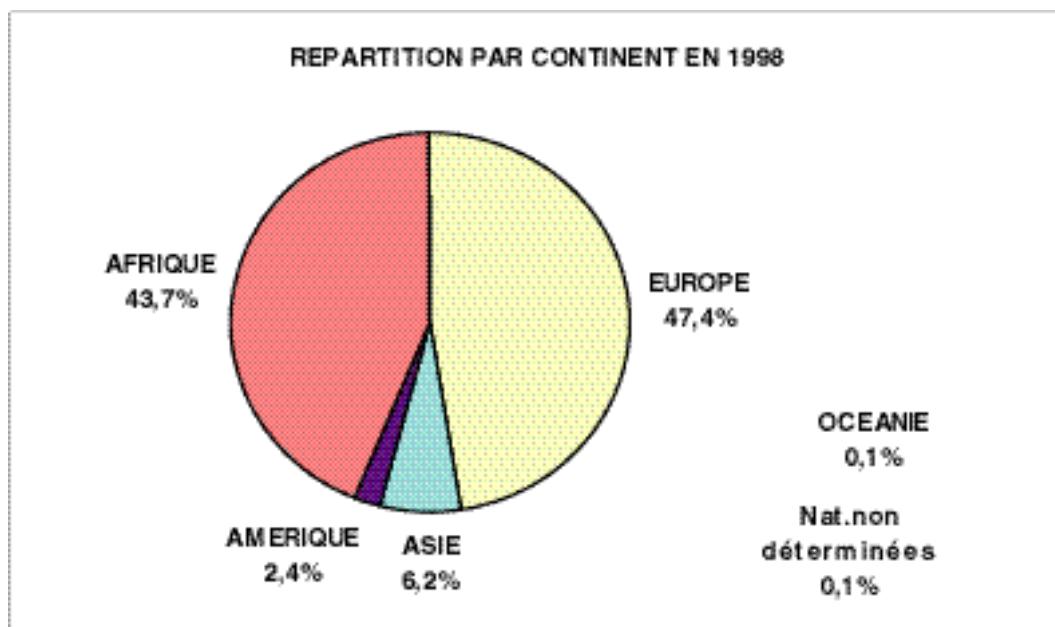
1 – Evolution de la population étrangère titulaire d'une autorisation de séjour par sexe 1984-1998.

Année	Hommes	Femmes	Total
1984	2 130 314	1 282 458	3 412 772
1985	2 085 861	1 305 976	3 391 837
1986	2 080 823	1 325 853	3 406 676
1987	2 086 791	1 345 377	3 432 168
1988	2 050 288	1 341 890	3 392 178
1989	2 112 588	1 400 159	3 512 747
1990	2 158 643	1 441 914	3 600 557
1991	2 115 916	1 447 389	3 563 305
1992	2 057 528	1 443 546	3 501 074
1993	1 873 956	1 410 370	3 284 326
1994	1 813 136	1 371 896	3 185 032
1995	1 810 840	1 382 032	3 192 872
1996	1 824 763	1 407 128	3 231 891
1997	1 857 967	1 466 423	3 324 390
1998	1 810 440	1 432 013	3 242 453

2 - Evolution de la population étrangère titulaire d'une autorisation de séjour de 1983 à 1998



3 - Répartition par continent en 1998



4 - Evolution de 1994 à 1998 du nombre d'étrangers titulaires d'une autorisation de séjour en cours de validité

Continent et pays	1994	1995	% EVOLUTION 1995 / 1994	1996	% EVOLUTION 1996 / 1995	1997	% EVOLUTION 1997 / 1996	1998	% EVOLUTION 1998 / 1997	% EVOLUTION 1998/1994
Union Européenne (*)	1 262 020	1 263 067	0,1%	1 261 240	-0,1%	1 265 916	0,4%	1 224 492	-3,3%	-3,0%
Norvège Islande	2 345	2 519	7,4%	2 563	1,7%	2 862	11,7%	2 707	-5,4%	15,4%
S/total Espace Economique Européen	1 264 365	1 265 586	0,1%	1 263 803	-0,1%	1 268 778	0,4%	1 227 199	-3,3%	-2,9%
ex-pays de l'URSS	10 346	11 044	6,7%	12 859	16,4%	14 796	15,1%	15 133	2,3%	46,3%
Europe de l'est	115 740	114 024	-1,5%	116 038	1,8%	118 125	1,8%	106 178	-10,1%	-8,3%
Autres Europe dont Turquie	172 371	176 739	2,5%	181 237	2,5%	190 739	5,2%	190 316	-0,2%	10,4%
EUROPE	1 562 822	1 567 393	0,3%	1 573 937	0,4%	1 592 438	1,2%	1 538 826	-3,4%	-1,5%
Maghreb	1 133 638	1 145 751	1,1%	1 160 038	1,2%	1 186 232	2,3%	1 157 651	-2,4%	2,1%
Afrique subsaharienne anciennement sous ad. française	146 892	145 617	-0,9%	156 440	7,4%	174 116	11,3%	181 476	4,2%	23,5%
Autres pays d'Afrique	59 876	59 853	0,0%	65 133	8,8%	80 332	23,3%	79 442	-1,1%	32,7%
AFRIQUE	1 340 406	1 351 221	0,8%	1 381 611	2,2%	1 440 680	4,3%	1 418 569	-1,5%	5,8%
Moyen Orient	49 748	45 970	-7,6%	44 230	-3,8%	43 294	-2,1%	40 293	-6,9%	-19,0%
Cambodge, Laos et Vietnam	77 607	71 631	-7,7%	65 643	-8,4%	61 380	-6,5%	57 909	-5,7%	-25,4%
Autres pays d'Asie	77 406	78 283	1,1%	84 396	7,8%	99 366	17,7%	103 410	4,1%	33,6%
ASIE	204 761	195 884	-4,3%	194 269	-0,8%	204 040	5,0%	201 612	-1,2%	-1,5%
AMERIQUE	72 464	71 230	-1,7%	75 042	5,4%	80 315	7,0%	78 828	-1,9%	8,8%
OCEANIE	2 433	2 412	-0,9%	2 690	11,5%	2 875	6,9%	2 967	3,2%	21,9%
Nationalités non déterminées	2 146	3 463	61,4%	4 342	25,4%	4 042	-6,9%	1 651	-59,2%	-23,1%
TOTAL	3 185 032	3 191 603	0,2%	3 231 891	1,3%	3 324 390	2,9%	3 242 453	-2,5%	1,8%

(*) y compris Autriche, Finlande et Suède

1.1.2 – Répartition par nationalité : variations récentes

Au 31 décembre 1998, la population étrangère résidant en France est composée de :

- 37,8 % de personnes venant d'un pays de l'Union européenne (U.E.)
- 35,7 % de personnes venant d'un pays du Maghreb
- 9,7 % de personnes venant d'un pays européen (Turquie comprise) hors U.E.
- 5,6 % de personnes venant d'un pays africain autrement sous administration française
- 4,4 % de personnes venant d'un pays asiatique autre que le Cambodge, le Laos et le Vietnam (qui constituent 1,8 % des étrangers résidant en France).

Sur les 160 principales nationalités représentées, 62 progressent et 98 diminuent en nombre par rapport à 1997. Il convient toutefois de tenir compte du caractère relatif de cette comparaison, compte tenu de l'impact de la circulaire du 24 juin 1997 portant réexamen de la situation de certaines catégories d'étrangers en situation irrégulière sur la forte croissance des chiffres de l'année 1997.

Les augmentations les plus significatives en valeur absolue et en pourcentage concernent les ressortissants des Etats suivants :

EUROPE :

Etats de l'ex-URSS : + 2,3 % (+ 337)
Turquie : + 0,5 % (+ 796)

AFRIQUE :

Comores : + 22,3 % (+ 1.095)
Congo : + 20,96 % (+ 3.232)
Guinée : + 9,7 % (+ 580)
Mali : + 8,7 % (+ 2.804)

AMERIQUE :

Cuba : + 24% (+ 185)
Colombie : + 3,7 % (+ 171)

ASIE :

Philippines : + 34,8% (+ 1.021)
Chine : + 18,4% (+ 3.887)
Inde : + 5,2% (+ 386)
Sri Lanka : + 2% (+ 500)

OCEANIE

Nouvelle-Zélande : +10,6% (+ 51)

Les baisses de population les plus significatives concernent les ressortissants des Etats suivants :

EUROPE :

Royaume Uni : -3,9 % (-2.648)
Espagne : -5,1 % (-9.368)
Italie : -4,9 % (-10.861)
Portugal : -2,6 % (-15.198)
Pologne : -16,1 % (-6.132)
Roumanie : -24,4 % (-3.399)

AFRIQUE :

Algérie : -4,2 % (-23.715)
Ex-Zaïre (R.D.C.) : -11,2 % (-2758)

AMERIQUE :

Etats-Unis d'Amérique : - 4,6 % (-1.272)
ASIE :
Iran : -8,2 % (-1.227)
Liban : -9,3 % (-1.538)
Cambodge : -5,2 % (-1.276)
Vietnam : -5,7 % (-1.250)
Corée du Sud : -19,7 % (-1.282)

Pour l'ensemble de ces ressortissants étrangers, il n'est pas encore possible de chiffrer l'impact des naturalisations.

5 - Population étrangère titulaire d'une autorisation de séjour au 31 décembre 1998 par nationalité et sexe - Comparaison avec 1997

Nationalité	Sexe	1998			1997			Comparaison 1998 / 1997		
		Hommes	Femmes	TOTAL	Hommes	Femmes	TOTAL	Hommes	Femmes	TOTAL
Allemands		34 865	38 345	73 210	35 175	38 686	73 861	-0,9%	-0,9%	-0,9%
Autrichiens		1 642	2 549	4 191	1 643	2 487	4 130	-0,1%	2,5%	1,5%
Belges		29 666	31 447	61 113	30 658	32 163	62 821	-3,2%	-2,2%	-2,7%
Britanniques		32 183	33 170	65 353	33 238	34 763	68 001	-3,2%	-4,6%	-3,9%
Danois		1 949	2 964	4 913	1 976	3 071	5 047	-1,4%	-3,5%	-2,7%
Espagnols		89 518	85 677	175 195	94 695	89 868	184 563	-5,5%	-4,7%	-5,1%
Finlandais		903	1 895	2 798	741	1 822	2 563	21,9%	4,0%	9,2%
Grecs		3 255	3 188	6 443	3 526	3 308	6 834	-7,7%	-3,6%	-5,7%
Irlandais		2 122	3 354	5 476	2 241	3 598	5 839	-5,3%	-6,8%	-6,2%
Italiens		124 515	87 508	212 023	130 301	92 583	222 884	-4,4%	-5,5%	-4,9%
Luxembourgeois		1 579	1 564	3 143	1 670	1 595	3 265	-5,4%	-1,9%	-3,7%
Néerlandais		10 855	11 702	22 557	10 949	11 858	22 807	-0,9%	-1,3%	-1,1%
Portugais		317 382	262 698	580 080	325 956	269 322	595 278	-2,6%	-2,5%	-2,6%
Suédois		2 990	5 007	7 997	2 944	5 083	8 027	1,6%	-1,5%	-0,4%
<i>Sous Total Union Européenne</i>		653 424	571 068	1 224 492	675 711	590 205	1 265 916	-3,3%	-3,2%	-3,3%
Islandais		100	182	282	111	181	292	-9,9%	0,6%	-3,4%
Liechtensteinois		8	11	19	9	9	18	-11,1%	22,2%	5,6%
Norvégiens		960	1 446	2 406	983	1 587	2 570	-2,3%	-8,9%	-6,4%
<i>Sous Total Espace Economique Européen</i>		654 492	572 707	1 227 199	676 805	591 973	1 268 778	-3,3%	-3,3%	-3,3%
Arméniens		722	987	1 709	697	1 053	1 750	3,6%	-6,3%	-2,3%
Azerbaïdjanais		80	55	135	56	33	89	42,9%	66,7%	51,7%
Biélorusses		121	280	401	120	195	315	0,8%	43,6%	27,3%
Estoniens		42	113	155	47	112	159	-10,6%	0,9%	-2,5%
Géorgiens		238	297	535	210	251	461	13,3%	18,3%	16,1%
Kazakhs		75	158	233	75	168	243	0,0%	-6,0%	-4,1%
Kirghiz		2	23	25	5	16	21	-60,0%	43,8%	19,0%
Lettons		68	153	221	72	141	213	-5,6%	8,5%	3,8%
Lituaniens		126	338	464	153	333	486	-17,6%	1,5%	-4,5%
Moldaves		238	192	430	161	150	311	47,8%	28,0%	38,3%
Ouzbeks		37	58	95	11	53	64	236,4%	9,4%	48,4%
Russes		1 911	4 261	6 172	2 045	3 899	5 944	-6,6%	9,3%	3,8%
ex-Soviétiques		875	1 488	2 363	1 012	1 704	2 716	-13,5%	-12,7%	-13,0%
Tadjiks		10	8	18	7	7	14	42,9%	14,3%	28,6%
Turkmènes		3	5	8	1	3	4	200,0%	66,7%	100,0%
Ukrainiens		682	1 487	2 169	726	1 280	2 006	-6,1%	16,2%	8,1%
<i>Sous Total ex-URSS</i>		5 230	9 903	15 133	5 398	9 398	14 796	-3,1%	5,4%	2,3%
Albanais		950	789	1 739	999	725	1 724	-4,9%	8,8%	0,9%
Bosniaques		1 637	1 607	3 244	1 690	1 591	3 281	-3,1%	1,0%	-1,1%
Bulgares		1 511	2 236	3 747	1 929	2 303	4 232	-21,7%	-2,9%	-11,5%
Croates		1 787	1 544	3 331	1 768	1 545	3 313	1,1%	-0,1%	0,5%
Hongrois		1 271	1 286	2 557	1 354	1 312	2 666	-6,1%	-2,0%	-4,1%
Macédoniens		902	780	1 682	837	730	1 567	7,8%	6,8%	7,3%
Polonais		11 692	20 175	31 867	13 866	24 133	37 999	-15,7%	-16,4%	-16,1%
Roumains		4 767	5 790	10 557	7 246	6 710	13 956	-34,2%	-13,7%	-24,4%
Slovaques		244	526	770	216	450	666	13,0%	16,9%	15,6%
Slovènes		279	272	551	295	254	549	-5,4%	7,1%	0,4%
ex-Tchécoslovaques		470	641	1 111	592	776	1 368	-20,6%	-17,4%	-18,8%
Tchèques		274	505	779	260	453	713	5,4%	11,5%	9,3%
Yougoslaves		23 576	20 667	44 243	24 602	21 489	46 091	-4,2%	-3,8%	-4,0%
<i>Sous Total Pays de l'Est</i>		49 360	56 818	106 178	55 654	62 471	118 125	-11,3%	-9,0%	-10,1%
Andorrans		3	3	6	3	3	6	0,0%	0,0%	0,0%
Chypriotes		110	180	290	129	176	305	-14,7%	2,3%	-4,9%
Maltais		55	82	137	58	87	145	-5,2%	-5,7%	-5,5%
Monégasque			2	2						
Saint-Marinais		133	67	200	149	86	235	-10,7%	-22,1%	-14,9%
Suisses		10 915	9 720	20 635	11 690	10 086	21 776	-6,6%	-3,6%	-5,2%
Turcs		92 290	76 756	169 046	92 025	76 225	168 250	0,3%	0,7%	0,5%
<i>Sous Total Autres Europe</i>		103 506	86 810	190 316	104 065	86 674	190 739	-0,5%	0,2%	-0,2%
TOTAL EUROPE		812 588	726 238	1 538 826	841 922	750 516	1 592 438	-3,5%	-3,2%	-3,4%

Sexe Nationalité	1998			1997			Comparaison 1998 / 1997		
	Hommes	Femmes	TOTAL	Hommes	Femmes	TOTAL	Hommes	Femmes	TOTAL
Algériens	338 054	202 221	540 275	352 556	211 434	563 990	-4,1%	-4,4%	-4,2%
Marocains	270 995	186 782	457 777	272 921	186 867	459 788	-0,7%	0,0%	-0,4%
Tunisiens	105 777	53 822	159 599	107 584	54 870	162 454	-1,7%	-1,9%	-1,8%
<i>Sous Total Maghreb</i>	714 826	442 825	1 157 651	733 061	453 171	1 186 232	-2,5%	-2,3%	-2,4%
Béninois	2 546	1 996	4 542	2 698	2 002	4 700	-5,6%	-0,3%	-3,4%
Burkinabè	1 165	895	2 060	1 189	870	2 059	-2,0%	2,9%	0,0%
Camerounais	9 117	9 492	18 609	9 165	9 183	18 348	-0,5%	3,4%	1,4%
Centrafricains	2 221	1 830	4 051	2 188	1 854	4 042	1,5%	-1,3%	0,2%
Congolais	10 154	8 548	18 702	8 660	6 810	15 470	17,3%	25,5%	20,9%
Gabonais	2 069	2 220	4 289	2 329	2 326	4 655	-11,2%	-4,6%	-7,9%
Guinéens	3 529	3 007	6 536	3 182	2 774	5 956	10,9%	8,4%	9,7%
Ivoiriens	9 071	9 787	18 858	9 179	9 555	18 734	-1,2%	2,4%	0,7%
Malgaches	3 925	7 142	11 067	4 283	7 020	11 303	-8,4%	1,7%	-2,1%
Maliens	24 181	10 984	35 165	21 527	10 834	32 361	12,3%	1,4%	8,7%
Mauritaniens	6 159	2 161	8 320	5 684	2 051	7 735	8,4%	5,4%	7,6%
Nigériens	386	285	671	417	303	720	-7,4%	-5,9%	-6,8%
Sénégalais	25 165	15 683	40 848	24 620	15 252	39 872	2,2%	2,8%	2,4%
Tchadiens	711	470	1 181	769	489	1 258	-7,5%	-3,9%	-6,1%
Togolais	3 623	2 954	6 577	3 843	3 060	6 903	-5,7%	-3,5%	-4,7%
<i>Sous Total Principaux Pays ancienement sous administration française</i>	104 022	77 454	181 476	99 733	74 383	174 116	4,3%	4,1%	4,2%
Angolais	3 090	1 965	5 055	3 074	1 983	5 057	0,5%	-0,9%	0,0%
Bissao-Guinéens	1 836	522	2 358	1 762	508	2 270	4,2%	2,8%	3,9%
Basotho	1	11	12	1	9	10	0,0%	22,2%	20,0%
Botswanéens	1	4	5	0	6	6		-33,3%	-16,7%
Burundais	204	276	480	219	265	484	-6,8%	4,2%	-0,8%
Cap-Verdiens	4 115	4 277	8 392	4 019	4 206	8 225	2,4%	1,7%	2,0%
Comoriens	2 234	3 775	6 009	1 676	3 238	4 914	33,3%	16,6%	22,3%
Djiboutiens	923	731	1 654	982	676	1 658	-6,0%	8,1%	-0,2%
Egyptiens	4 743	1 805	6 548	4 515	1 824	6 339	5,0%	-1,0%	3,3%
Equato-Guinéens	60	72	132	57	71	128	5,3%	1,4%	3,1%
Erythréens	13	28	41	8	11	19	62,5%	154,5%	115,8%
Ethiopiens	321	782	1 103	361	790	1 151	-11,1%	-1,0%	-4,2%
Gambiens	547	463	1 010	541	465	1 006	1,1%	-0,4%	0,4%
Ghanéens	1 518	1 446	2 964	1 516	1 371	2 887	0,1%	5,5%	2,7%
Kényans	72	286	358	79	273	352	-8,9%	4,8%	1,7%
Libériens	216	125	341	243	121	364	-11,1%	3,3%	-6,3%
Libyens	180	91	271	189	88	277	-4,8%	3,4%	-2,2%
Malawiens	8	12	20	12	4	16	-33,3%	200,0%	25,0%
Mauriciens	6 352	8 658	15 010	6 440	8 639	15 079	-1,4%	0,2%	-0,5%
Mozambicains	57	47	104	80	41	121	-28,8%	14,6%	-14,0%
Namibiens	7	5	12	4	14	18	75,0%	-64,3%	-33,3%
Nigérians	872	620	1 492	816	525	1 341	6,9%	18,1%	11,3%
Ougandais	62	58	120	79	53	132	-21,5%	9,4%	-9,1%
Rwandais	502	701	1 203	415	604	1 019	21,0%	16,1%	18,1%
de Saint Thomas et Prince	30	49	79	31	58	89	-3,2%	-15,5%	-11,2%
Seychellois	46	121	167	51	129	180	-9,8%	-6,2%	-7,2%
Sierra Léonais	176	130	306	147	117	264	19,7%	11,1%	15,9%
Somaliens	461	414	875	448	404	852	2,9%	2,5%	2,7%
Soudanais	417	167	584	425	174	599	-1,9%	-4,0%	-2,5%
Sud Africains	300	392	692	290	365	655	3,4%	7,4%	5,6%
Swazie	1	4	5	1	6	7	0,0%	-33,3%	-28,6%
Tanzaniens	54	82	136	59	76	135	-8,5%	7,9%	0,7%
ex-Zairois	11 718	10 093	21 811	12 893	11 676	24 569	-9,1%	-13,6%	-11,2%
Zambiens	10	25	35	24	23	47	-58,3%	8,7%	-25,5%
Zimbabwéens	21	37	58	23	39	62	-8,7%	-5,1%	-6,5%
<i>Sous Total Autres pays d'Afrique</i>	41 168	38 274	79 442	41 480	38 852	80 332	-0,8%	-1,5%	-1,1%
TOTAL AFRIQUE	860 016	558 553	1 418 569	874 274	566 406	1 440 680	-1,6%	-1,4%	-1,5%

Nationalité	Sexe	1998			1997			Comparaison 1998 / 1997		
		Hommes	Femmes	TOTAL	Hommes	Femmes	TOTAL	Hommes	Femmes	TOTAL
Américains (Etats Unis)		11 560	14 524	26 084	11 998	15 358	27 356	-3,7%	-5,4%	-4,6%
Canadiens		3 352	4 085	7 437	3 384	4 372	7 756	-0,9%	-6,6%	-4,1%
<i>Sous Total Amérique du Nord</i>		14 912	18 609	33 521	15 382	19 730	35 112	-3,1%	-5,7%	-4,5%
Argentins		1 222	1 441	2 663	1 243	1 512	2 755	-1,7%	-4,7%	-3,3%
Béliziens		7	9	16	4	8	12	75,0%	12,5%	33,3%
Boliviens		204	235	439	212	214	426	-3,8%	9,8%	3,1%
Brésiliens		2 305	5 355	7 660	2 348	5 372	7 720	-1,8%	-0,3%	-0,8%
Chiliens		2 355	2 138	4 493	2 429	2 225	4 654	-3,0%	-3,9%	-3,5%
Colombiens		1 782	2 955	4 737	1 681	2 885	4 566	6,0%	2,4%	3,7%
Costaricains		55	81	136	46	86	132	19,6%	-5,8%	3,0%
Equatoriens		243	493	736	300	474	774	-19,0%	4,0%	-4,9%
Guatémaltèques		77	136	213	71	146	217	8,5%	-6,8%	-1,8%
Honduriens		38	74	112	38	57	95	0,0%	29,8%	17,9%
Mexicains		1 114	2 237	3 351	1 175	2 139	3 314	-5,2%	4,6%	1,1%
Nicaraguayens		47	107	154	42	105	147	11,9%	1,9%	4,8%
Panaméens		27	59	86	25	67	92	8,0%	-11,9%	-6,5%
Paraguayens		62	105	167	64	109	173	-3,1%	-3,7%	-3,5%
Péruviens		1 389	1 904	3 293	1 332	1 849	3 181	4,3%	3,0%	3,5%
Salvadoriens		76	178	254	70	192	262	8,6%	-7,3%	-3,1%
Surinamais		13	36	49	7	38	45	85,7%	-5,3%	8,9%
Uruguayens		277	265	542	303	272	575	-8,6%	-2,6%	-5,7%
Vénézuéliens		453	924	1 377	490	913	1 403	-7,6%	1,2%	-1,9%
<i>Sous Total Amérique Centrale et du Sud</i>		11 746	18 732	30 478	11 880	18 663	30 543	-1,1%	0,4%	-0,2%
Bahamiens		5	10	15	5	11	16	0,0%	-9,1%	-6,3%
Barbadiens		5	10	15	7	10	17	-28,6%	0,0%	-11,8%
Cubains		376	577	953	300	468	768	25,3%	23,3%	24,1%
Dominicains		110	325	435	108	315	423	1,9%	3,2%	2,8%
Dominiquais		36	52	88	37	58	95	-2,7%	-10,3%	-7,4%
Grenadiens		8	9	17	8	10	18	0,0%	-10,0%	-5,6%
Guyaniens		17	55	72	15	45	60	13,3%	22,2%	20,0%
Haitiens		6 044	6 933	12 977	5 958	7 045	13 003	1,4%	-1,6%	-0,2%
Jamaïquains		31	49	80	24	48	72	29,2%	2,1%	11,1%
Saint-Luciens		15	43	58	17	49	66	-11,8%	-12,2%	-12,1%
Saint-Vincentais		1	6	7	1	6	7	0,0%	0,0%	0,0%
Trinidadiens		27	78	105	30	76	106	-10,0%	2,6%	-0,9%
Autres ressortissants d'un pays des Caraïbes		2	5	7	3	6	9	-33,3%	-16,7%	-22,2%
<i>Sous Total Caraïbes</i>		6 677	8 152	14 829	6 513	8 147	14 660	2,5%	0,1%	1,2%
TOTAL AMERIQUE		33 335	45 493	78 828	33 775	46 540	80 315	-1,3%	-2,2%	-1,9%

Nationalité	Sexe	1998			1997			Comparaison 1998 / 1997		
		Hommes	Femmes	TOTAL	Hommes	Femmes	TOTAL	Hommes	Femmes	TOTAL
Bahreïniens		5	8	13	8	7	15	-37,5%	14,3%	-13,3%
Emiratis		46	4	50	72	5	77	-36,1%	-20,0%	-35,1%
Iraquiens		1 363	968	2 331	1 310	894	2 204	4,0%	8,3%	5,8%
Iraniens		7 271	6 488	13 759	7 983	7 003	14 986	-8,9%	-7,4%	-8,2%
Israéliens		1 579	1 467	3 046	1 615	1 500	3 115	-2,2%	-2,2%	-2,2%
Jordaniens		399	205	604	426	200	626	-6,3%	2,5%	-3,5%
Koweïtiens		278	53	331	105	55	160	164,8%	-3,6%	106,9%
Libanais		8 571	6 366	14 937	9 564	6 911	16 475	-10,4%	-7,9%	-9,3%
Omanais		9	1	10	11	2	13	-18,2%	-50,0%	-23,1%
Palestiniens		291	95	386	290	112	402	0,3%	-15,2%	-4,0%
Qatariens		13	1	14	30	4	34	-56,7%	-75,0%	-58,8%
Saoudiens		282	135	417	304	137	441	-7,2%	-1,5%	-5,4%
Syriens		2 587	1 671	4 258	2 857	1 752	4 609	-9,5%	-4,6%	-7,6%
Yéménites		71	66	137	69	59	128	2,9%	11,9%	7,0%
Autres ressortissants du Moyen Orient		0	1	1	8	9	-100,0%	-100,0%	-100,0%	-6,9%
<i>Sous Total Moyen Orient</i>		22 765	17 528	40 293	24 645	18 649	43 294	-7,6%	-6,0%	-5,2%
Cambodgiens		11 876	11 373	23 249	12 654	11 871	24 525	-6,1%	-4,2%	-5,2%
Laotiens		7 420	6 531	13 951	7 947	6 949	14 896	-6,6%	-6,0%	-6,3%
Vietnamiens		10 357	10 352	20 709	11 288	10 671	21 959	-8,2%	-3,0%	-5,7%
<i>Sous Total Cambodgiens+Laotiens</i>		29 653	28 256	57 909	31 889	29 491	61 380	-7,0%	-4,2%	-5,7%
+Vietnamiens										
Afghans		794	658	1 452	818	690	1 508	-2,9%	-4,6%	-3,7%
Bangladais		1 292	398	1 690	1 377	367	1 744	-6,2%	8,4%	-3,1%
Bhoutanais		47	14	61	40	14	54	17,5%	0,0%	13,0%
Indiens		3 982	3 872	7 854	3 811	3 657	7 468	4,5%	5,9%	5,2%
Népalais		123	81	204	121	76	197	1,7%	6,6%	3,6%
Pakistanais		6 671	3 352	10 023	6 724	3 219	9 943	-0,8%	4,1%	0,8%
Sri-Lankais		14 367	9 786	24 153	14 351	9 302	23 653	0,1%	5,2%	2,1%
<i>Sous Total Asie Méridionale{Vital}</i>		27 276	18 161	45 437	27 242	17 325	44 567	0,1%	4,8%	2,0%
Birmans		107	59	166	109	54	163	-1,8%	9,3%	1,8%
Britanniques de Hong Kong		589	648	1 237	627	696	1 323	-6,1%	-6,9%	-6,5%
Chinois		11 545	13 466	25 011	9 757	11 367	21 124	18,3%	18,5%	18,4%
Nord-Coréens		25	30	55	23	40	63	8,7%	-25,0%	-12,7%
Sud-Coréens		1 800	3 505	5 305	2 249	4 338	6 587	-20,0%	-19,2%	-19,5%
Indonésiens		312	778	1 090	353	730	1 083	-11,6%	6,6%	0,6%
Japonais		5 829	9 510	15 339	6 034	9 827	15 861	-3,4%	-3,2%	-3,3%
Malaisiens		277	391	668	323	418	741	-14,2%	-6,5%	-9,9%
Mongols		34	65	99	14	60	74	142,9%	8,3%	33,8%
Philippins		962	2 991	3 953	625	2 307	2 932	53,9%	29,6%	34,8%
Singapouriens		150	310	460	145	305	450	3,4%	1,6%	2,2%
Thailandais		506	2 672	3 178	500	2 423	2 923	1,2%	10,3%	8,7%
Autres Asiatiques		430	982	1 412	449	1 026	1 475	-4,2%	-4,3%	-4,3%
<i>Sous Total Autres pays asiatiques</i>		22 566	35 407	57 973	21 208	33 591	54 799	6,4%	5,4%	5,8%
TOTAL ASIE		102 260	99 352	201 612	104 984	99 056	204 040	-2,6%	0,3%	-1,2%

Australiens	1 016	1 313	2 329	988	1 316	2 304	2,8%	-0,2%	1,1%
Fidjiens	15	7	22	10	8	18	50,0%	-12,5%	22,2%
Néo-Zélandais	277	256	533	212	270	482	30,7%	-5,2%	10,6%
Vanuatuans	9	35	44	10	32	42	-10,0%	9,4%	4,8%
Papouans-Néo-Guinéens	2	9	11	5	3	8	-60,0%	200,0%	37,5%
Samoans	2	7	9	0	9	9	-22,2%	0,0%	
Tonguiens	3	7	10	1	6	7	200,0%	16,7%	42,9%
Autres ressortissants de l'Océanie	4	5	9	1	4	5	300,0%	25,0%	80,0%
TOTAL OCEANIE	1 328	1 639	2 967	1 227	1 648	2 875	8,2%	-0,5%	3,2%
Nationalités non déterminées	913	738	1 651	1 785	2 257	4 042	-48,9%	-67,3%	-59,2%
TOTAL GENERAL	1 810 440	1 432 013	3 242 453	1 857 967	1 466 423	3 324 390	-2,6%	-2,3%	-2,5%

1.1.3 – Répartition géographique en France métropolitaine

La carte et les tableaux ci-après présentent la répartition départementale de la population étrangère, titulaire d'une autorisation de séjour, en résidence en France au 31 décembre 1998.

Ainsi, au 31 décembre 1998 :

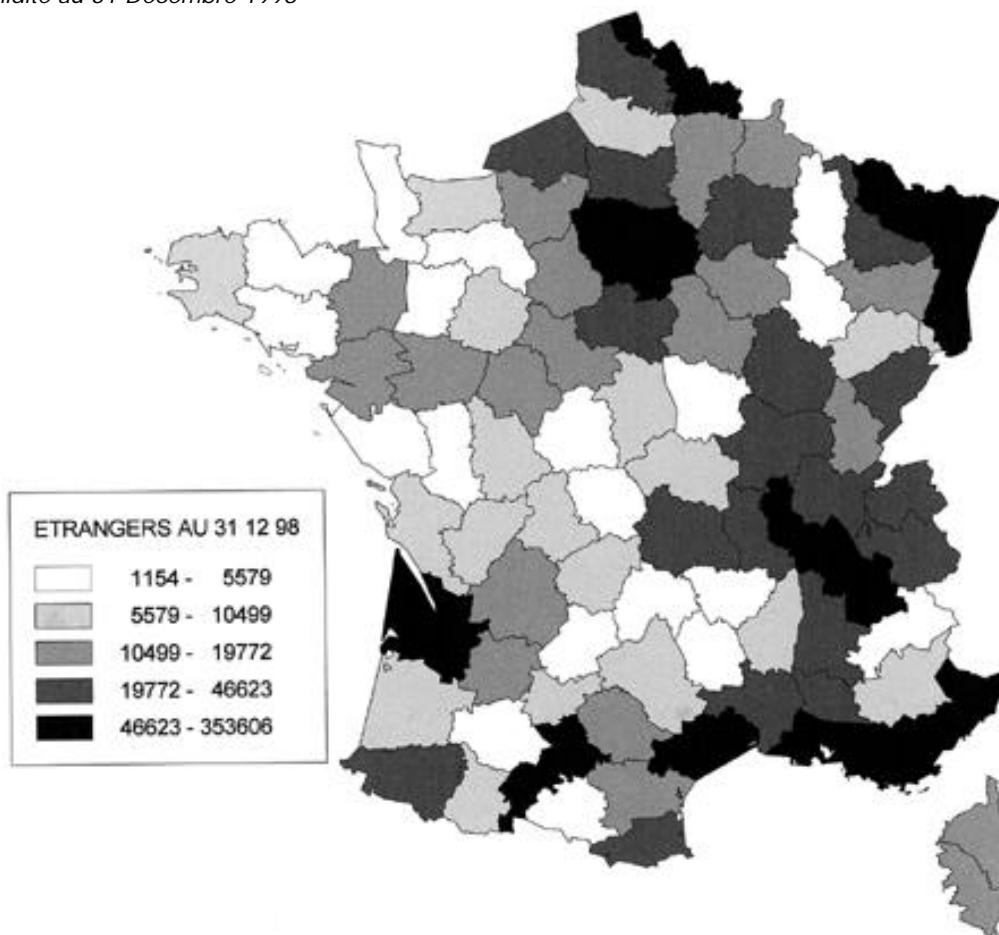
- 41 % de la population étrangère réside en Ile-de-France,
- 11 % en Rhône-Alpes,
- 9,3 % en Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- 4 % en Lorraine,
- 3,9 % dans la région Nord-Pas de Calais,
- 3,8 % en Languedoc-Roussillon,
- 3,7 % en Alsace,
- 3 % en Aquitaine.

le taux dans les autres régions étant inférieur à 3 % en moyenne.

Toutefois à l'intérieur de chaque région, on constate une certaine variation de la concentration étrangère :

- en Ile-de-France, les départements de Paris, de la Seine-Saint-Denis et des Hauts-de-Seine sont ceux où la population étrangère est la plus importante (57,6 % du total) ;
- en Rhône-Alpes, 54 % des étrangers résident dans le Rhône et l'Isère ;
- en Provence-Alpes-Côte d'Azur, 85,5 % des étrangers résident dans les Bouches-du Rhône, les Alpes-Maritimes et le Var ;
- dans la région Nord-Pas de Calais, 82 % des étrangers résident dans le Nord ;
- en Lorraine, 86 % des étrangers résident en Moselle et Meurthe-et-Moselle ;
- en Languedoc-Roussillon, 69 % des étrangers résident dans l'Hérault et le Gard ;
- en Aquitaine, 47,6 % des étrangers résident en Gironde ;
- en Midi-Pyrénées, 52 % des étrangers résident en Haute Garonne.

6 - Répartition géographique des ressortissants étrangers titulaires d'une autorisation de séjour en cours de validité au 31 Décembre 1998



7 – Population étrangère titulaire d'une autorisation de séjour au 31 décembre 1998 par région, département et titre de séjour

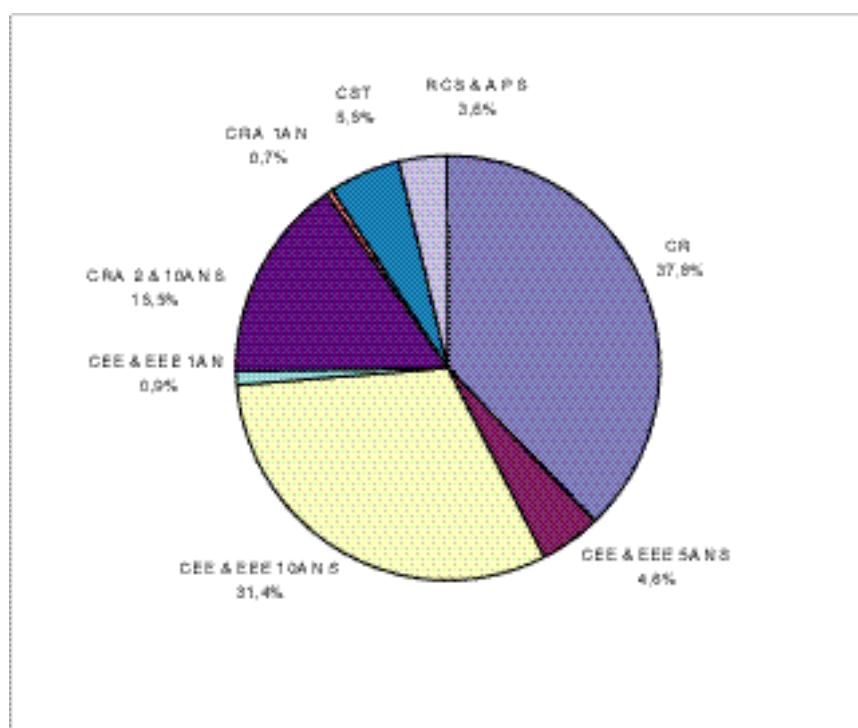
REGION & DEPARTEMENT	TITRE										
		APS	CEE & EEE 10 ans	CEE & EEE 1 an	CEE & EEE 5 ans	CR	CRA 10 ans	CRA 1 an	CRA 2 ans	CST	RCS
BAS RHIN	68	16 123	1 536	7 052	32 362	4 518	305		3 727	2 003	67 694
HAUTRHIN	28	17 563	223	4 336	19 744	8 566	112		1 079	1 120	52 771
Total ALSACE	96	33 686	1 759	11 388	52 106	13 084	417		4 806	3 123	120 465
DORDOGNE	10	4 738	78	2 014	2 944	324	12		177	268	10 565
GIRONDE	52	20 224	966	1 582	16 765	3 688	203	1	2 995	1 133	47 609
LANDES	5	5 259	21	579	1 613	109	3		131	191	7 911
LOTET GARONNE	3	4 583	85	1 050	5 574	560	13		194	122	12 184
PYRENEES ATLANTIQUES	29	13 846	325	1 395	4 322	432	29		519	734	21 631
Total AQUITAIN	99	48 650	1 475	6 620	31 218	5 113	260	1	4 016	2 448	99 900
ALLIER	2	4 814	60	299	2 555	904	7		236	182	9 059
CANTAL	1	517	13	68	412	78	3		42	20	1 154
HAUTE LOIRE		1 804	12	96	2 099	216	6		90	90	4 413
PUYDE DOME	28	15 294	381	771	6 747	2 665	108		1 113	710	27 817
Total AUVERGNE	31	22 429	466	1 234	11 813	3 863	124		1 481	1 002	42 443
COTE D'OR	28	7 733	379	472	7 931	2 217	66		938	516	20 280
NIEVRE	1	2 184	15	203	1 705	279	25		158	149	4 719
SAONE ETLOIRE	14	10 875	64	589	7 040	2 910	47		593	437	22 569
YONNE	4	5 816	34	297	6 430	656	18		190	240	13 685
Total BOURGOGNE	47	26 608	492	1 561	23 106	6 062	156		1 879	1 342	61 253
COTES D'ARMOR	7	1 420	114	956	1 491	237	19		228	221	4 693
FINISTERE	7	2 526	196	644	2 399	460	14		529	268	7 043
ILLE ETVILAIN	42	1 903	586	617	4 896	534	111		1 363	942	10 994
MORBIHAN	9	1 306	46	797	2 274	298	19		285	119	5 153
Total BRETAGNE	65	7 155	942	3 014	11 060	1 529	163		2 405	1 550	27 883
CHER	12	4 757	34	186	3 536	1 104	33		224	286	10 172
EURE ET LOIR	21	5 723	27	310	7 921	1 311	46		382	648	16 389
INDRE	4	1 442	14	166	1 387	308	13		83	153	3 570
INDRE ETLOIRE	17	7 607	290	470	4 478	1 945	73		1 128	878	16 886
LOIR ETCHER	16	5 032	25	371	4 574	492	32		362	303	11 207
LOIRET	100	13 759	112	592	14 439	1 938	127		1 440	1 399	33 906
Total CENTRE	170	38 320	502	2 095	36 335	7 098	324		3 619	3 667	92 130
ARDENNES		3 995	32	630	3 476	3 414	25		77	153	11 802
AUBE	8	4 559	63	270	5 582	1 246	12		221	277	12 238
HAUTE MARNE	7	1 729	6	116	1 924	1 339	23		71	93	5 308
MARNE	13	7 675	226	348	6 375	3 098	109		848	1 087	19 779
Total CHAMPAGNE-ARDENNE	28	17 958	327	1 364	17 357	9 097	169		1 217	1 610	49 127
CORSE DU SUD	4	3 514	6	579	6 488	176	17		392	417	11 593
HAUTE CORSE	5	2 268	24	569	6 790	180	26		393	251	10 506
Total CORSE	9	5 782	30	1 148	13 278	356	43		785	668	22 099
DOUBS	26	6 765	167	442	12 572	4 753	87		969	691	26 472
HAUTE SAONE	3	2 148	19	166	3 704	682	6		118	159	7 005
JURA	4	3 483	29	259	5 231	1 087	22		150	234	10 499
TERRITOIRE DE BELFORT	8	1 635	50	152	3 340	2 063	45		183	158	7 634
Total FRANCHE COMTE	41	14 031	265	1 019	24 847	8 585	160		1 420	1 242	51 610
ESSONNE	114	38 807	283	3 385	31 696	11 245	617	3	5 696	1 785	93 631
HAUTS DE SEINE	280	43 628	1 260	6 177	70 312	28 850	1 623	1	11 224	5 717	169 072
PARIS	1 457	73 875	5 601	20 515	144 295	41 627	3 531	7	47 740	14 958	353 606
SEINE ETMARNE	142	38 268	674	3 047	27 613	10 835	572		4 083	3 282	88 516
SEINE SAINTDENIS	366	55 585	164	3 249	103 012	52 164	2 945	2	15 280	11 212	243 979
VALDE MARNE	118	52 942	371	3 744	49 656	25 193	1 408	1	8 909	4 808	147 150
VALDOISE	125	34 511	292	1 846	47 281	19 457	686		5 306	3 821	113 325
YVELINES	80	47 447	431	5 977	42 360	14 934	461		4 774	3 674	120 138
Total ILE DE FRANCE	2 682	385 063	9 076	47 940	516 225	204 305	11 843	14	103 012	49 257	1 329 417
AUDE	6	4 484	36	1 205	4 313	1 104	31		314	347	11 840
GARD	14	8 112	182	1 573	16 242	4 927	196		851	828	32 925
HERAULT	77	13 575	1 340	3 182	21 476	4 079	404		4 152	2 958	51 243
LOZERE		1 164	5	341	681	43	1		34	21	2 290
PYRENEES ORIENTALES	11	11 110	247	1 680	5 747	3 206	145		689	1 166	24 001
Total LANGUEDOC-ROUSSILLON	108	38 445	1 810	7 981	48 459	13 359	777		6 040	5 320	122 299

TITRE												
REGION & DEPARTEMENT		APS	CEE & EEE 10 ans	CEE & EEE 1 an	CEE & EEE 5 ans	CR	CRA 10 ans	CRA 1 an	CRA 2 ans	CST	RCS	Total
CORREZE		3	3 630	15	307	3 035	243	5		92	245	7 575
CREUSE			802	15	206	760	42	4		36	58	1 923
HAUTE VIENNE		20	2 986	111	400	3 325	1 337	29		564	630	9 402
Total LIMOUSIN		23	7 418	141	913	7 120	1 622	38		692	933	18 900
MEURTHE ET MOSELLE		83	12 303	504	1 504	8 818	6 735	227		1 747	1 212	33 133
MEUSE		1	2 112	9	631	1 878	452	5		40	110	5 238
MOSELLE		27	31 814	204	8 579	20 404	13 875	182		1 035	1 950	78 070
VOSGES		11	5 409	242	470	5 372	931	18		223	158	12 834
Total LORRAINE		122	51 638	959	11 184	36 472	21 993	432		3 045	3 430	129 275
ARIEGE		4	3 235	15	386	1 495	284	4		45	66	5 534
AVEYRON		1	2 937	22	398	1 829	378	9		115	161	5 850
GERS		10	2 668	31	838	1 188	86	2		67	58	4 948
HAUTE GARONNE		53	16 081	1 282	3 049	15 242	6 234	625	2	4 517	2 560	49 645
HAUTES PYRENEES		8	3 962	65	335	1 239	242	18		165	265	6 299
LOT		1	1 891	57	975	1 433	137	1		51	113	4 659
TARN		16	4 695	15	785	3 307	1 215	14		117	371	10 535
TARN ET GARONNE		6	2 957	97	675	3 781	308	14		144	305	8 287
Total MIDI-PYRENEES		99	38 426	1 584	7 441	29 514	8 884	687	2	5 221	3 899	95 757
NORD		91	31 750	716	3 378	35 589	27 277	597	2	2 590	3 979	105 969
PAS DE CALAIS		15	5 221	108	740	10 190	5 024	68		274	524	22 164
Total NORD		106	36 971	824	4 118	45 779	32 301	665	2	2 864	4 503	128 133
EURE		14	4 416	25	346	7 240	1 562	41		545	312	14 501
SEINE MARITIME		127	7 576	365	784	14 667	7 281	270		1 571	931	33 572
Total HAUTE NORMANDIE		141	11 992	390	1 130	21 907	8 843	311		2 116	1 243	48 073
CALVADOS		21	2 925	432	610	3 628	1 095	84		861	711	10 367
MANCHE		2	729	44	557	1 515	269	13		470	103	3 702
ORNE		6	1 477	16	264	3 106	291	12		157	139	5 468
Total BASSE NORMANDIE		29	5 131	492	1 431	8 249	1 655	109		1 488	953	19 537
LOIRE ATLANTIQUE		23	4 378	357	689	7 981	2 354	157		1 458	808	18 205
MAINE ET LOIRE		11	2 933	350	557	4 931	557	37		956	430	10 762
MAYENNE		9	665	36	279	904	303	16		102	118	2 432
SARTHE		16	1 995	73	367	2 925	378	36		452	260	6 502
VENDEE		6	1 165	42	379	995	155	8		116	97	2 963
Total PAYS DE LOIRE		65	11 136	858	2 271	17 736	3 747	254		3 084	1 713	40 864
AISNE		7	5 869	16	268	5 679	1 473	73		253	625	14 263
OISE		29	13 560	122	879	15 467	4 423	173		1 303	1 511	37 467
SOMME		9	2 995	113	231	3 829	837	67		813	820	9 714
Total PICARDIE		45	22 424	251	1 378	24 975	6 733	313		2 369	2 956	61 444
CHARENTE		9	2 934	47	985	1 813	401	18		219	193	6 619
CHARENTE MARITIME		7	2 948	191	740	2 203	377	17		279	266	7 028
DEUX SEVRES		3	2 545	23	386	826	129	9		88	111	4 120
VIENNE		9	1 719	330	484	2 197	601	47		913	456	6 756
Total POITOU-CHARENTE		28	10 146	591	2 595	7 039	1 508	91		1 499	1 026	24 523
ALPES DE HAUTE PROVENCE		2	1 958	20	688	1 744	944	26		107	90	5 579
ALPES MARITIMES		57	26 096	982	9 953	36 113	8 746	292	1	4 683	3 830	90 753
BOUCHES DU RHONE		84	18 794	1 061	2 939	39 806	42 067	3 045	10	6 432	5 568	119 806
HAUTES ALPES		4	1 424	51	293	1 020	639	9		66	48	3 554
VAR		14	12 703	90	3 297	21 229	7 388	114		1 041	747	46 623
VAUCLUSE		23	8 387	143	1 263	19 406	3 664	128		775	687	34 476
Total PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR		184	69 362	2 347	18 433	119 318	63 448	3 614	11	13 104	10 970	300 791
AIN		7	10 702	113	2 829	14 842	2 664	20		878	696	32 751
ARDECHE		2	2 948	22	698	3 364	1 353	25		169	125	8 706
DROME		12	5 334	64	717	9 286	3 795	99		566	313	20 186
HAUTE SAVOIE		16	14 480	182	2 735	17 476	5 552	55		965	1 164	42 625
ISERE		50	26 567	1 144	2 236	17 989	14 435	499		2 873	1 899	67 692
LOIRE		26	11 943	236	337	13 387	11 902	130		745	435	39 141
RHONE		136	33 580	1 480	2 316	39 521	37 296	953	7	5 638	4 730	125 657
SAVOIE		21	8 580	387	774	5 168	3 763	58		416	605	19 772
Total RHONE-ALPES		270	114 134	3 628	12 642	121 033	80 760	1 839	7	12 250	9 967	356 530
Total		4 488	1016 905	29 209	148 900	1 224 946	503 945	22 789	37	178 412	112 822	3 242 453

1.1.4 – Répartition par autorisation de séjour

Le graphique et le tableau ci-dessous montrent la répartition de la population étrangère au 31 décembre 1998 selon les différentes autorisations de séjour en vigueur

8 – Répartition de la population étrangère résidant en France au 31/12/1998 par catégorie et durée de titres de séjour



Ainsi, au 31 décembre 1998 :

- 84,7 % de la population étrangère résidant en France est munie d'une autorisation de séjour d'une durée de validité de 10 ans,
- 7,1 % de la population étrangère résidant en France est munie d'une autorisation de séjour d'une durée de validité d'un an,
- 4,6 % de la population étrangère résidant en France est munie d'une autorisation de séjour d'une durée de validité de 5 ans,
- 3,6 % de la population étrangère résidant en France est munie d'une autorisation provisoire de séjour ou d'un récépissé.

1.2 – Principales nationalités installées régulièrement sur le territoire français :

1.2.1 – Les ressortissants de l'Union Européenne installés en France

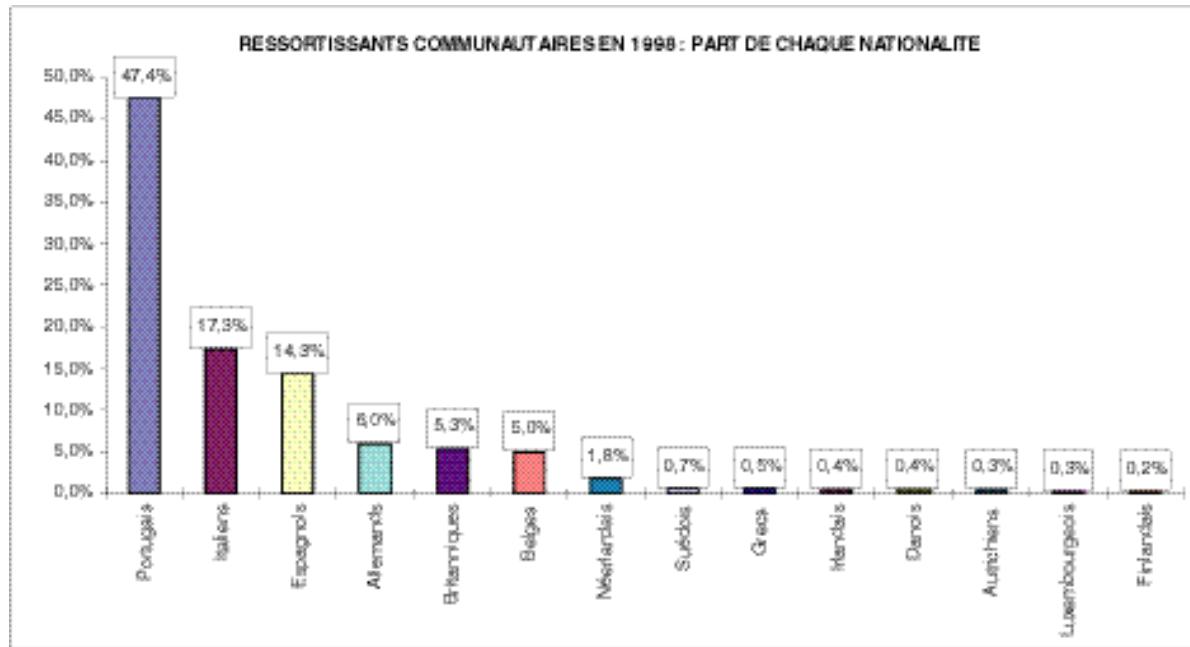
Au 31 décembre 1998, le nombre de ressortissants de l'Union européenne titulaires d'une autorisation de séjour s'élève à 1 227 199 personnes.

Le graphique ci-dessous présente les ressortissants de l'Union européenne en résidence en France par nationalité détaillée.

Au 31 décembre 1998, ils se composent principalement de :

- 47,3 % de Portugais
- 17,3 % d'Italiens
- 14,3 % d'Espagnols
- 6 % d'Allemands
- 5,3 % de Britanniques
- 5 % de Belges

9 – Ressortissants communautaires en 1998 : part de chaque nationalité



1.2.2 – Les huit nationalités les plus importantes en nombre installés en France

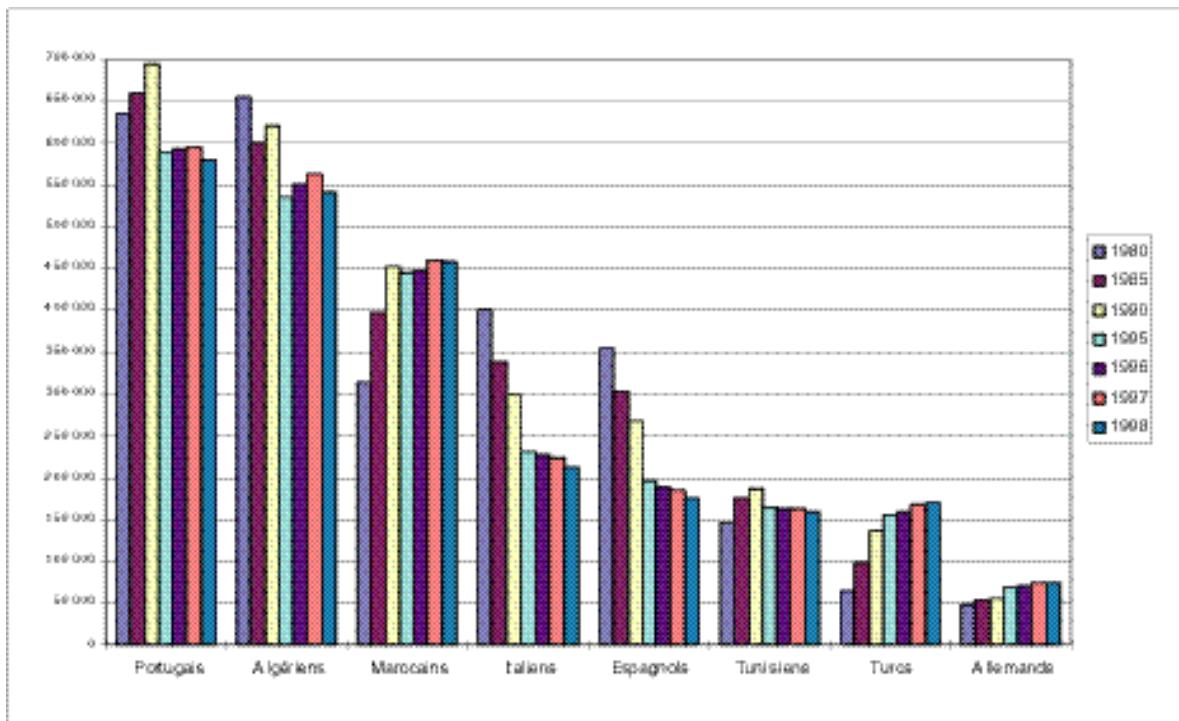
Sur les 18 dernières années, les principales nationalités vivant en France, par ordre décroissant, sont les suivantes : les Portugais, les Algériens, les Marocains, les Italiens, les Espagnols, les Turcs, les Tunisiens et les Allemands.

Au 31 décembre 1998, ces 8 nationalités représentent 73 % de la population étrangère en résidence en France (voir graphique ci-dessous).

Cependant, depuis 1980, ces populations ont subi de notables évolutions qui peuvent s'expliquer aussi bien par des changements de statut (naturalisations) que par des évolutions physiques (sorties du territoire, baisse des entrées) : baisse du nombre des ressortissants portugais après des périodes de hausse successives entre 1989 et 1992 (date à laquelle les Portugais ont représenté plus de 20 % de la population étrangère résidant régulièrement en France), fléchissement marqué en 1998 du

nombre de ressortissants algériens après 5 années de progression continue, stagnation du nombre de Marocains et de Tunisiens, baisse relative du nombre des ressortissants italiens et espagnols, hausse du nombre de Turcs, qui représentent désormais plus de 5% de la population étrangère totale résidant en France, et stabilité de la population allemande.

10 – Répartition des 8 principales nationalités étrangères titulaires d'autorisations de séjour



11 – Evolution de la population étrangère titulaire d'une autorisation de séjour pour les 8 nationalités les plus représentées

	Population totale	Portugais	% de la population totale	Algériens	% de la population totale	Marocains	% de la population totale	Italiens	% de la population totale	Espagnols	% de la population totale	Tunisiens	% de la population totale	Turcs	% de la population totale	Allemands	% de la population totale	Autres nationalités	% de la population totale
1980	3 232 994	635 165	19,65%	655 339	20,27%	313 849	9,71%	400 220	12,38%	355 399	10,99%	146 500	4,53%	64 098	1,98%	48 095	1,49%	614 329	19,00%
1981	3 335 897	648 121	19,43%	673 319	20,18%	332 985	9,98%	393 792	11,80%	351 015	10,52%	154 978	4,65%	73 422	2,20%	50 285	1,51%	657 980	19,72%
1982	3 405 007	656 816	19,29%	662 519	19,46%	363 410	10,67%	386 111	11,34%	337 911	9,92%	170 617	5,01%	84 959	2,50%	51 324	1,51%	691 340	20,30%
1983	3 413 093	658 329	19,29%	645 003	18,90%	376 159	11,02%	376 121	11,02%	327 756	9,60%	170 208	4,99%	90 022	2,64%	51 640	1,51%	717 855	21,03%
1984	3 412 772	661 872	19,39%	616 088	18,05%	385 501	11,30%	367 020	10,75%	314 704	9,22%	175 414	5,14%	94 672	2,77%	53 121	1,56%	744 380	21,81%
1985	3 391 837	659 892	19,46%	600 559	17,71%	397 403	11,72%	338 641	9,98%	302 975	8,93%	176 032	5,19%	98 801	2,91%	52 876	1,56%	764 658	22,50%
1986	3 406 676	666 248	19,56%	593 639	17,43%	408 818	12,00%	331 959	9,74%	299 578	8,79%	178 227	5,23%	103 470	3,04%	53 68	1,56%	771 569	22,69%
1987	3 432 168	675 157	19,67%	595 084	17,34%	414 973	12,09%	326 860	9,52%	294 864	8,59%	181 753	5,30%	109 368	3,19%	50 855	1,48%	783 254	22,83%
1988	3 392 178	664 275	19,58%	594 706	17,53%	418 752	12,34%	313 678	9,25%	283 271	8,35%	178 709	5,27%	116 008	3,42%	50 523	1,49%	772 256	22,70%
1989	3 512 747	681 676	19,41%	615 311	17,52%	435 568	12,40%	306 132	8,71%	270 475	7,70%	184 807	5,26%	128 999	3,67%	58 100	1,65%	831 679	23,68%
1990	3 600 557	693 619	19,26%	619 683	17,21%	452 071	12,56%	299 832	8,33%	268 193	7,45%	187 043	5,19%	136 481	3,79%	56 035	1,56%	887 600	24,66%
1991	3 563 305	688 822	19,33%	609 847	17,11%	457 860	12,85%	290 679	8,16%	264 707	7,43%	185 840	5,22%	139 394	3,91%	55 389	1,55%	870 767	24,44%
1992	3 501 074	700 729	20,01%	585 846	16,73%	456 604	13,04%	268 047	7,66%	246 342	7,04%	178 217	5,09%	147 570	4,21%	57 670	1,65%	860 049	24,50%
1993	3 284 326	657 261	20,01%	521 175	15,87%	444 182	13,52%	235 484	7,17%	225 521	6,87%	170 475	5,19%	147 296	4,48%	60 907	1,85%	822 025	25,03%
1994	3 185 032	595 203	18,69%	526 883	16,54%	441 097	13,85%	224 800	7,06%	204 371	6,42%	165 658	5,20%	150 826	4,74%	64 285	2,02%	811 909	25,49%
1995	3 192 872	590 066	18,48%	536 255	16,80%	444 970	13,94%	230 357	7,21%	196 099	6,14%	164 526	5,15%	155 083	4,86%	67 732	2,12%	807 784	25,30%
1996	3 231 891	592 745	18,34%	550 865	17,04%	446 911	13,83%	226 377	7,00%	189 018	5,85%	162 262	5,02%	159 340	4,93%	69 896	2,16%	834 477	25,80%
1997	3 324 390	595 278	17,91%	563 990	16,97%	459 788	13,83%	222 884	6,70%	184 563	5,55%	162 454	4,89%	168 232	5,06%	73 861	2,22%	893 340	26,80%
1998	3 242 453	580 080	17,45%	540 275	16,25%	457 777	13,77%	212 023	6,38%	175 195	5,27%	159 599	4,80%	169 046	5,09%	73 210	2,26%	875 248	26,99%

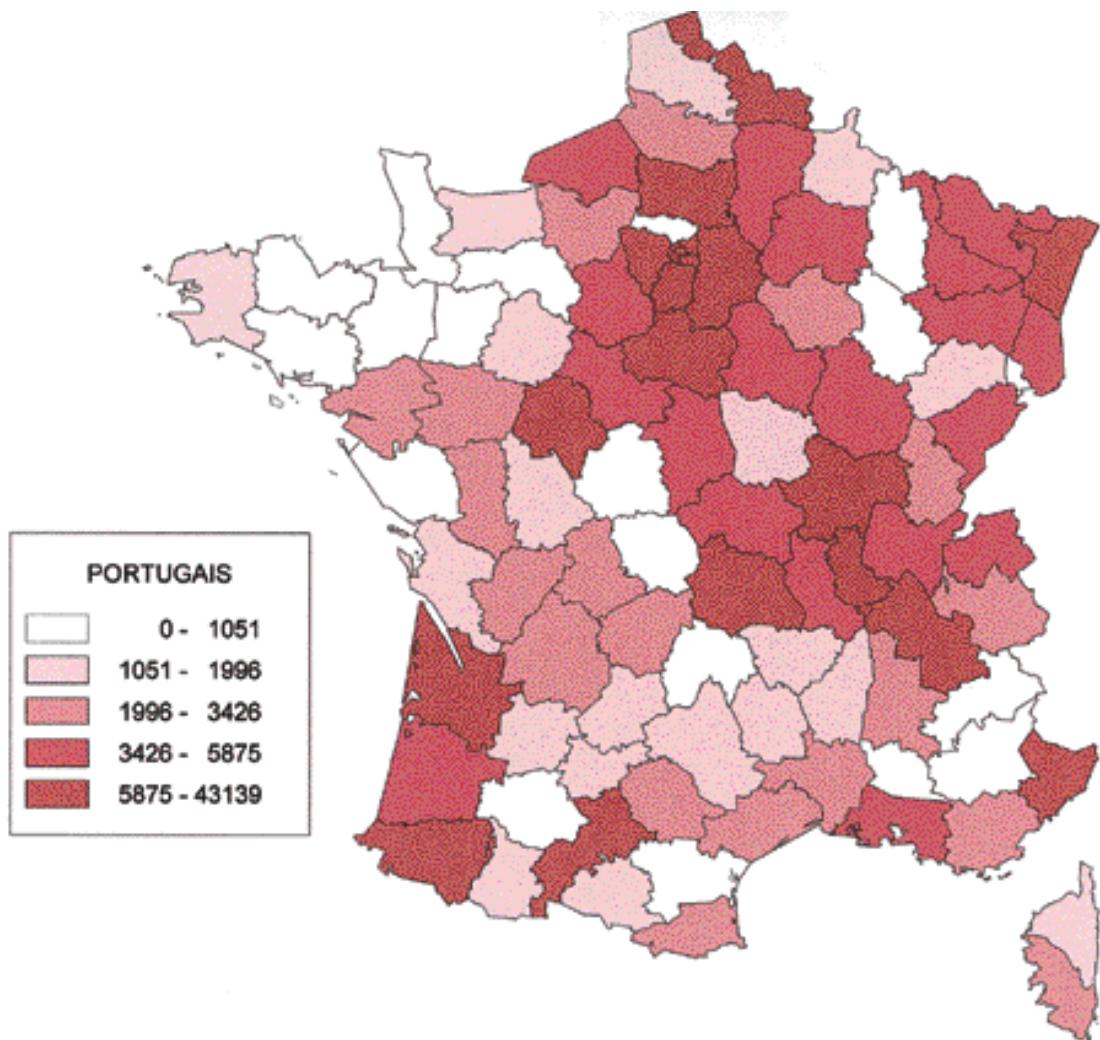
1.2.3 – Les Portugais

Ils représentent au 31 décembre 1998 la nationalité étrangère dont le nombre de ressortissants en France est le plus important, s'élevant à 580 080 personnes, dont 317 382 hommes et 262 698 femmes.

Jusqu'en 1989, la croissance de la population portugaise revêtait un caractère familial plutôt qu'économique ; les changements intervenus dans ce pays ont entraîné des retours volontaires. Des retours se sont aussi effectués grâce à la mise en place des procédures d'aide à la réinsertion. En revanche, en 1990, la hausse était due à l'augmentation plus importante du nombre d'hommes que de femmes. Après une légère baisse constatée en 1991, la hausse de 1992 s'expliquait en particulier par l'arrivée de travailleurs permanents bénéficiant de la libre circulation depuis le 1^{er} janvier 1992. La baisse de 11,7 % intervenue depuis 1993 jusqu'à ce jour s'explique en majeure partie par la mise à jour des fichiers, les naturalisations, et l'affaiblissement tendanciel des flux d'immigration en provenance du Portugal.

Les Portugais résident pour plus de 49 % d'entre eux en Ile de France mais aussi en Rhône-Alpes (9,1 %) - en particulier dans l'Isère et le Rhône - , dans la région Centre (5,3 %) en Aquitaine (4,5 %) et en Auvergne (3 %). (Voir carte et tableau ci-après).

12 – Répartition géographique des ressortissants Portugais titulaires d'une autorisation de séjour en cours de validité au 31 décembre 1998



13 – Ressortissants Portugais titulaires d'une autorisation de séjour en cours de validité en résidence en France au 31 décembre 1998

Répartition par région, département et sexe

REGION & DEPARTEMENT	Nb Ressortissants Portugais		
	Femmes	Hommes	Total
BAS RHIN	2 689	3 596	6 285
HAUTRHIN	2 386	3 013	5 399
Total ALSACE	5 075	6 609	11 684
DORDOGNE	1 204	1 467	2 671
GIRONDE	5 123	6 367	11 490
LANDES	1 526	1 900	3 426
LOTETGARONNE	672	866	1 538
PYRENEES ATLANTIQUES	3 221	3 789	7 010
Total AQUITAIN	11 746	14 389	26 135
ALLIER	1 627	1 918	3 545
CANTAL	140	168	308
HAUTE LOIRE	665	796	1 461
PUYDE DOME	5 616	6 893	12 509
Total AUVERGNE	8 048	9 775	17 823
CALVADOS	574	769	1 343
MANCHE	77	117	194
ORNE	352	452	804
Total BASSE NORMANDIE	1 003	1 338	2 341
COTE D'OR	2 223	2 831	5 054
NIEVRE	643	821	1 464
SAONE ETLOIRE	2 744	3 387	6 131
YONNE	1 979	2 524	4 503
Total BOURGOGNE	7 589	9 563	17 152
COTES D'ARMOR	288	476	764
FINISTERE	656	848	1 504
ILLE ETVILAIN	448	592	1 040
MORBIHAN	175	234	409
Total BRETAGNE	1 567	2 150	3 717
CHER	1 537	1 965	3 502
EURE ETLOIR	1 976	2 492	4 468
INDRE	395	502	897
INDRE ETLOIRE	2 857	3 546	6 403
LOIR ETCHER	1 893	2 411	4 304
LOIRET	4 954	6 273	11 227
Total CENTRE	13 612	17 189	30 801
ARDENNES	517	678	1 195
AUBE	1 400	1 740	3 140
HAUTE MARNE	334	466	800
MARNE	2 314	3 074	5 388
Total CHAMPAGNE-ARDENNE	4 565	5 958	10 523
CORSE DU SUD	904	1 213	2 117
HAUTE CORSE	581	838	1 419
Total CORSE	1 485	2 051	3 536
DOUBS	1 546	1 967	3 513
HAUTE SAONE	664	866	1 530
JURA	1 152	1 349	2 501
TERRITOIRE DE BELFORT	255	344	599
Total FRANCHE COMTE	3 617	4 526	8 143
ESSONNE	14 800	17 895	32 695
HAUTS DE SEINE	15 638	16 211	31 849
PARIS	21 163	19 896	41 059
SEINE ETMARNE	13 140	16 917	30 057
SEINE SAINTDENIS	19 133	23 101	42 234
VALDE MARNE	19 713	23 426	43 139
VALD'OISE	12 345	14 881	27 226
YVELINES	17 612	20 357	37 969
Total ILE DE FRANCE	133 544	152 684	286 228
AUDE	329	415	744
GARD	892	1 182	2 074

REGION & DEPARTEMENT	Nb Ressortissants Portugais		
	Femmes	Hommes	Total
HERAULT	903	1 257	2 160
LOZERE	471	693	1 164
PYRENEES ORIENTALES	1 003	1 351	2 354
Total LANGUEDOC-ROUSSILLON	3 598	4 898	8 496
CORREZE	1 382	1 674	3 056
CREUSE	192	280	472
HAUTE VIENNE	1 018	1 222	2 240
Total LIMOUSIN	2 592	3 176	5 768
MEURTHE ET MOSELLE	1 842	2 435	4 277
MEUSE	226	308	534
MOSELLE	1 974	2 657	4 631
VOSGES	1 598	2 080	3 678
Total LORRAINE	5 640	7 480	13 120
ARIEGE	672	857	1 529
AVEYRON	788	1 002	1 790
GERS	309	425	734
HAUTE GARONNE	2 543	3 438	5 981
HAUTES PYRENEES	694	806	1 500
LOT	661	818	1 479
TARN	1 145	1 311	2 456
TARN ETGARONNE	458	636	1 094
Total MIDI-PYRENEES	7 270	9 293	16 563
NORD	5 350	6 864	12 214
PAS DE CALAIS	418	633	1 051
Total NORD	5 768	7 497	13 265
EURE	1 171	1 645	2 816
SEINE MARITIME	2 044	2 915	4 959
Total HAUTE NORMANDIE	3 215	4 560	7 775
CALVADOS	574	769	1 343
MANCHE	77	117	194
ORNE	352	452	804
Total BASSE NORMANDIE	1 003	1 338	2 341
LOIRE ATLANTIQUE	1 136	1 534	2 670
MAINE ET LOIRE	968	1 158	2 126
MAYENNE	128	193	321
SARTHE	593	729	1 322
VENDEE	247	316	563
Total PAYS DE LOIRE	3 072	3 930	7 002
AISNE	1 571	2 135	3 706
OISE	4 088	5 381	9 469
SOMME	799	1 197	1 996
Total PICARDIE	6 458	8 713	15 171
CHARENTE	894	1 113	2 007
CHARENTE MARITIME	830	1 069	1 899
DEUX SEVRES	979	1 202	2 181
VIENNE	455	598	1 053
Total POITOU-CHARENTE	3 158	3 982	7 140
ALPES DE HAUTE PROVENCE	204	437	641
ALPES MARITIMES	2 641	3 234	5 875
BOUCHES DU RHONE	1 959	2 516	4 475
HAUTES ALPES	171	269	440
VAR	1 065	1 359	2 424
VAUCLUSE	423	558	981
Total PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	6 463	8 373	14 836
AIN	2 431	3 055	5 486
ARDECHE	573	712	1 285
DROME	928	1 240	2 168
HAUTE SAVOIE	2 618	3 104	5 722
ISERE	4 959	6 398	11 357
LOIRE	2 627	3 239	5 866
RHONE	8 033	9 589	17 622
SAVOIE	1 444	1 911	3 355
Total RHONE-ALPES	23 613	29 248	52 861
Total	262 698	317 382	580 080

1.2.4 – les Algériens

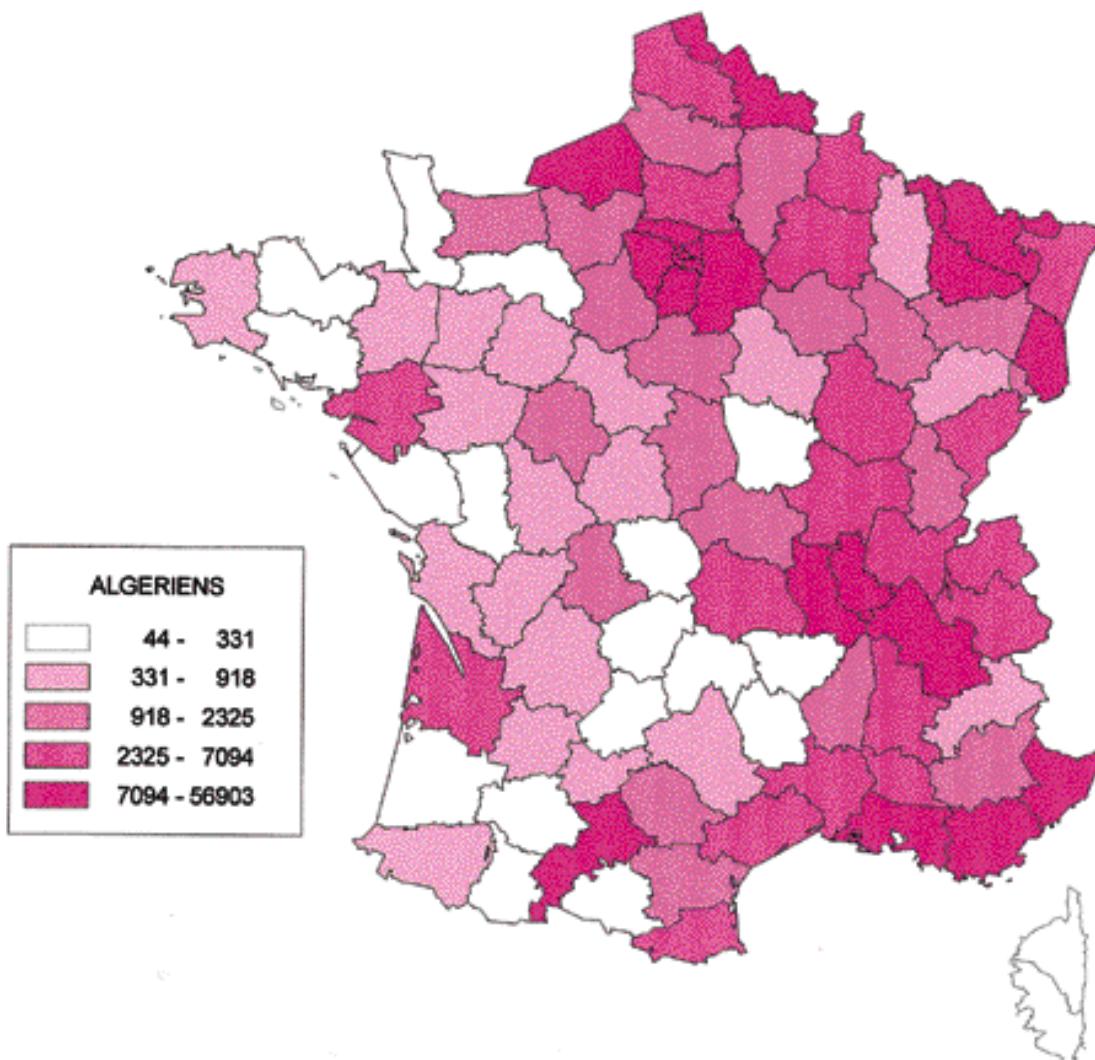
Au 31 décembre 1998, le nombre d'Algériens titulaires d'une autorisation de séjour s'élève à 540 275, soit 338 354 hommes et 202 221 femmes.

De 1980 à 1986, la population algérienne était en nette diminution, ce qui s'expliquait notamment par l'accès à la nationalité française d'un certain nombre d'entre eux et par les retours en Algérie grâce à la mise en place des procédures d'aide au retour. De 1989 à 1990, la hausse enregistrée revêtait un caractère familial plutôt qu'économique. En 1991, seule la population algérienne masculine était en baisse. De 1993 à 1997, le nombre d'Algériens résidant en France a connu une augmentation de l'ordre de 8,2 %.

1998 constitue donc un renversement de tendance conjoncturel, pour partie imputable aux difficultés matérielles rencontrées par les représentations consulaires française à traiter les demandes de visa d'établissement de ressortissants algériens, et à la suspension de la plupart des moyens de transport aériens en provenance d'Algérie, eu égard aux fortes tensions qui ont prévalu dans cet Etat l'année passée.

Les Algériens résident principalement en Ile-de-France (41 %), en Rhône-Alpes (15,5 %), en Provence-Alpes-Côte d'Azur (12,7 %), dans les départements du Nord et de la Moselle (voir carte et tableau ci-après).

14 – Répartition géographique des ressortissants algériens titulaires d'une autorisation de séjour en cours de validité au 31 décembre 1998



15 – Ressortissants Algériens titulaires d'une autorisation de séjour en cours de validité en résidence en France au 31 décembre 1998

Répartition par région, département et sexe

REGION & DEPARTEMENT	Nb Ressortissants Algériens		
	Femmes	Hommes	Total
BAS RHIN	1 726	3 262	4 988
HAUTRHIN	3 212	5 555	8 767
Total ALSACE	4 938	8 817	13 755
DORDOGNE	147	210	357
GIRONDE	1 564	2 456	4 020
LANDES	51	63	114
LOTETGARONNE	273	307	580
PYRENEES ATLANTIQUES	214	273	487
Total AQUITAIN	2 249	3 309	5 558
ALLIER	368	550	918
CANTAL	21	60	81
HAUTE LOIRE	82	141	223
PUYDE DOME	1 016	1 829	2 845
Total AUVERGNE	1 487	2 580	4 067
COTE D'OR	871	1 454	2 325
NIEVRE	110	199	309
SAONE ET LOIRE	1 256	1 737	2 993
YONNE	247	440	687
Total BOURGOGNE	2 484	3 830	6 314
COTES D'ARMOR	81	195	276
FINISTERE	159	333	492
ILLE ET VILAINE	244	491	735
MORBBIAN	99	223	322
Total BRETAGNE	583	1 242	1 825
CHER	479	696	1 175
EURE ET LOIR	568	826	1 394
INDRE	144	195	339
INDRE ET LOIRE	915	1 174	2 089
LOIR ET CHER	219	331	550
LOIRET	841	1 329	2 170
Total CENTRE	3 166	4 551	7 717
ARDENNES	1 311	2 153	3 464
AUBE	473	806	1 279
HAUTE MARNE	533	852	1 385
MARNE	1 255	2 046	3 301
Total CHAMPAGNE-ARDENNE	3 572	5 857	9 429
CORSE DU SUD	96	109	205
HAUTE CORSE	92	132	224
Total CORSE	188	241	429
DOUBS	1 941	2 968	4 909
HAUTE SAONE	302	398	700
JURA	476	646	1 122
TERRITOIRE DE BELFORT	850	1 295	2 145
Total FRANCHE COMTE	3 569	5 307	8 876
ESSONNE	4 415	7 701	12 116
HAUTS DE SEINE	10 693	20 505	31 198
PARIS	13 467	33 486	46 953
SEINE ET MARNE	4 761	7 013	11 774
SEINE SAINTDENIS	22 292	34 611	56 903
VALDE MARNE	9 701	17 479	27 180
VALD'OISE	8 280	12 245	20 525
YVELINES	6 000	9 734	15 734
Total ILE DE FRANCE	79 609	142 774	222 383
AUDE	532	630	1 162
GARD	2 437	2 803	5 240
HERAULT	1 940	2 896	4 836
LOZERE	14	30	44
PYRENEES ORIENTALES	1 331	2 141	3 472
Total LANGUEDOC-ROUSSILLON	6 254	8 500	14 754

REGION & DEPARTEMENT	Nb Ressortissants Algériens		
	Femmes	Hommes	Total
CORREZE	115	143	258
CREUSE	22	30	52
HAUTE VIENNE	619	799	1 418
Total LIMOUSIN	756	972	1 728
MEURTHE ET MOSELLE	2 388	4 706	7 094
MEUSE	183	286	469
MOSELLE	5 004	9 296	14 300
VOSGES	385	579	964
Total LORRAINE	7 960	14 867	22 827
ARIEGE	128	162	290
AVEYRON	150	247	397
GERS	46	47	93
HAUTE GARONNE	2 945	4 248	7 193
HAUTES PYRENEES	117	158	275
LOT	59	88	147
TARN	615	672	1 287
TARN ET GARONNE	152	194	346
Total MIDI-PYRENEES	4 212	5 816	10 028
NORD	11 259	17 137	28 396
PAS DE CALAIS	2 115	3 093	5 208
Total NORD	13 374	20 230	33 604
EURE	596	1 034	1 630
SEINE MARITIME	2 848	4 857	7 705
Total HAUTE NORMANDIE	3 444	5 891	9 335
CALVADOS	454	790	1 244
MANCHE	89	195	284
ORNE	130	192	322
Total BASSE NORMANDIE	673	1 177	1 850
LOIRE ATLANTIQUE	858	1 706	2 564
MAINE ET LOIRE	242	375	617
MAYENNE	136	195	331
SARTHE	154	292	446
VENDEE	55	115	170
Total PAYS DE LOIRE	1 445	2 683	4 128
AISNE	602	1 006	1 608
OISE	1 785	2 977	4 762
SOMME	349	619	968
Total PICARDIE	2 736	4 602	7 338
CHARENTE	184	258	442
CHARENTE MARITIME	155	273	428
DEUX SEVRES	56	88	144
VIENNE	245	433	678
Total POITOU-CHARENTE	640	1 052	1 692
ALPES DE HAUTE PROVENCE	300	675	975
ALPES MARITIMES	2 719	6 636	9 355
BOUCHES DU RHONE	18 242	28 109	46 351
HAUTES ALPES	163	492	655
VAR	2 284	5 268	7 552
VAUCLUSE	1 662	2 207	3 869
Total PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	25 370	43 387	68 757
AIN	1 048	1 661	2 709
ARDECHE	591	803	1 394
DROME	1 732	2 228	3 960
HAUTE SAVOIE	1 886	3 808	5 694
ISERE	5 817	9 398	15 215
LOIRE	5 194	6 938	12 132
RHONE	15 854	23 026	38 880
SAVOIE	1 390	2 507	3 897
Total RHONE-ALPES	33 512	50 369	83 881
Total	202 221	338 054	540 275

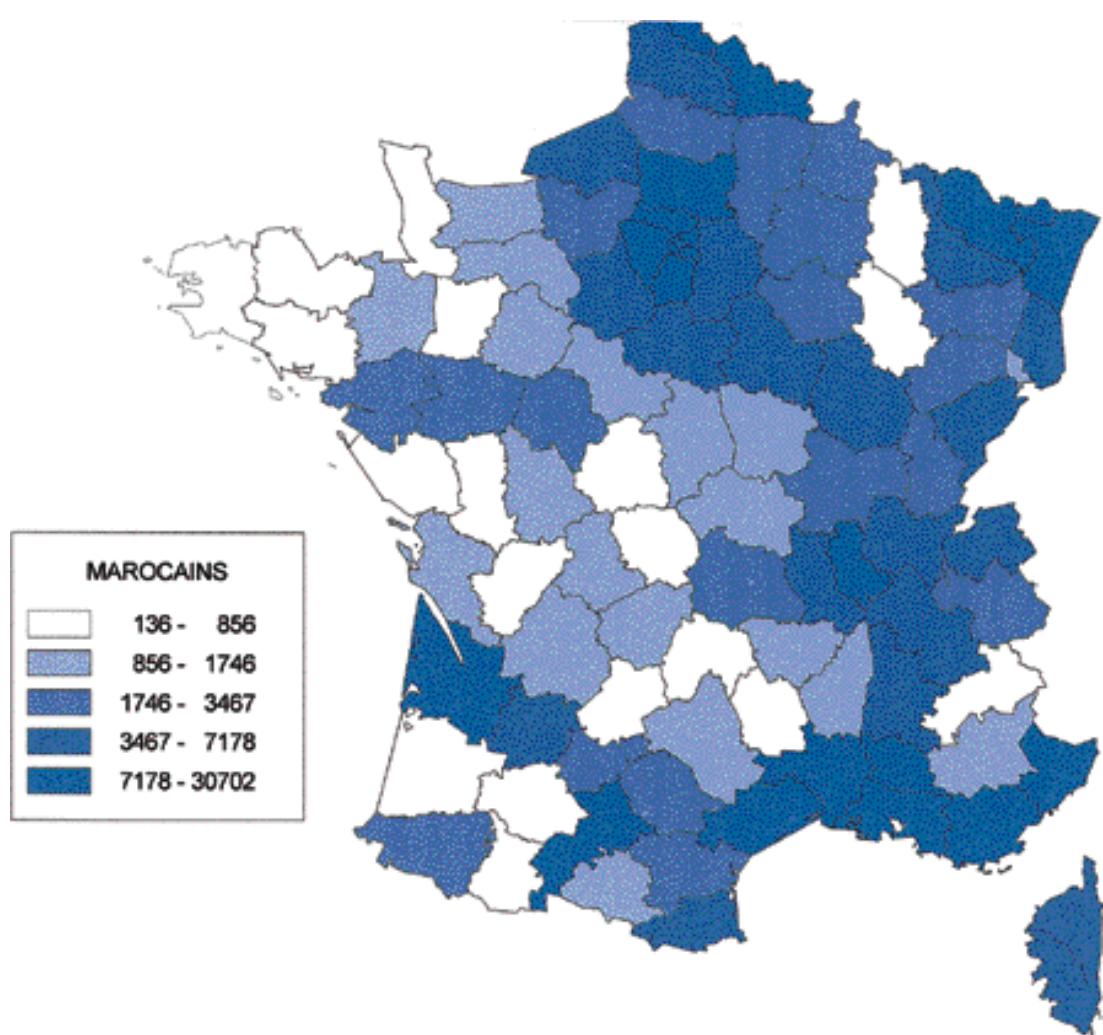
1.2.5 – Les Marocains

Au 3 décembre 1998, le nombre de Marocains titulaires d'une autorisation de séjour s'élève à 457 777 personnes, dont 186 782 femmes et 270 995 hommes.

Jusqu'en 1991, la population marocaine était en hausse. Cette croissance était due plus aux flux d'immigration d'ordre familial qu'économique et politique. De 1992 à 1994, on a pu constater une légère baisse portant essentiellement sur les hommes, mais aujourd'hui contrebalancée par une croissance de type familial.

Les Marocains sont particulièrement présents en Ile-de-France (31,3 %) – sauf en Seine-et-Marne où leur nombre est beaucoup moins important que dans les autres départements franciliens, sur le pourtour méditerranéen, en particulier en Provence-Alpes-Côte d'Azur (10,5 %) et Languedoc-Roussillon (8,3 %). (Voir carte et tableau ci-après).

16 – Répartition géographique des Ressortissants Marocains titulaires d'une autorisation de séjour en cours de validité au 31 décembre 1998



17 – Ressortissants Marocains titulaires d'une autorisation de séjour en cours de validité en résidence en France au 31 décembre 1998

Répartition par région, département et sexe

REGION & DEPARTEMENT	Nb Ressortissants Marocains		
	Femmes	Hommes	Total
BAS RHIN	3 743	4 827	8 570
HAUTRHIN	2 217	2 669	4 886
Total ALSACE	5 960	7 496	13 456
DORDOGNE	656	765	1 421
GIRONDE	3 764	4 948	8 712
LANDES	396	451	847
LOT ET GARONNE	2 045	2 792	4 837
PYRENEES ATLANTIQUES	1 115	1 468	2 583
Total AQUITAINE	7 976	10 424	18 400
ALLIER	416	534	950
CANTAL	114	152	266
HAUTE LOIRE	395	542	937
PUY DE DOME	1 157	1 514	2 671
Total AUVERGNE	2 082	2 742	4 824
CALVADOS	384	627	1 011
MANCHE	251	393	644
ORNE	438	526	964
Total BASSE NORMANDIE	1 073	1 546	2 619
COTE D'OR	2 088	2 886	4 974
NIEVRE	381	475	856
SAONE ET LOIRE	1 092	1 370	2 462
YONNE	1 635	2 210	3 845
Total BOURGOGNE	5 196	6 941	12 137
COTES D'ARMOR	189	299	488
FINISTERE	300	453	753
ILLE ET VILAINE	644	1 036	1 680
MORBBIAN	164	214	378
Total BRETAGNE	1 297	2 002	3 299
CHER	588	821	1 409
EURE ET LOIR	1 830	2 373	4 203
INDRE	331	366	697
INDRE ET LOIRE	781	1 065	1 846
LOIR ET CHER	734	996	1 730
LOIRET	2 837	3 991	6 828
Total CENTRE	7 101	9 612	16 713
ARDENNES	770	1 031	1 801
AUBE	1 011	1 323	2 334
HAUTE MARNE	336	429	765
MARNE	1 357	1 811	3 168
Total CHAMPAGNE-ARDENNE	3 474	4 594	8 068
CORSE DU SUD	1 809	3 338	5 147
HAUTE CORSE	1 957	4 354	6 311
Total CORSE	3 766	7 692	11 458
DOUBS	2 036	2 519	4 555
HAUTE SAONE	898	1 155	2 053
JURA	970	1 177	2 147
TERRITOIRE DE BELFORT	420	611	1 031
Total FRANCHE COMTE	4 324	5 462	9 786
EURE	976	1 258	2 234
SEINE MARITIME	2 366	3 476	5 842
Total HAUTE NORMANDIE	3 342	4 734	8 076
ESSONNE	3 588	4 865	8 453
HAUTS DE SEINE	10 260	20 442	30 702
PARIS	11 684	16 235	27 919
SEINE ET MARNE	2 588	3 324	5 912
SEINE SAINTDENIS	11 646	15 664	27 310
VALDE MARNE	4 414	6 155	10 569
VALD'OISE	5 342	7 564	12 906
YVELINES	8 173	11 367	19 540
Total ILE DE FRANCE	57 695	85 616	143 311

REGION & DEPARTEMENT	Nb Ressortissants Marocains		
	Femmes	Hommes	Total
AUDE	1 228	1 608	2 836
GARD	5 085	8 218	13 303
HERAULT	7 103	10 984	18 087
LOZERE	151	212	363
PYRENEES ORIENTALES	1 257	2 210	3 467
Total LANGUEDOC-ROUSSILLON	14 824	23 232	38 056
CORREZE	621	720	1 341
CREUSE	53	83	136
HAUTE VIENNE	505	702	1 207
Total LIMOUSIN	1 179	1 505	2 684
MEURTHE ET MOSELLE	1 662	2 509	4 171
MEUSE	267	354	621
MOSELLE	3 309	4 422	7 731
VOSGES	804	942	1 746
Total LORRAINE	6 042	8 227	14 269
ARIEGE	485	591	1 076
AVEYRON	484	593	1 077
GERS	263	323	586
HAUTE GARONNE	2 994	4 184	7 178
HAUTES PYRENEES	344	499	843
LOT	275	346	621
TARN	889	1 145	2 034
TARN ET GARONNE	1 157	1 682	2 839
Total MIDI-PYRENEES	6 891	9 363	16 254
NORD	9 560	13 772	23 332
PAS DE CALAIS	2 449	3 422	5 871
Total NORD	12 009	17 194	29 203
EURE	976	1 258	2 234
SEINE MARITIME	2 366	3 476	5 842
Total HAUTE NORMANDIE	3 342	4 734	8 076
CALVADOS	384	627	1 011
MANCHE	251	393	644
ORNE	438	526	964
Total BASSE NORMANDIE	1 073	1 546	2 619
LOIRE ATLANTIQUE	928	1 267	2 195
MAINE ETOIRE	957	1 241	2 198
MAYENNE	169	252	421
SARTHE	633	875	1 508
VENDEE	88	161	249
Total PAYS DE LOIRE	2 775	3 796	6 571
AISNE	1 389	1 933	3 322
OISE	3 070	4 506	7 576
SOMME	914	1 320	2 234
Total PICARDIE	5 373	7 759	13 132
CHARENTE	353	458	811
CHARENTE MARITIME	398	531	929
DEUX SEVRES	98	152	250
VIENNE	339	530	869
Total POITOU-CHARENTE	1 188	1 671	2 859
ALPES DE HAUTE PROVENCE	397	533	930
ALPES MARITIMES	3 551	4 788	8 339
BOUCHES DU RHONE	5 342	8 932	14 274
HAUTES ALPES	144	209	353
VAR	3 576	5 497	9 073
VAUCLUSE	5 965	9 483	15 448
Total PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	18 975	29 442	48 417
AIN	2 318	3 065	5 383
ARDECHE	689	863	1 552
DROME	1 778	2 446	4 224
HAUTE SAVOIE	1 441	2 087	3 528
ISERE	1 794	2 476	4 270
LOIRE	2 364	3 146	5 510
RHONE	3 062	4 564	7 626
SAVOIE	794	1 298	2 092
Total RHONE-ALPES	14 240	19 945	34 185
Total	186 782	270 995	457 777

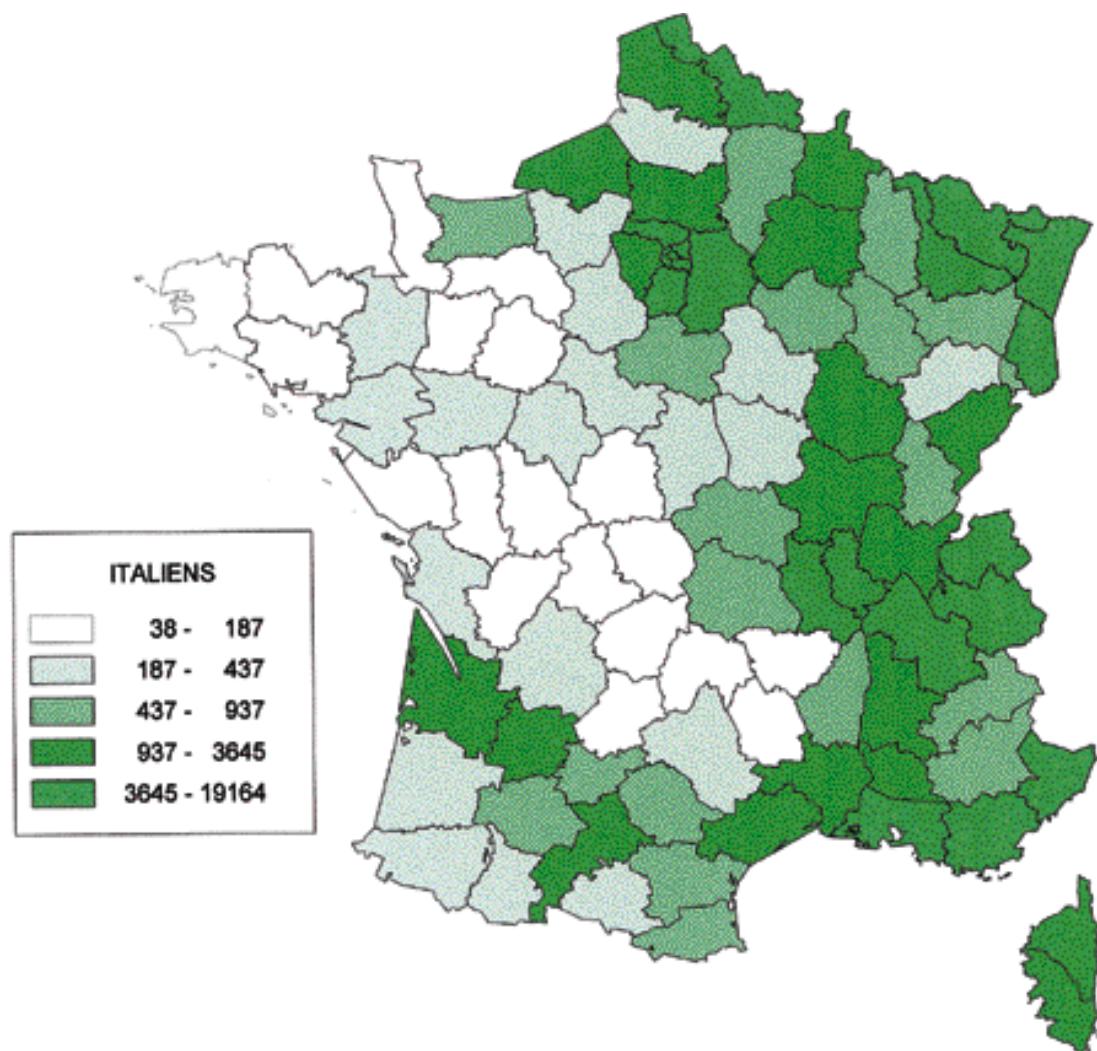
1.2.6 – Les Italiens

Au 31 décembre 1998, le nombre d'Italiens titulaires d'une autorisation de séjour s'élève à 212 023 personnes, dont 124 515 hommes et 87 508 femmes.

La population italienne est en nette diminution depuis 1980, ce qui s'explique notamment par l'accès à la nationalité française d'un certain nombre d'entre eux et par la baisse des flux migratoires en provenance d'Italie. Il faut aussi noter que l'Italie, à l'instar de l'Espagne et du Portugal, est devenue, depuis plusieurs années, un pays d'immigration.

Les Italiens sont surtout présents en Ile-de-France (22 %), en Rhône-Alpes (19 %), en Provence-Alpes-Côte d'Azur (15,6 %) et en Lorraine (12,6). (Voir carte et tableau ci-après).

18 – Répartition géographique des ressortissants Italiens titulaires d'une autorisation de séjour en cours de validité au 31 décembre 1998



19 – Ressortissants Italiens titulaires d'une autorisation de séjour en cours de validité en résidence en France au 31 décembre 1998

Répartition par région, département et sexe

REGION & DEPARTEMENT	Nb Ressortissants Italiens		
	Femmes	Hommes	Total
BAS RHIN	1 367	2 336	3 703
HAUTRHIN	3 278	5 122	8 400
Total ALSACE	4 645	7 458	12 103
DORDOGNE	137	242	379
GIRONDE	553	797	1 350
LANDES	94	155	249
LOTET GARONNE	771	847	1 618
PYRENEES ATLANTIQUES	177	249	426
Total AQUITAIN	1 732	2 290	4 022
ALLIER	155	321	476
CANTAL	10	28	38
HAUTE LOIRE	41	85	126
PUYDE DOME	334	539	873
Total AUVERGNE	540	973	1 513
COTE D'OR	580	849	1 429
NIEVRE	75	167	242
SAONE ET LOIRE	1 354	1 790	3 144
YONNE	129	262	391
Total BOURGOGNE	2 138	3 068	5 206
COTES D'ARMOR	39	100	139
FINISTERE	56	125	181
ILLE ET VILAINE	78	129	207
MORBIHAN	45	118	163
Total BRETAGNE	218	472	690
CHER	152	247	399
EURE ET LOIR	129	286	415
INDRE	46	105	151
INDRE ET LOIRE	112	145	257
LOIR ET CHER	71	130	201
LOIRET	190	344	534
Total CENTRE	700	1 257	1 957
ARDENNES	511	851	1 362
AUBE	248	421	669
HAUTE MARNE	177	280	457
MARNE	344	593	937
Total CHAMPAGNE-ARDENNE	1 280	2 145	3 425
CORSE DU SUD	656	911	1 567
HAUTE CORSE	402	581	983
Total CORSE	1 058	1 492	2 550
DOUBS	925	1 341	2 266
HAUTE SAONE	122	249	371
JURA	230	403	633
TERRITOIRE DE BELFORT	258	393	651
Total FRANCHE COMTE	1 535	2 386	3 921
ESSONNE	1 491	2 423	3 914
HAUTS DE SEINE	2 091	3 052	5 143
PARIS	5 438	6 795	12 233
SEINE ET MARNE	1 444	2 216	3 660
SEINE SAINT DENIS	3 210	4 725	7 935
VALDE MARNE	2 785	4 079	6 864
VALD'OISE	1 362	2 283	3 645
YVELINES	1 269	2 158	3 427
Total ILE DE FRANCE	19 090	27 731	46 821
AUDE	222	294	516
GARD	632	828	1 460
HERAULT	694	1 050	1 744
LOZERE	23	51	74
PYRENEES ORIENTALES	178	259	437
Total LANGUEDOC-ROUSSILLON	1 749	2 482	4 231

REGION & DEPARTEMENT	Nb Ressortissants Italiens		
	Femmes	Hommes	Total
CORREZE	59	90	149
CREUSE	32	62	94
HAUTE VIENNE	56	99	155
Total LIMOUSIN	147	251	398
MEURTHE ET MOSELLE	2 687	3 407	6 094
MEUSE	250	408	658
MOSELLE	8 281	10 883	19 164
VOSGES	311	602	913
Total LORRAINE	11 529	15 300	26 829
ARIEGE	94	131	225
AVEYRON	83	140	223
GERS	442	483	925
HAUTE GARONNE	1 478	1 812	3 290
HAUTES PYRENEES	149	168	317
LOT	55	105	160
TARN	277	376	653
TARN ET GARONNE	402	495	897
Total MIDI-PYRENEES	2 980	3 710	6 690
NORD	3 788	6 448	10 236
PAS DE CALAIS	810	1 322	2 132
Total NORD	4 598	7 770	12 368
EURE	123	293	416
SEINE MARITIME	361	696	1 057
Total HAUTE NORMANDIE	484	989	1 473
CALVADOS	177	300	477
MANCHE	33	54	87
ORNE	37	101	138
Total BASSE NORMANDIE	247	455	702
LOIRE ATLANTIQUE	146	253	399
MAINE ET LOIRE	67	120	187
MAYENNE	18	35	53
SARTHE	47	102	149
VENDEE	30	73	103
Total PAYS DE LOIRE	308	583	891
AISNE	245	539	784
OISE	443	840	1 283
SOMME	68	181	249
Total PICARDIE	756	1 560	2 316
CHARENTE	40	91	131
CHARENTE MARITIME	85	166	251
DEUX SEVRES	24	55	79
VIENNE	66	102	168
Total POITOU-CHARENTE	215	414	629
ALPES DE HAUTE PROVENCE	350	490	840
ALPES MARITIMES	6 955	9 553	16 508
BOUCHES DU RHONE	3 633	4 121	7 754
HAUTES ALPES	352	436	788
VAR	2 106	2 953	5 059
VAUCLUSE	857	1 197	2 054
Total PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	14 253	18 750	33 003
AIN	1 118	1 653	2 771
ARDECHE	202	301	503
DROME	530	765	1 295
HAUTE SAVOIE	2 672	3 609	6 281
ISERE	4 804	6 130	10 934
LOIRE	1 940	2 478	4 418
RHONE	3 943	5 280	9 223
SAVOIE	2 097	2 763	4 860
Total RHONE-ALPES	17 306	22 979	40 285
Total	87 508	124 515	212 023

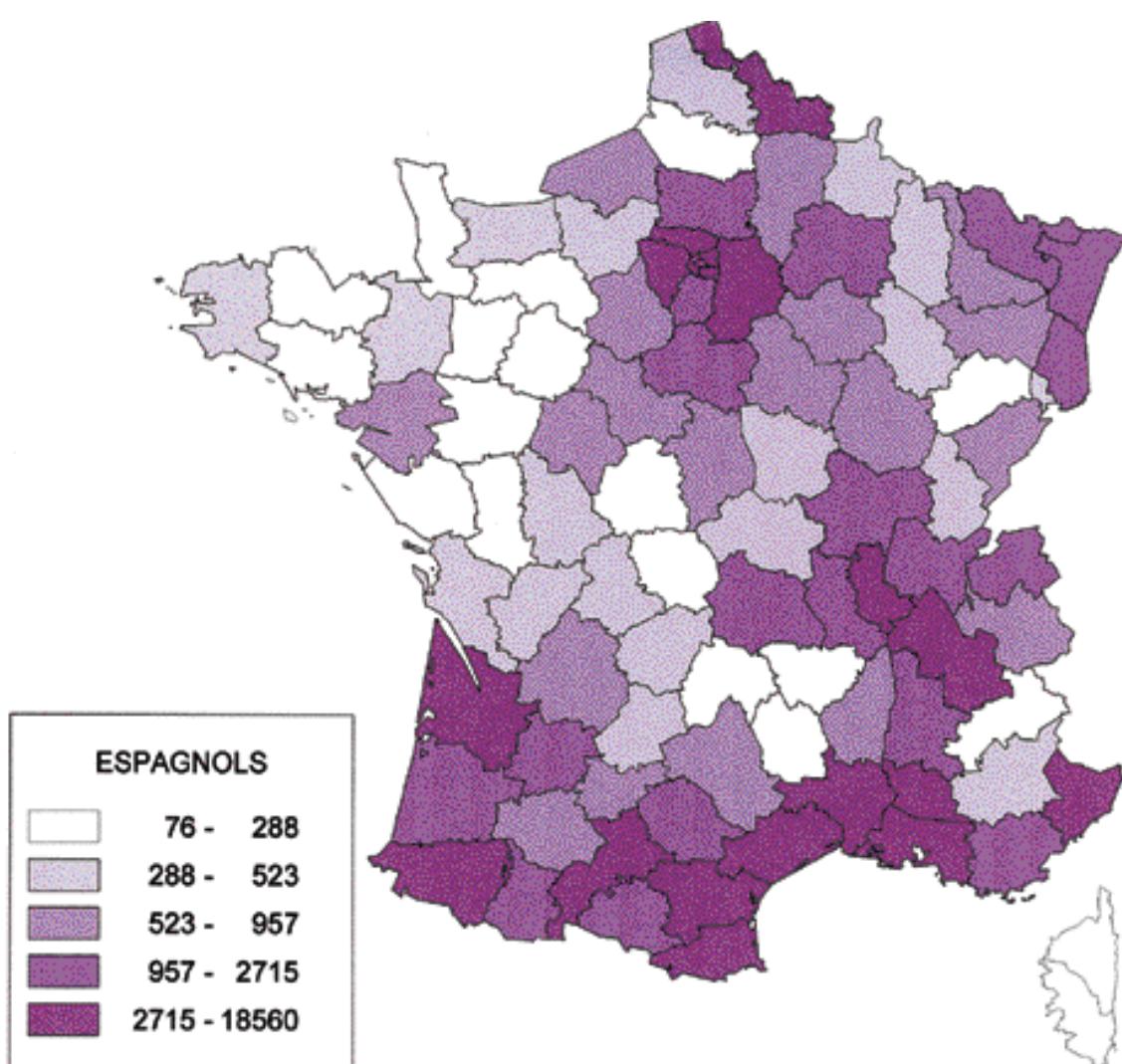
1.2.7 – Les Espagnols

Au 31 décembre 1998, le nombre d'Espagnols titulaires d'une autorisation de séjour s'élève à 175 195 personnes, dont 89 518 hommes et 85 677 femmes.

La population espagnole résidant en France a été divisée par deux depuis 1980, ce qui s'explique notamment par l'accès à la nationalité française d'un certain nombre d'entre eux et par la baisse des flux migratoires en provenance d'Espagne. Il faut aussi noter que l'Espagne, à l'instar de l'Italie et du Portugal, est devenue, depuis plusieurs années, un pays d'immigration.

Les Espagnols sont surtout présents en Ile-de-France (28,4 %), en Languedoc-Roussillon (14,2 %), en Rhône-Alpes (10,9 %), en Aquitaine (9,4) et en Provence-Alpes-Côte d'Azur (8,9 %). (Voir carte et tableau ci-après).

20 – Répartition géographique des ressortissants Espagnols titulaires d'une autorisation de séjour en cours de validité au 31 décembre 1998



21 – Ressortissants Espagnols titulaires d'une autorisation de séjour en cours de validité en résidence en France au 31 décembre 1998

Répartition par région, département et sexe

REGION & DEPARTEMENT	Nb Ressortissants Espagnols		
	Femmes	Hommes	Total
BAS RHIN	1 252	1 358	2 610
HAUTRHIN	918	1 183	2 101
Total ALSACE	2 170	2 541	4 711
DORDOGNE	261	294	555
GIRONDE	3 122	3 480	6 602
LANDES	603	721	1 324
LOT ETGARONNE	466	491	957
PYRENEES ATLANTIQUES	3 513	3 529	7 042
Total AQUITAIN	7 965	8 515	16 480
ALLIER	201	268	469
CANTAL	27	55	82
HAUTE LOIRE	71	90	161
PUYDE DOME	921	1 059	1 980
Total AUVERGNE	1 220	1 472	2 692
COTE D'OR	441	477	918
NIEVRE	136	152	288
SAONE ETLOIRE	633	701	1 334
YONNE	223	314	537
Total BOURGOGNE	1 433	1 644	3 077
COTES D'ARMOR	70	82	152
FINISTERE	170	226	396
ILLE ETVILAIN	206	165	371
MORBIHAN	63	65	128
Total BRETAGNE	509	538	1 047
CHER	284	344	628
EURE ETLOIR	264	326	590
INDRE	55	90	145
INDRE ET LOIRE	293	316	609
LOIR ETCHER	225	298	523
LOIRET	800	1 004	1 804
Total CENTRE	1 921	2 378	4 299
ARDENNES	176	242	418
AUBE	306	401	707
HAUTE MARNE	130	181	311
MARNE	461	543	1 004
Total CHAMPAGNE-ARDENNE	1 073	1 367	2 440
CORSE DU SUD	105	98	203
HAUTE CORSE	62	69	131
Total CORSE	167	167	334
DOUBS	443	498	941
HAUTE SAONE	74	91	165
JURA	131	195	326
TERRITOIRE DE BELFORT	135	165	300
Total FRANCHE COMTE	783	949	1 732
ESSONNE	1 269	1 394	2 663
HAUTS DE SEINE	3 384	2 910	6 294
PARIS	10 385	8 175	18 560
SEINE ETMARNE	1 965	2 278	4 243
SEINE SAINTDENIS	3 550	3 695	7 245
VALDE MARNE	2 073	1 960	4 033
VALD'OISE	1 539	1 694	3 233
YVELINES	1 729	1 844	3 573
Total ILE DE FRANCE	25 894	23 950	49 844
AUDE	1 411	1 304	2 715
GARD	1 976	2 147	4 123
HERAULT	4 329	4 436	8 765
LOZERE	49	64	113
PYRENEES ORIENTALES	4 653	4 592	9 245
Total LANGUEDOC-ROUSSILLON	12 418	12 543	24 961

REGION & DEPARTEMENT	Nb Ressortissants Espagnols		
	Femmes	Hommes	Total
CORREZE	154	229	383
CREUSE	33	43	76
HAUTE VIENNE	186	163	349
Total LIMOUSIN	373	435	808
MEURTHE ET MOSELLE	419	525	944
MEUSE	144	191	335
MOSELLE	1 163	1 447	2 610
VOSGES	244	314	558
Total LORRAINE	1 970	4 447	
ARIEGE	555	620	1 175
AVEYRON	391	417	808
GERS	320	327	647
HAUTE GARONNE	2 946	2 819	5 765
HAUTES PYRENEES	1 030	1 022	2 052
LOT	206	246	452
TARN	698	732	1 430
TARN ETGARONNE	437	393	830
Total MIDI-PYRENEES	6 583	6 576	13 159
NORD	1 253	1 758	3 011
PAS DE CALAIS	169	246	415
Total NORD	1 422	2 004	3 426
EURE	230	275	505
SEINE MARITIME	333	419	752
Total HAUTE NORMANDIE	563	694	1 257
CALVADOS	141	188	329
MANCHE	55	70	125
ORNE	77	99	176
Total BASSE NORMANDIE	273	357	630
LOIRE ATLANTIQUE	330	340	670
MAINE ET LOIRE	131	139	270
MAYENNE	36	43	79
SARTHE	131	155	286
VENDEE	62	75	137
Total PAYS DE LOIRE	690	752	1 442
AISNE	346	437	783
OISE	587	764	1 351
SOMME	118	149	267
Total PICARDIE	1 051	1 350	2 401
CHARENTE	189	209	398
CHARENTE MARITIME	174	185	359
DEUX SEVRES	56	69	125
VIENNE	198	158	356
Total POITOU-CHARENTE	617	621	1 238
ALPES DE HAUTE PROVENCE	210	240	450
ALPES MARITIMES	1 410	1 469	2 879
BOUCHES DU RHONE	2 894	2 954	5 848
HAUTES ALPES	59	113	172
VAR	935	996	1 931
VAUCLUSE	2 011	2 272	4 283
Total PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	7 519	8 044	15 563
AIN	954	1 116	2 070
ARDECHE	320	405	725
DROME	606	671	1 277
HAUTE SAVOIE	1 184	1 335	2 519
ISERE	1 773	1 986	3 759
LOIRE	655	811	1 466
RHONE	3 303	3 496	6 799
SAVOIE	268	324	592
Total RHONE-ALPES	9 063	10 144	19 207
Total	85 677	89 518	175 195

1.2.8 – Les Turcs

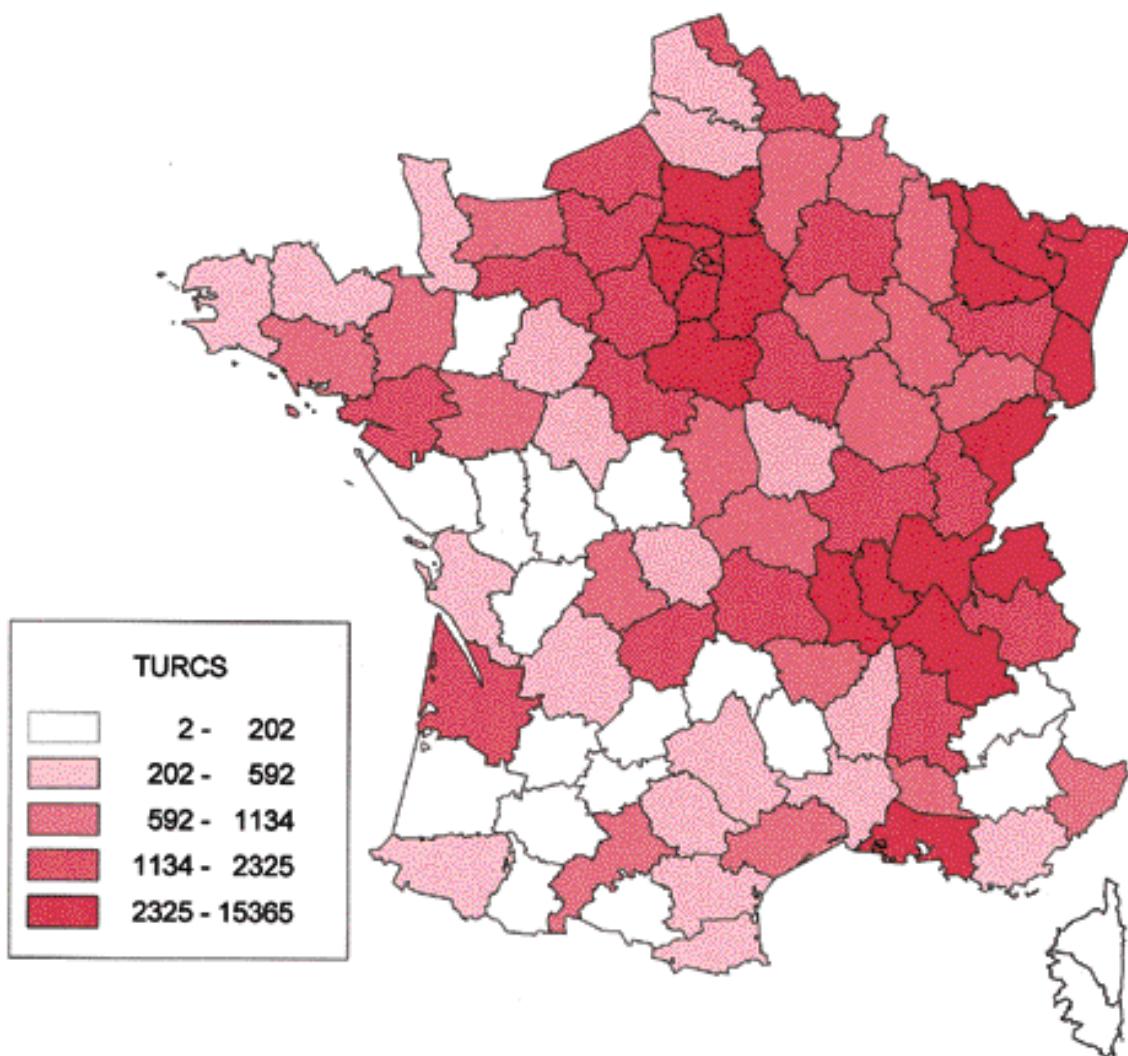
Au 31 décembre 1998, le nombre de Turcs titulaires d'une autorisation de séjour s'élève à 169 046 personnes, dont 92 290 hommes et 76 756 femmes.

Depuis 1980, la population turque est en hausse continue et sensible. Cette croissance est due, depuis plusieurs années, aux flux d'immigration d'ordre familial plutôt qu'économique et politique.

Depuis 1997, la population turque est la 6^e plus forte nationalité étrangère installée régulièrement en France, devant les Tunisiens.

25,3% de la population turque réside en Ile-de-France – avec une plus grande concentration en Seine-Saint-Denis -, 18 % en région Rhône-Alpes, et une présence plus ancienne dans l'est de la France : 13,7 % en Alsace et 8,2 % en Lorraine. (Voir carte et tableau ci-après).

22 – Répartition géographique des ressortissants Turcs titulaires d'une autorisation de séjour en cours de validité au 31 décembre 1998



23 – Ressortissants Turcs titulaires d'une autorisation de séjour en cours de validité en résidence en France au 31 décembre 1998

Répartition par région, département et sexe

REGION & DEPARTEMENT	Nb Ressortissants Turcs		
	Femmes	Hommes	Total
BAS RHIN	7 137	8 228	15 365
HAUTRHIN	3 670	4 132	7 802
Total ALSACE	10 807	12 360	23 167
DORDOGNE	128	136	264
GIRONDE	991	1 219	2 210
LANDES	18	14	32
LOT ETGARONNE	3	7	10
PYRENEES ATLANTIQUES	102	121	223
Total AQUITAINE	1 242	1 497	2 739
ALLIER	285	317	602
CANTAL	7	10	17
HAUTE LOIRE	306	341	647
PUY DE DOME	1 034	1 166	2 200
Total AUVERGNE	1 632	1 834	3 466
COTE D'OR	351	431	782
NIEVRE	162	193	355
SAONE ET LOIRE	920	1 006	1 926
YONNE	530	604	1 134
Total BOURGOGNE	1 963	2 234	4 197
COTES D'ARMOR	102	137	239
FINISTERE	248	301	549
ILLE ETVILAINNE	355	521	876
MORBBIAN	385	518	903
Total BRETAGNE	1 090	1 477	2 567
CHER	305	340	645
EURE ETLOIR	753	875	1 628
INDRE	73	94	167
INDRE ET LOIRE	193	238	431
LOIR ETCHER	940	1 007	1 947
LOIRET	1 634	2 013	3 647
Total CENTRE	3 898	4 567	8 465
ARDENNES	499	566	1 065
AUBE	325	334	659
HAUTE MARNE	280	317	597
MARNE	564	649	1 213
Total CHAMPAGNE-ARDENNE	1 668	1 866	3 534
CORSE DU SUD	0	2	2
HAUTE CORSE	2	1	3
Total CORSE	2	3	5
DOUBS	1 684	1 882	3 566
HAUTE SAONE	394	456	850
JURA	1 094	1 168	2 262
TERRITOIRE DE BELFORT	636	696	1 332
Total FRANCHE COMTE	3 808	4 202	8 010
ESSONNE	1 660	2 152	3 812
HAUTS DE SEINE	866	1 126	1 992
PARIS	2 445	3 817	6 262
SEINE ETMARNE	1 620	2 070	3 690
SEINE SAINTDENIS	5 067	6 221	11 288
VALDE MARNE	1 650	2 189	3 839
VALD'OISE	4 075	4 819	8 894
YVELINES	1 291	1 816	3 107
Total ILE DE FRANCE	18 674	24 210	42 884
AUDE	250	312	562
GARD	180	247	427
HERAULT	343	582	925
LOZERE	72	94	166
PYRENEES ORIENTALES	184	264	448
Total LANGUEDOC-ROUSSILLON	1 029	1 499	2 528

REGION & DEPARTEMENT	Nb Ressortissants Turcs		
	Femmes	Hommes	Total
CORREZE	544	635	1 179
CREUSE	228	227	455
HAUTE VIENNE	298	358	656
Total LIMOUSIN	1 070	1 220	2 290
MEURTHE ET MOSELLE	1 069	1 256	2 325
MEUSE	414	431	845
MOSELLE	4 064	4 419	8 483
VOSGES	1 069	1 155	2 224
Total LORRAINE	6 616	7 261	13 877
ARIEGE	22	29	51
AVEYRON	121	143	264
GERS	6	5	11
HAUTE GARONNE	242	396	638
HAUTES PYRENEES	4	9	13
LOT	66	67	133
TARN	91	111	202
TARN ET GARONNE	41	62	103
Total MIDI-PYRENEES	593	822	1 415
NORD	866	1 031	1 897
PAS DE CALAIS	184	215	399
Total NORD	1 050	1 246	2 296
EURE	711	940	1 651
SEINE MARITIME	663	843	1 506
Total HAUTE NORMANDIE	1 374	1 783	3 157
CALVADOS	377	466	843
MANCHE	121	154	275
ORNE	678	741	1 419
Total BASSE NORMANDIE	1 176	1 361	2 537
LOIRE ATLANTIQUE	682	840	1 522
MAINE ET LOIRE	410	480	890
MAYENNE	14	29	43
SARTHE	199	273	472
VENDEE	55	57	112
Total PAYS DE LOIRE	1 360	1 679	3 039
AISNE	324	420	744
OISE	1 056	1 326	2 382
SOMME	84	128	212
Total PICARDIE	1 464	1 874	3 338
CHARENTE	46	66	112
CHARENTE MARITIME	125	140	265
DEUX SEVRES	30	39	69
VIENNE	73	100	173
Total POITOU-CHARENTE	274	345	619
ALPES DE HAUTE PROVENCE	85	109	194
ALPES MARITIMES	233	359	592
BOUCHES DU RHONE	907	1 436	2 343
HAUTES ALPES	84	104	188
VAR	156	205	361
VAUCLUSE	311	436	747
Total PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	1 776	2 649	4 425
AIN	2 177	2 407	4 584
ARDECHE	264	278	542
DROME	840	961	1 801
HAUTE SAVOIE	2 191	2 597	4 788
ISERE	2 771	3 101	5 872
LOIRE	2 069	2 322	4 391
RHONE	3 200	3 813	7 013
SAVOIE	678	822	1 500
Total RHONE-ALPES	14 190	16 301	30 491
Total	76 756	92 290	169 046

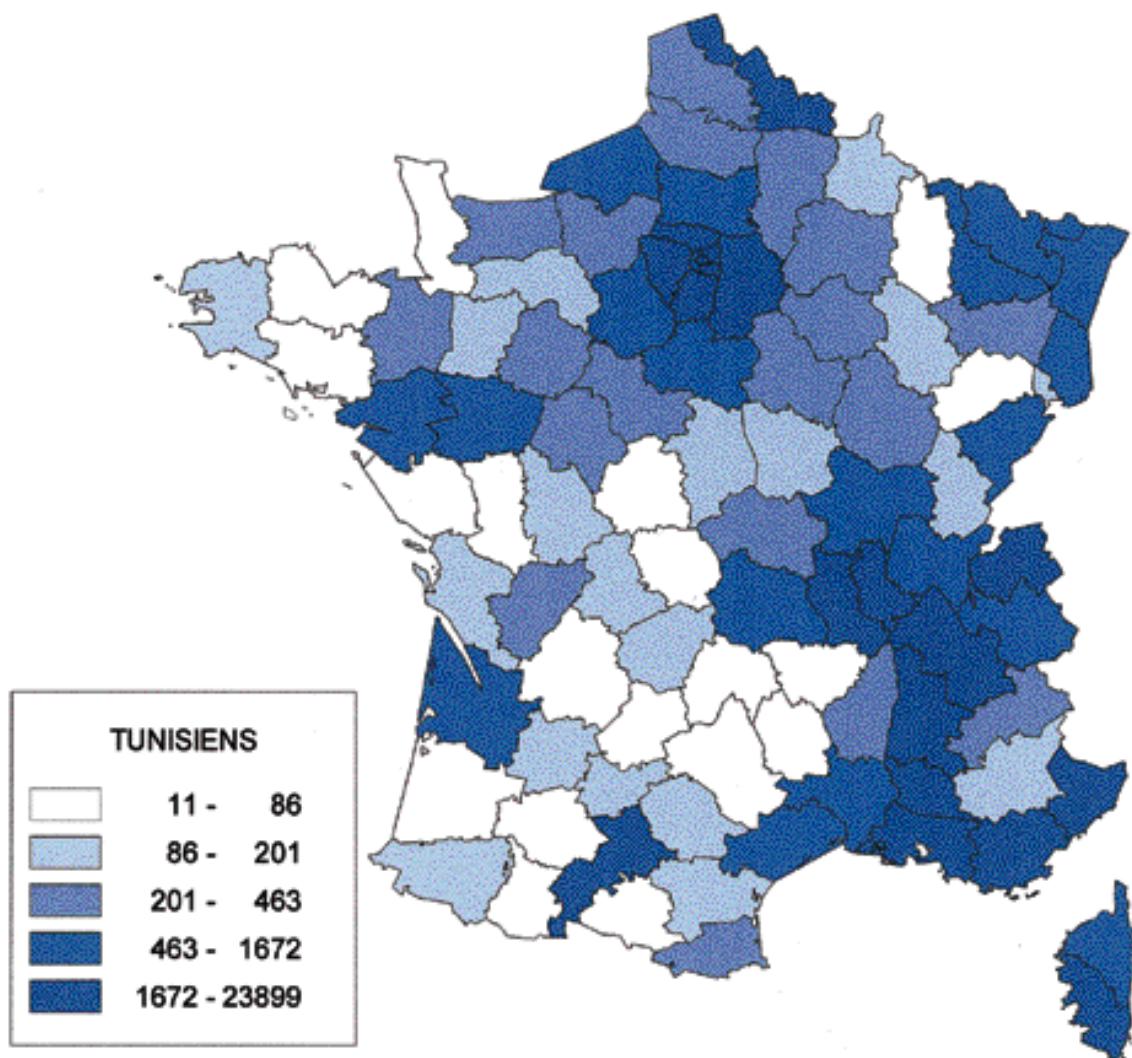
1.2.9 – Les Tunisiens

Au 31 décembre 1998, le nombre de Tunisiens titulaires d'une autorisation de séjour s'élève à 159 599 personnes, dont 105 777 hommes et 53 822 femmes.

Jusqu'en 1990, la population tunisienne était en hausse, s'expliquant au début des années 1980 par l'arrivée massive de travailleurs permanents. Cette augmentation a revêtu par la suite un caractère plutôt familial. Depuis 1991, en revanche, la population tunisienne est en baisse et ce fléchissement porte plus particulièrement sur le nombre des hommes, conséquence d'une baisse du nombre des entrées sur le territoire et des mises à jour des fichiers suite aux acquisitions de nationalité française.

Plus de 80 % de la population tunisienne est concentrée sur trois régions, 38,8 % réside en Ile-de-France, 26,8 % en Provence-Alpes-Côte d'Azur, et 16,3 % en Rhône-alpes. (Voir carte et tableau ci-après)

24 – Répartition géographique des ressortissants Tunisiens titulaires d'une autorisation de séjour en cours de validité au 31 décembre 1998



25 – Ressortissants Tunisiens titulaires d'une autorisation de séjour en cours de validité en résidence en France au 31 décembre 1998

Répartition par région, département et sexe

REGION & DEPARTEMENT	Nb Ressortissants Tunisiens		
	Femmes	Hommes	Total
BAS RHIN	522	996	1 518
HAUTRHIN	393	595	988
Total ALSACE	915	1 591	2 506
DORDOGNE	16	38	54
GIRONDE	438	756	1 194
LANDES	21	23	44
LOT ETGARONNE	35	62	97
PYRENEES ATLANTIQUES	35	75	110
Total AQUITAIN	545	954	1 499
ALLIER	71	143	214
CANTAL		13	13
HAUTE LOIRE	36	34	70
PUYDE DOME	175	357	532
Total AUVERGNE	282	547	829
COTE D'OR	157	266	423
NIEVRE	23	68	91
SAONE ET LOIRE	562	834	1 396
YONNE	87	124	211
Total BOURGOGNE	829	1 292	2 121
COTES D'ARMOR	22	59	81
FINISTERE	40	98	138
ILLE ETVILAIN	62	186	248
MORBIHAN	18	53	71
Total BRETAGNE	142	396	538
CHER	71	120	191
EURE ETLOIR	190	296	486
INDRE	5	17	22
INDRE ET LOIRE	127	217	344
LOIR ETCHER	81	125	206
LOIRET	265	411	676
Total CENTRE	739	1 186	1 925
ARDENNES	39	70	109
AUBE	90	154	244
HAUTE MARNE	78	88	166
MARNE	172	276	448
Total CHAMPAGNE-ARDENNE	379	588	967
CORSE DU SUD	311	1 361	1 672
HAUTE CORSE	201	517	718
Total CORSE	512	1 878	2 390
DOUBS	236	331	567
HAUTE SAONE	27	49	76
JURA	64	92	156
TERRITOIRE DE BELFORT	43	78	121
Total FRANCHE COMTE	370	550	920
ESSONNE	1 356	2 487	3 843
HAUTS DE SEINE	2 395	4 174	6 569
PARIS	7 362	16 537	23 899
SEINE ETMARNE	748	1 437	2 185
SEINE SAINTDENIS	4 733	7 692	12 425
VALDE MARNE	2 311	4 083	6 394
VALD'OISE	1 680	2 492	4 1723
YVELINES	968	1 544	2 512
Total ILE DE FRANCE	21 553	40 446	61 999
AUDE	43	74	117
GARD	265	585	850
HERAULT	290	535	825
LOZERE	5	11	16
PYRENEES ORIENTALES	99	182	281
Total LANGUEDOC-ROUSSILLON	702	1 387	2 089

REGION & DEPARTEMENT	Nb Ressortissants Tunisiens		
	Femmes	Hommes	Total
CORREZE	71	102	173
CREUSE	2	9	11
HAUTE VIENNE	51	81	132
Total LIMOUSIN	124	192	316
MEURTHE ET MOSELLE	163	300	463
MEUSE	10	12	22
MOSELLE	273	472	745
VOSGES	152	229	381
Total LORRAINE	598	1 013	1 611
ARIEGE	15	24	39
AVEYRON	20	36	56
GERS	18	21	39
HAUTE GARONNE	763	1 524	2 287
HAUTES PYRENEES	15	37	52
LOT	8	15	23
TARN	55	100	155
TARN ETGARONNE	39	76	115
Total MIDI-PYRENEES	933	1 833	2 776
NORD	689	1 345	2 034
PAS DE CALAIS	60	141	201
Total NORD	749	1 486	2 235
EURE	129	226	355
SEINE MARITIME	459	919	1 378
Total HAUTE NORMANDIE	588	1 145	1 733
CALVADOS	98	166	264
MANCHE	20	48	68
ORNE	31	61	92
Total BASSE NORMANDIE	149	275	424
LOIRE ATLANTIQUE	375	680	1 055
MAINE ET LOIRE	180	305	485
MAYENNE	35	61	96
SARTHE	82	180	262
VENDEE	18	43	61
Total PAYS DE LOIRE	690	1 269	1 959
AISNE	100	162	262
OISE	326	501	827
SOMME	72	177	249
Total PICARDIE	498	840	1 338
CHARENTE	84	141	225
CHARENTE MARITIME	34	74	108
DEUX SEVRES	12	30	42
VIENNE	26	60	86
Total POITOU-CHARENTE	156	305	461
ALPES DE HAUTE PROVENCE	49	129	178
ALPES MARITIMES	5 605	13 131	18 736
BOUCHES DU RHONE	4 015	8 929	12 944
HAUTES ALPES	60	158	218
VAR	2 838	6 113	8 951
VAUCLUSE	392	1 401	1 793
Total PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	12 959	29 861	42 820
AIN	474	735	1 209
ARDECHE	151	232	383
DROME	571	1 265	1 836
HAUTE SAVOIE	817	1 449	2 266
ISERE	1 622	2 679	4 301
LOIRE	701	1 111	1 812
RHONE	4 902	8 949	13 851
SAVOIE	172	323	495
Total RHONE-ALPES	9 410	16 743	26 153
Total	53 822	105 777	159 599

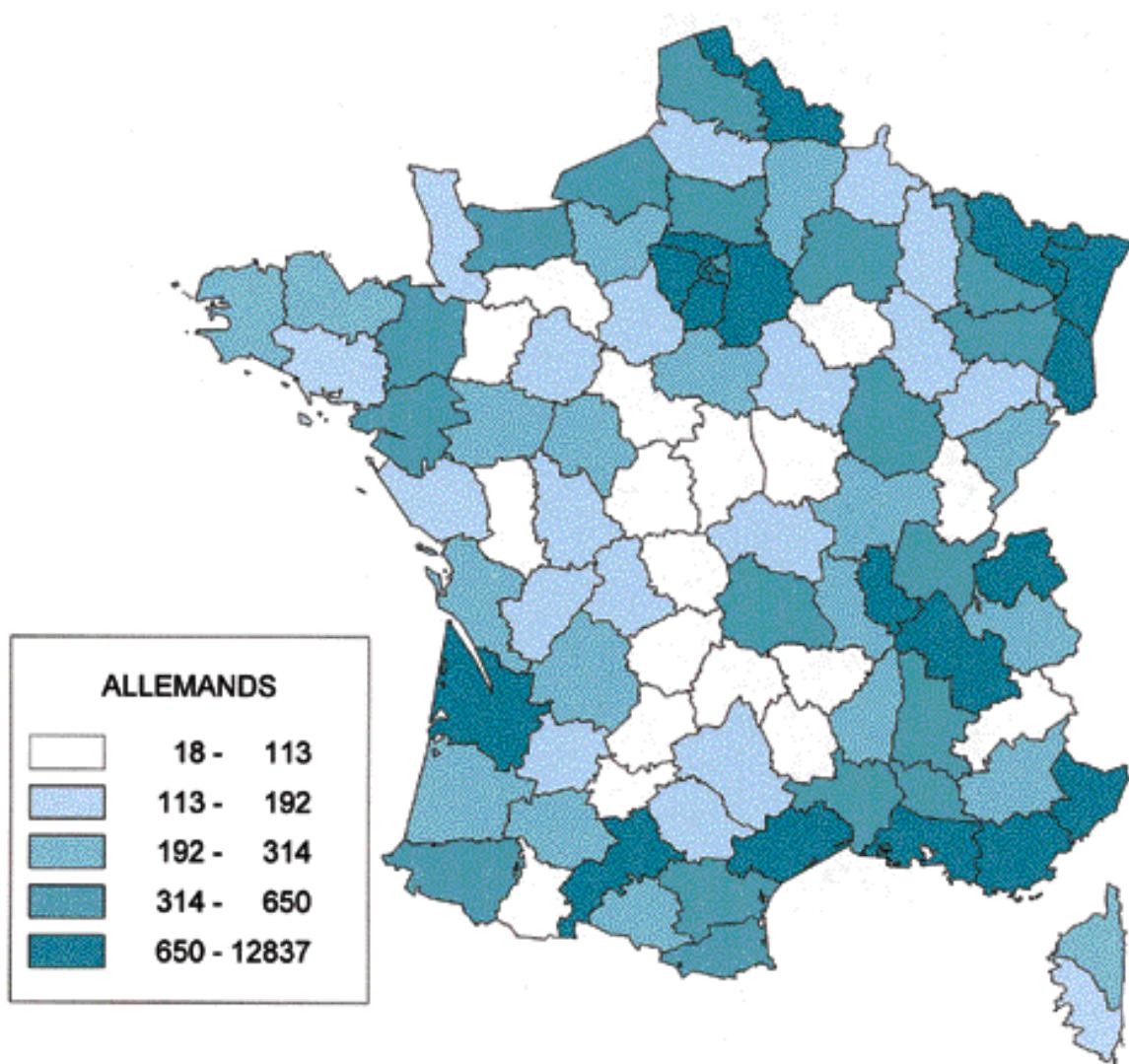
1.2.10 – Les Allemands

Au 31 décembre 1998, le nombre d'Allemands titulaires d'une autorisation de séjour en France s'élève à 73 210 personnes, dont 34 865 hommes et 38 345 femmes.

La population allemande résidant en France se caractérise depuis 15 ans par une croissance régulière (+ 12 % depuis 1994)

Les Allemands résident principalement en Ile-de-France (21,6 %), dans l'est de la France : 19,6 % en Alsace et 19 % en Lorraine, et en Provence-Alpes-Côte d'Azur (7,9 %).

26 – Répartition géographique des ressortissants Allemands titulaires d'une autorisation de séjour en cours de validité au 31 décembre 1998



27 – Ressortissants Allemands titulaires d'une autorisation de séjour en cours de validité en résidence en France au 31 décembre 1998

Répartition par région, département et sexe

REGION & DEPARTEMENT	Nb Ressortissants allemands		
	Femmes	Hommes	Total
BAS RHIN	4 511	4 708	9 219
HAUT RHIN	2 419	2 686	5 105
Total ALSACE	6 930	7 394	14 324
DORDOGNE	154	137	291
GIRONDE	493	398	891
LANDES	150	134	284
LOT ET GARONNE	58	66	124
PYRENEES ATLANTIQUES	176	141	317
Total AQUITAINE	1 031	876	1 907
ALLIER	79	68	147
CANTAL	11	7	18
HAUTE LOIRE	22	23	45
PUY DE DOME	197	184	381
Total AUVERGNE	309	282	591
COTE D'OR	247	148	395
NIEVRE	36	37	73
SAONE ET LOIRE	146	149	295
YONNE	91	79	170
Total BOURGOGNE	520	413	933
COTES D'ARMOR	116	76	192
FINISTERE	161	126	287
ILLE ET VILAINE	234	151	385
MORBBIAN	114	61	175
Total BRETAGNE	625	414	1 039
CHER	46	33	79
EURE ET LOIR	89	58	147
INDRE	40	42	82
INDRE ET LOIRE	142	109	251
LOIR ET CHER	44	49	93
LOIRET	151	128	279
Total CENTRE	512	419	931
ARDENNES	58	73	131
AUBE	39	58	97
HAUTE MARNE	46	67	113
MARNE	204	147	351
Total CHAMPAGNE-ARDENNE	347	345	692
CORSE DU SUD	68	65	133
HAUTE CORSE	132	75	207
Total CORSE	200	140	340
DOUBS	165	136	301
HAUTE SAONE	82	81	163
JURA	47	46	93
TERRITOIRE DE BELFORT	62	57	119
Total FRANCHE COMTE	356	320	676
ESSONNE	541	373	914
HAUTS DE SEINE	1 546	967	2 513
PARIS	4 206	2 697	6 903
SEINE ET MARNE	614	438	1 052
SEINE SAINT DENIS	413	206	619
VAL DE MARNE	577	306	883
VAL D'OISE	401	268	669
YVELINES	1 355	959	2 314
Total ILE DE FRANCE	9 653	6 214	15 867
AUDE	203	204	407
GARD	247	246	493
HERAULT	718	526	1 244
LOZERE	14	12	26
PYRENEES ORIENTALES	192	171	363
Total LANGUEDOC-ROUSSILLON	1 374	1 159	2 533

REGION & DEPARTEMENT	Nb Ressortissants Portugais		
	Femmes	Hommes	Total
CORREZE	33	37	70
CREUSE	33	34	67
HAUTE VIENNE	79	54	133
Total LIMOUSIN	145	125	270
MEURTHE ET MOSELLE	300	281	581
MEUSE	68	58	126
MOSELLE	5 791	7 046	12 837
VOSGES	199	210	409
Total LORRAINE	6 358	7 595	13 953
ARIEGE	123	95	218
AVEYRON	61	62	123
GERS	126	132	258
HAUTE GARONNE	939	1 097	2 036
HAUTES PYRENEES	63	43	106
LOT	45	46	91
TARN	64	71	135
TARN ET GARONNE	54	46	100
Total MIDI-PYRENEES	1 475	1 592	3 067
NORD	549	627	1 176
PAS DE CALAIS	176	258	434
Total NORD	725	885	1 610
EURE	103	101	204
SEINE MARITIME	226	212	438
Total HAUTE NORMANDIE	329	313	642
CALVADOS	194	208	402
MANCHE	79	57	136
ORNE	29	51	80
Total BASSE NORMANDIE	302	316	618
LOIRE ATLANTIQUE	253	188	441
MAINE ET LOIRE	143	110	253
MAYENNE	34	30	64
SARTHE	68	45	113
VENDEE	72	44	116
Total PAYS DE LOIRE	570	417	987
AISNE	83	120	203
OISE	262	236	498
SOMME	88	101	189
Total PICARDIE	433	457	890
CHARENTE	72	77	149
CHARENTE MARITIME	127	119	246
DEUX SEVRES	32	29	61
VIENNE	113	68	181
Total POITOU-CHARENTE	344	293	637
ALPES DE HAUTE PROVENCE	103	98	201
ALPES MARITIMES	1 228	883	2 111
BOUCHES DU RHONE	909	780	1 689
HAUTES ALPES	34	35	69
VAR	624	522	1 146
VAUCLUSE	297	260	557
Total PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	3 195	2 578	5 773
AIN	324	230	554
ARDECHE	112	100	212
DROME	163	151	314
HAUTE SAVOIE	376	274	650
ISERE	611	737	1 348
LOIRE	105	159	264
RHONE	769	572	1 341
SAVOIE	152	95	247
Total RHONE-ALPES	2 612	2 318	4 930
Total	38 345	34 865	73 210

2. – La délivrance de titres de séjour en 1998 en France métropolitaine

2.1. – La délivrance de titres de séjour

En 1998, les 96 préfectures de métropole ont délivré 502 172 titres de séjour à des ressortissants étrangers (hors autorisations provisoires de séjour : 30 729 et récépissés de titres de séjour : 264 401). Parmi ces titres de séjour, 155 000, soit 31 %, concernent des étrangers détenteurs en 1998 d'un premier titre de séjour qui font l'objet d'une étude spécifique dans une autre partie de ce document (Cf. II b– 3). Le solde, soit 347 170, représente des renouvellements accordés à des étrangers déjà détenteurs de titre en 1997.

Par rapport à 1997, une baisse de près de 12 % est relevée en 1998 pour l'ensemble des titres de séjour délivrés. Cette baisse affecte les renouvellements (– 16,3 %) plus que les premières délivrances (– 2,4 %). Il peut s'agir d'un phénomène conjoncturel compte tenu de la baisse importante du taux de représentation des titres de longue durée (5 et 10 ans) en 1998 avec 51,6 % du total contre 65 % en 1997 ; les cartes de ressortissants communautaires d'une durée de validité de 10 ans étant particulièrement concernées (– 36 %). Les renouvellements de titres de séjour représentent 69 % en 1998 contre 72,3 % en 1997, cette baisse touchant surtout les cartes de résidents et les titres de 10 ans des étrangers originaires de l'Union Européenne.

2.1.1 – Les titres de séjour délivrés

Ces 502 172 documents de séjour, dont 44 % ont été délivrés par les huit préfectures de la région Ile de France, 9,8 % par les huit préfectures de la région Rhône-Alpes et 9 % par les six préfectures de la région Provence – Alpes – Côte d'Azur, se répartissent de la manière suivante :

- 187 230 cartes de séjour temporaires soit 37,3 % de l'ensemble et + 26,2 % par rapport à 1997 ;
- 155 622 cartes de ressortissants de l'union Européenne et de l'espace économique européen (dont 60 % de cartes « 10 ans »), soit 31 % de l'ensemble et – 24,3 % par rapport à 1997 ;
- 112 972 cartes de résident, soit 22,5 % du total et – 33,7 % par rapport à 1997 ;
- 46 348 certificats de résidence Algérien (dont 50,6 % de cartes « 10 ans »), soit 9,2 % de l'ensemble et – 5,6 % par rapport à 1997.

Les titres de séjour d'une durée de validité égale au plus à un an représentent 48,4 % contre 34,9 % en 1997.

2.1.2 – Les motifs de délivrance

Les principales mentions figurant sur ces cartes de séjour sont : « salarié » pour 28,4 % de l'ensemble, puis « étudiant » (18,2 %), « membre de famille » (16,3 %), « renouvellement de titre de plein droit » (11,2 %), « visiteur » (8,3 %) et « actif non salarié » (7,2 %). Cf. tableau ci-joint.

2.1.3 : Les principales nationalités

Les sept principales nationalités concernées représentent 49,5 % de l'ensemble des 502 172 titres de séjour délivrés en 1998 : les Marocains (12,3 %), les Portugais (10,5 %), les Algériens (9,2 %), les Italiens (5 %), les Turcs (4,7 %), les Espagnols et les Tunisiens (3,9 %).

28 – La délivrance de titres de séjour par les préfectures de métropole en 1998 : répartition par titre et préfecture ;
 1er titres et renouvellements en 1998 ; comparaison 1998 / 1997

(source AGDREF)

DÉPARTEMENT	ENSEMBLE DES TITRES DE SÉJOUR DÉLIVRES EN 1998						1997			EVOLUTION GLOBALE DELIVRANCE 1998 / 1997			
	CEE & EEE	CR	CRA	CST	Total	Dont 1ers TITRES	dont RENOUVELLEMENTS	% 1ers TITRES	Total	Dont 1ers TITRES	dont RENOUVELLEMENTS	% 1ers TITRES	
BAS RHIN	4 398	2 684	574	3 886	11 512	3 787	7 725	32,9%	13 327	4 238	9 089	31,8%	-13,6%
HAUT RHIN	2 698	1 978	487	1 139	6 302	1 774	4 528	28,1%	8 198	1 996	6 202	24,3%	-23,1%
ALSACE	7 096	4 662	1 061	4 995	17 814	5 561	12 253	31,2%	21 525	6 234	15 291	29,0%	-17,2%
DORDOGNE	1 180	253	30	184	1 647	426	1 221	25,9%	1 773	530	1 243	29,9%	-7,1%
GIRONDE	3 422	1 741	440	3 099	8 702	2 021	6 681	23,2%	9 494	2 562	6 932	27,0%	-8,3%
LANDES	682	144	14	132	972	221	751	22,7%	1 261	256	1 005	20,3%	-22,9%
LOT ET GARONNE	1 077	513	49	209	1 848	520	1 328	28,1%	2 230	540	1 690	24,2%	-17,1%
PYRENEES ATLANTIQUES	1 855	477	58	554	2 954	760	2 194	25,7%	3 877	911	2 965	23,5%	-23,8%
AQUITAINE	8 226	3 128	591	4 178	16 123	3 948	12 175	24,5%	18 635	4 799	13 836	25,8%	-13,5%
ALLIER	443	235	55	241	974	229	745	23,5%	1 529	269	1 260	17,6%	-36,3%
CANTAL	76	43	10	43	172	60	112	34,9%	183	47	136	25,7%	-6,0%
HAUTE LOIRE	215	230	15	96	556	116	440	20,9%	623	123	500	19,7%	-10,8%
PUY DE DOME	1 902	721	252	1 142	4 017	1 134	2 883	28,2%	4 307	1 128	3 179	26,2%	-6,7%
AUVERGNE	2 636	1 223	332	1 522	5 719	1 539	4 180	26,9%	6 642	1 567	5 075	23,6%	-13,9%
OISE D'OR	1 165	813	172	994	3 144	940	2 204	29,9%	3 698	1 123	2 575	30,4%	-15,0%
NIEVRE	315	176	40	173	704	149	555	21,2%	826	177	649	21,4%	-14,8%
SACNE ET LOIRE	1 065	798	160	596	2 619	488	2 131	18,6%	3 395	657	2 738	19,4%	-22,9%
YONNE	559	527	64	206	1 356	366	990	27,0%	2 235	353	1 882	15,8%	-39,3%
BOURGOGNE	3 104	2 314	436	1 969	7 823	1 943	5 880	24,8%	10 154	2 310	7 844	22,7%	-23,0%
COTES D'ARMOR	626	182	43	230	1 081	319	762	29,5%	972	346	626	35,6%	11,2%
FINISTERE	695	329	50	555	1 629	506	1 123	31,1%	1 746	779	967	44,6%	-6,7%
ILLE ET VILAINE	1 095	518	154	1 402	3 169	1 145	2 024	36,1%	3 130	1 221	1 909	39,0%	1,2%
MORBBIHAN	406	243	48	290	987	357	630	36,2%	1 051	371	680	35,3%	-6,1%
BRETAGNE	2 822	1 272	295	2 477	6 866	2 327	4 539	33,9%	6 899	2 717	4 182	39,4%	-0,5%
CHER	426	370	86	231	1 113	172	941	15,5%	1 851	276	1 575	14,9%	-39,9%
EURE ET LOIR	740	1 074	107	410	2 331	477	1 854	20,5%	2 400	399	2 001	16,6%	-2,9%
INDRE	204	171	28	87	490	97	393	19,8%	476	116	360	24,4%	2,9%
INDRE ET LOIRE	1 026	523	191	1 212	2 952	913	2 039	30,9%	3 343	1 117	2 226	33,4%	-11,7%
LOIR ET CHER	542	495	71	385	1 493	358	1 135	24,0%	1 784	340	1 444	19,1%	-16,3%
LOIRET	1 647	1 494	230	1 487	4 858	1 008	3 850	20,7%	6 279	1 393	4 886	22,2%	-22,6%
CENTRE	4 585	4 127	713	3 812	13 237	3 025	10 212	22,9%	16 133	3 641	12 492	22,6%	-18,0%
ARDENNES	574	421	179	83	1 257	323	934	25,7%	1 775	369	1 406	20,8%	-29,2%
AUBE	475	582	75	229	1 361	324	1 037	23,8%	1 551	325	1 226	21,0%	-12,3%
HAUTE MARNE	192	165	78	79	514	83	431	16,1%	712	101	611	14,2%	-27,8%
MARNE	1 080	603	230	860	2 773	490	2 283	17,7%	3 233	771	2 462	23,8%	-14,2%

DEPARTEMENT	ENSEMBLE DES TITRES DE SEJOUR DELIVRES EN 1998						1997					
	CEE & EEE	CR	CRA	CST	Total	Dont 1ers TITRES	dont RENOUVEL EMENTS	% 1ers TITRES	Total	Dont 1ers TITRES	dont RENOUVEL EMENTS	% 1ers TITRES
CHAMPAGNE-ARDENNE	2 321	1 771	562	1 261	5 905	1 220	4 685	20,7%	7 271	1 566	5 705	21,5%
CORSE DU SUD	373	419	26	402	1 220	511	709	41,9%	1 639	365	1 274	22,3%
HAUTE CORSE	363	442	39	400	1 244	547	697	44,0%	1 453	384	1 069	26,4%
CORSE	736	861	65	802	2 464	1 058	1 406	42,9%	3 092	749	2 343	24,2%
DOUBS	744	1 035	267	1 008	3 054	903	2 151	29,6%	4 597	1 157	3 440	25,2%
HAUTE SAONE	227	449	40	120	836	179	657	21,4%	997	187	810	18,8%
JURA	372	543	75	154	1 144	236	908	20,6%	1 486	246	1 240	16,6%
TERRITOIRE DE BELFORT	212	335	125	184	856	190	666	22,2%	1 103	241	862	21,8%
FRANCHE COMTE	1 556	2 362	507	1 486	5 890	1 508	4 382	25,6%	8 183	1 831	6 352	22,4%
ESSONNE	3 876	3 074	1 117	5 820	13 887	3 697	10 190	26,6%	16 903	3 649	13 154	21,7%
HAUTS DE SEINE	5 756	5 189	2 918	11 583	25 446	7 178	18 268	28,2%	33 594	8 206	25 388	24,4%
PARIS	16 914	11 763	5 283	50 161	84 121	35 640	48 481	42,4%	88 909	28 418	60 491	32,0%
SEINE ET MARNE	3 920	2 464	1 154	4 148	11 686	3 684	8 002	31,5%	13 185	3 297	9 888	25,0%
SEINE SAINT DENIS	4 403	8 544	6 035	15 593	34 580	9 846	24 734	28,5%	44 005	11 471	32 534	26,1%
VAL DE MARNE	4 284	3 924	2 712	9 286	20 186	6 427	13 759	31,8%	24 751	5 006	19 745	20,2%
VAL D'OISE	3 196	4 258	1 578	5 581	14 613	4 175	10 438	28,6%	15 211	3 495	11 716	23,0%
YVELINES	6 856	4 157	1 145	4 881	17 039	5 411	11 628	31,8%	18 501	4 876	13 625	26,4%
ILE DE FRANCE	49 373	21 942	107 038	221 558	76 058	145 500	34,3%		254 959	68 418	186 541	26,8%
AUDE	963	452	88	322	1 825	500	1 325	27,4%	2 071	576	1 496	27,8%
GARD	1 419	1 144	388	883	3 834	1 280	2 554	33,4%	4 685	1 238	3 397	26,7%
HERAULT	3 767	1 853	700	4 264	10 584	3 004	7 580	28,4%	10 015	3 650	6 365	36,4%
LOZERE	273	88	2	40	403	135	268	33,5%	485	122	313	28,0%
PYRENEES ORIENTALES	2 298	556	323	721	3 898	888	3 010	22,8%	4 009	1 060	2 949	26,4%
LANGUEDOC-ROUSSILLON	8 720	4 093	1 501	6 230	20 544	5 807	14 737	28,3%	21 165	6 646	14 519	31,1%
CORREZE	381	288	22	108	799	175	624	21,9%	1 189	202	987	17,0%
CREUSE	172	109	9	38	328	106	222	32,3%	292	81	211	27,7%
HAUTE Vienne	526	331	167	586	1 609	457	1 152	28,4%	1 752	532	1 220	30,4%
Limousin	1 078	728	198	732	2 736	738	1 998	27,0%	3 233	815	2 418	25,2%
MEURTHE ET MOSELLE	877	457	1 826	4 940	1 211	3729	24,5%		6 483	1 652	4 831	25,5%
MEUSE	356	219	22	40	637	122	515	19,2%	781	171	610	21,9%
MOSELLE	4 163	2 032	647	1 077	7 919	2 078	5 841	26,2%	8 961	2 968	5 993	33,1%
VOSGES	875	535	76	284	1 780	578	1 202	32,5%	1 851	472	1 379	25,5%
LORRAINE	7 174	3 663	1 202	3 237	15 276	3 989	11 287	26,1%	18 076	5 263	12 813	29,1%
ARIEGE	461	167	17	51	696	137	559	19,7%	802	162	640	20,2%
AVEYRON	396	226	37	119	778	144	634	18,5%	982	254	738	25,6%

DEPARTEMENT	ENSEMBLE DES TITRES DE SEJOUR DELIVRES EN 1998					1997						
	CEE & EEE	CR	CRA	CST	Total	Dont 1ers TITRES	dont RENOUVELLEMENTS	% 1ers TITRES	Total	Dont 1ers TITRES	dont RENOUVELLEMENTS	% 1ers TITRES
GERS	732	116	6	83	937	268	669	28,6%	885	255	630	28,8%
HAUTE GARONNE	3 593	1 589	1 079	4 731	10 992	3 420	7 572	31,1%	12 000	3 841	8 159	32,0%
HAUTES PYRENEES	534	158	39	169	900	167	733	18,6%	1 036	213	873	19,6%
LOT	496	90	8	53	647	163	484	25,2%	755	199	566	26,4%
TARN	564	331	49	122	1 066	237	829	22,2%	1 911	317	1 594	16,6%
TARN ET GARONNE	598	398	37	153	1 186	346	840	29,2%	1 296	356	940	27,5%
MIDI PYRENEES	7 374	3 075	1 272	5 481	17 202	4 882	12 320	28,4%	19 727	5 597	14 130	28,4%
NORD	4 341	3 976	1 527	3 067	12 911	2 180	10 731	16,9%	12 005	3 600	8 405	30,0%
PAS DE CALAIS	865	1 428	275	296	2 864	663	2 201	23,1%	2 798	681	2 117	24,3%
NORD-PAS DE CALAIS	5 206	5 404	1 802	3 363	15 775	2 843	12 932	18,0%	14 803	4 281	10 522	28,9%
EURE	491	791	136	556	1 974	561	1 413	28,4%	2 579	569	2 010	22,1%
SEINE MARITIME	1 208	1 477	609	1 701	4 995	1 749	3 246	35,0%	5 546	1 563	3 983	28,2%
HAUTE NORMANDIE	1 699	2 268	745	2 257	6 969	2 310	4 659	33,1%	8 125	2 132	5 993	26,2%
CALVADOS	872	409	142	875	2 298	774	1 524	33,7%	2 365	900	1 465	38,1%
MANCHE	268	166	23	491	948	550	398	58,0%	698	326	372	46,7%
ORNE	247	333	41	163	784	197	587	25,1%	913	193	720	21,1%
BASSE NORMANDIE	1 387	908	206	1 529	4 030	1 521	2 509	37,7%	3 976	1 419	2 557	35,7%
LOIRE ATLANTIQUE	930	689	333	1 509	3 461	1 186	2 275	34,3%	3 523	1 300	2 223	36,9%
MAINE ET LOIRE	895	623	91	1 044	2 653	1 234	1 419	46,5%	2 735	995	1 740	36,4%
MAYENNE	161	124	36	106	427	133	294	31,1%	409	149	260	36,4%
SARTHE	387	414	62	463	1 326	373	953	28,1%	1 417	381	1 036	26,9%
VENDEE	308	93	23	119	543	184	359	33,9%	518	151	367	29,2%
PAYS DE LOIRE	2 681	1 943	545	3 241	8 410	3 110	5 300	37,0%	8 602	2 976	5 626	34,6%
AISNE	471	656	134	271	1 532	210	1 322	13,7%	2 161	340	1 821	15,7%
OISE	1 859	1 763	411	1 381	5 414	1 056	4 358	19,5%	5 880	1 259	4 571	21,6%
SOMME	474	438	118	848	1 878	368	1 510	19,6%	2 018	580	1 438	28,7%

DEPARTEMENT	ENSEMBLE DES TITRES DE SEJOUR DELIVRES EN 1998					1997					EVOLUTION GLOBALE DELIVRANCE 1998 / 1997	
	CEE & EEE	CR	CRA	CST	Total	Dont 1ers TITRES	dont RENOUVEL EMENTS	% 1ers TITRES	Total	Dont 1ers TITRES	dont RENOUVEL EMENTS	
PICARDIE	2 804	2 857	663	2 500	8 824	1 634	7 190	18,5%	10 009	2 179	7 830	+1,8%
CHARENTE	576	191	51	221	1 039	337	702	32,4%	1 181	368	813	-12,0%
CHARENTE MARITIME	764	241	53	322	1 380	443	937	32,1%	1 460	524	936	-5,5%
DEUX SEVRES	357	94	21	94	566	176	390	31,1%	609	150	459	-7,1%
VIENNE	712	235	93	952	1 992	701	1 291	35,2%	2 080	948	1 132	-4,2%
Poitou-Charente	2 409	761	218	1 589	4 977	1 657	3 320	33,3%	5 330	1 990	3 340	-6,6%
ALPES DE HAUTE PROVENCE	456	210	73	116	855	240	615	28,1%	956	372	584	-10,6%
ALPES MARITIMES	6 417	2 856	716	4 847	14 836	4 975	9 861	33,5%	14 819	5 070	9 749	0,1%
BOUCHES DU RHONE	3 668	3 332	4 612	7 486	19 098	7 121	11 977	37,3%	19 304	7 168	12 136	-1,1%
HAUTES ALPES	267	113	32	72	484	159	325	32,9%	605	198	407	-20,0%
VAR	2 033	1 567	292	1 066	4 558	1 332	3 626	26,9%	5 960	1 795	4 165	-16,8%
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	14 200	10 206	5 989	14 382	44 777	14 805	29 972	33,1%	46 298	15 732	30 566	-3,3%
AIN	1 575	1 351	137	925	3 988	1 076	2 912	27,0%	4 032	1 220	2 812	-1,1%
ARDECHE	542	382	101	180	1 205	324	881	26,9%	1 256	316	940	-4,1%
DROME	810	843	317	826	2 796	966	1 840	34,2%	3 026	870	2 156	-7,6%
HAUTE SAVOIE	2 313	1 426	283	1 053	5 075	1 438	3 637	28,3%	6 804	1 830	4 974	-25,4%
ISERE	4 295	1 770	1 154	3 061	10 280	3 158	7 122	30,7%	12 012	3 569	8 443	-14,4%
LOIRE	1 502	1 280	717	778	4 277	903	3 374	21,1%	5 890	1 037	4 853	-27,4%
RHONE	6 092	4 415	2 549	5 884	18 940	4 993	13 947	26,4%	20 663	5 992	14 671	-8,3%
SAVOIE	1 475	500	245	472	2 692	671	2 021	24,9%	3 387	1 113	2 274	-20,5%
RHONE-ALPES	18 604	11 967	5 503	13 179	49 253	13 519	35 734	27,4%	57 070	15 947	41 123	-13,7%
Total	155 622	112 972	46 348	187 230	502 172	155 002	347 170	30,9%	569 907	158 809	411 098	27,9%
	31,0%	22,5%	9,2%	37,3%	100,0%							

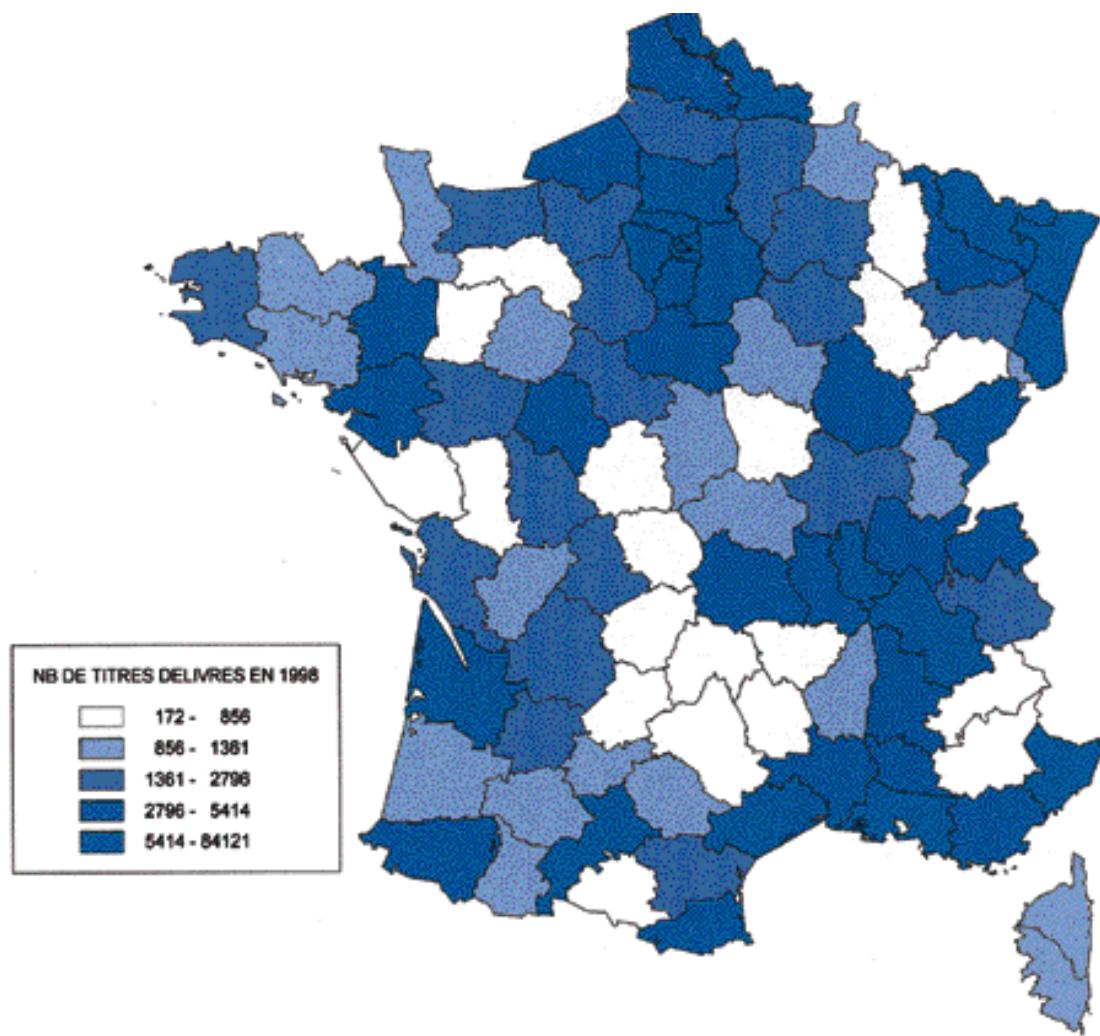
29 – La délivrance de titres de séjour par les préfectures de métropole en 1998 : répartition par titre et motif de délivrance ; part des 1er titres en 1998
 (source AGDREF)

MOTIF DE DELIVRANCE	Part des 1ers titres 1998						Total délivrance en 1998	1ers titres 1988	Part des 1ers titres 1998
	CEE & EEE 10 ans	CEE & EEE 1 an	CEE & EEE 5 ans	CR	CRA 10 ans	CRA 1 an			
ACTIF NON SALARIÉ	2 032	0	666	0	177	1 735	16	31 466	36 082
AGENT D'UN ORGANISME ALGERIEN	0	0	0	0	2	0	0	0	2
APATHIDE JUSTIFIANT 3 ANS DE RESIDENCE	0	0	72	0	0	0	0	72	8
CHOMAGE LORS RENOUVELLEMENT CARTE CEE	0	132	0	0	0	0	0	132	11,1%
CONJOINT ET ENFANT MINEUR (REGROUPEMENT FAMILIAL)	0	0	12 241	0	0	0	0	12 241	8 801
CONJOINT ALGERIEN DE FRANCAIS	0	0	0	0	4 413	0	0	4 413	2 226
CONJOINT ETRANGER DE FRANCAIS	0	0	0	12 177	0	0	0	12 177	4 902
DELIVRANCE APRES 3 ANS DE SEJOUR	0	0	121	638	0	0	0	759	73
DELIVRANCE DE PLEIN DROIT	0	0	14 823	1 745	0	0	0	16 368	4 466
ENFANT ALGERIEN DE FRANCAIS OU ASCENDANT	0	0	0	0	100	0	0	100	46
ENGAGEMENT TRAVAIL < A 1 AN	0	10 207	0	0	0	0	0	10 207	6 242
ENTRE EN FRANCE AVANT L'AGE DE 10 ANS	0	0	0	1 141	0	0	0	1 141	895
ETRANGER ANCIEN COMBATTANT	0	0	0	174	0	0	0	174	105
ETRANGER AVANT SERV DANS LA LEGION ETRANGERE	0	0	158	0	0	0	0	158	91
ETRANGER AVANT STATUT REFUGIE POLITIQUE	0	0	5 462	0	0	0	0	5 462	2 608
ETRANGER JUSTIFIANT 10 ANS DE RESIDENCE	0	0	0	706	0	0	0	706	162
ETRANGER TITULAIRE RENTE ACCIDENT DU TRAVAIL	0	0	91	0	0	0	0	91	56
ETRANGER, PARENT D'ENFANT FRANCAIS	0	0	0	4 910	0	0	0	4 910	1 268
ETUDIANT	0	0	0	0	4 881	0	0	65 230	17 718
MEMBRE DE FAMILLE	37 743	1	3 732	0	2 461	361	0	1 487	9 072
MEMBRE DE FAMILLE D'UN CEE ACTIF	0	575	0	0	0	0	0	575	327
MEMBRE DE FAMILLE D'UN CEE ETUDIANT	0	65	0	0	0	0	0	65	39
MEMBRE DE FAMILLE D'UN CEE SANS PROFESSION	0	1	0	0	0	0	0	1	1
PLEIN DROIT CONJOINT DE FRANCAIS	0	0	996	0	0	0	0	996	578
PLEIN DROIT ENFANT DE TUNISIEN	0	0	34	0	0	0	0	34	16
PLEIN DROIT ENTRE EN FRANCE AVANT 10 ANS	0	0	471	0	0	0	0	471	231
PLEIN DROIT MEMBRE FAMILLE	0	0	387	0	0	0	0	387	251
PLEIN DROIT PARENT ENFANT FRANCAIS	0	0	110	0	0	0	0	110	47
PREMIERE CARTE SEJOUR	0	38	0	0	0	0	0	38	38
RENOUVELLEMENT DE PLEIN DROIT	0	0	56 275	0	0	0	0	56 275	100,0%
RENOUVELLEMENT EN CEE 5 ANS	0	5	0	0	0	0	0	5	0,0%
RENOUVELLEMENT PLEIN DROIT CRA 10 ANS	0	0	0	0	10 871	0	0	10 871	0,0%
RENOUVELLEMENT TITULAIRE TITRE > 3 ANS	0	0	0	11	0	0	0	11	0,0%
RENOUVELLEMENT TITULAIRE TITRE 10 ANS	0	0	902	0	0	0	0	902	0,0%
RESSORTISSANT ALGERIEN	0	0	0	1 387	0	0	0	1 387	382
RESSORTISSANT EUROPEEN NON ACTIF	0	35	0	0	0	0	0	35	30
RESSORTISSANT EUROPEEN ETUDIANT	0	21 291	0	0	0	0	0	21 291	13 791
SALARIE	52 958	0	12 408	0	146	12 569	0	64 455	49 268
SEJOUR EN FRANCE > A 15 ANS	0	0	0	0	166	0	0	166	66
TITULAIRE D'UNE RENTE	0	0	0	0	31	0	0	31	15
VISITEUR	0	0	13 344	0	72	3 512	1	24 532	19 913
MOTIF INCONNU	0	399	0	2 851	113	0	0	3 363	518
Total	92 733	32 749	30 140	112 972	23 463	22 868	17	187 230	502 172
									155 002
									30,9%

*30 – La délivrance de titres de séjour en 1998
principales nationalités représentées*

NATIONALITE	DELIVRANCE GLOBALE		DONT 1ers TITRES DE SEJOUR DELIVRES				
	Nb titres délivrés	% nationalité	Durée supérieure à 1 an	Durée inférieure ou égale à 1 an	Total	% nationalité	Part des 1ers titres
MAROCAINE	61 610	12,3%	8 010	10 341	18 351	11,8%	29,8%
PORTUGAISE	52 961	10,5%	4 879	1 739	6 618	4,3%	12,5%
ALGERIENNE	46 437	9,2%	5 926	6 652	12 578	8,1%	27,1%
ITALIENNE	24 871	5,0%	2 456	2 351	4 807	3,1%	19,3%
TURQUE	23 507	4,7%	3 681	2 961	6 642	4,3%	28,3%
ESPAGNOLE	19 734	3,9%	1 436	2 826	4 262	2,7%	21,6%
TUNISIENNE	19 503	3,9%	1 968	3 167	5 135	3,3%	26,3%
BRITANNIQUE	15 816	3,1%	3 340	4 197	7 537	4,9%	47,7%
ALLEMANDE	15 639	3,1%	3 491	4 056	7 547	4,9%	48,3%
CHINOISE	11 329	2,3%	284	5 075	5 359	3,5%	47,3%
BELGE	10 377	2,1%	2 420	816	3 236	2,1%	31,2%
SENEGALAISE	9 450	1,9%	502	2 355	2 857	1,8%	30,2%
AMERICAINE (USA)	9 207	1,8%	290	3 839	4 129	2,7%	44,8%
MALIENNE	8 489	1,7%	217	3 893	4 110	2,7%	48,4%
POLONAISE	8 237	1,6%	280	1 706	1 986	1,3%	24,1%
JAPONAISE	7 692	1,5%	126	2 843	2 969	1,9%	38,6%
CONGOLAISE	7 564	1,5%	264	2 068	2 332	1,5%	30,8%
ZAIROISE	7 389	1,5%	269	2 602	2 871	1,9%	38,9%
CAMEROUNAISE	7 048	1,4%	255	1 916	2 171	1,4%	30,8%
IVOIRIENNE	6 203	1,2%	352	2 132	2 484	1,6%	40,0%
SUISSE	5 157	1,0%	319	905	1 224	0,8%	23,7%
LIBANAISE	4 932	1,0%	173	875	1 048	0,7%	21,2%
YOUSGOLAVE	4 467	0,9%	313	1 135	1 448	0,9%	32,4%
NEERLANDAISE	4 295	0,9%	1 107	690	1 797	1,2%	41,8%
MAURICIENNE	4 004	0,8%	171		171	0,1%	4,3%
MALGACHE	3 962	0,8%	231	952	1 183	0,8%	29,9%
SUD COREENNE	3 826	0,8%	28	787	815	0,5%	21,3%
HAITIENNE	3 654	0,7%	157	981	1 138	0,7%	31,1%
ROUMAINE	3 554	0,7%	193	1 050	1 243	0,8%	35,0%
CAPVERDIENNE	3 223	0,6%	62	1 209	1 271	0,8%	39,4%
CANADIENNE	3 133	0,6%	134	1 331	1 465	0,9%	46,8%
RUSSE	3 006	0,6%	211	1 080	1 291	0,8%	42,9%
SRI LANKAISE	2 880	0,6%	694	503	1 197	0,8%	41,6%
IRANIENNE	2 669	0,5%	134	333	467	0,3%	17,5%
BRESILIENNE	2 632	0,5%	127	889	1 016	0,7%	38,6%
VIETNAMIENNE	2 597	0,5%	308	612	920	0,6%	35,4%
GUINEENNE	2 499	0,5%	60	923	983	0,6%	39,3%
SUEDOISE	2 492	0,5%	424	1 161	1 585	1,0%	63,6%
GABONAISE	2 434	0,5%	51	399	450	0,3%	18,5%
TOGOLAISE	2 432	0,5%	118	480	598	0,4%	24,6%
COMORIENNE	2 258	0,4%	140	1 016	1 156	0,7%	51,2%
GRECQUE	2 136	0,4%	145	487	632	0,4%	29,6%
INDIENNE	2 113	0,4%	287	627	914	0,6%	43,3%
PHILIPPINE	2 042	0,4%	62	1 176	1 238	0,8%	60,6%
ANGOLAISE	1 947	0,4%	68	681	749	0,5%	38,5%
BULGARE	1 897	0,4%	45	573	618	0,4%	32,6%
EGYPTIENNE	1 864	0,4%	97	669	766	0,5%	41,1%
PAKISTANAISE	1 861	0,4%	268	464	732	0,5%	39,3%
CAMBODGIENNE	1 844	0,4%	359	273	632	0,4%	34,3%
MAURITANIENNE	1 840	0,4%	116	552	668	0,4%	36,3%
COLOMBIENNE	1 793	0,4%	62	629	691	0,4%	38,5%
BENINOISE	1 749	0,3%	69	410	479	0,3%	27,4%
MEXICAINE	1 618	0,3%	52	630	682	0,4%	42,2%
IRLANDAISE	1 503	0,3%	290	544	834	0,5%	55,5%
Total (ensemble des nationalités)	502 172	100%	50 377	104 625	155 002	100%	30,9%

31 – Répartition géographique des titres de séjour délivrés en 1998



2.2 – Les premiers titres de séjour

Note méthodologique

Les chiffres présentés dans cette partie ne correspondent pas nécessairement à des entrées physiques sur le territoire. En effet, les titres délivrées pendant une année peuvent correspondre :

- à des entrées réelles au cours de l'année
- à des régularisations
- à des changements de statut d'étrangers présents en situation régulière sous couvert de leur document de voyage et, le cas échéant d'un visa de court séjour (3 mois au plus) et qui passent en catégorie long séjour
- à des étrangers mineurs rentrés au titre du regroupement familial, qui se présentent en préfecture à leur majorité pour obtenir un titre de séjour.

En outre, ne sont répertoriés ni les étrangers auxquels sont délivrés des titres précaires : autorisation provisoire de séjour (APS) ou récépissé de demande de premier titre de séjour, ni les titulaires de cartes diplomatiques.

Ce document ne fait pas explicitement référence aux nouveaux motifs de délivrance de titres de séjour créés par la loi du 11 mai 1998 : « vie privée et familiale », « scientifique », « artiste », « asile territorial », et « retraité ». Cependant, les premiers titres de séjour délivrés en 1998 en application de la Loi du 11 mai sont, bien entendu, pris en compte dans ce bilan. Ils font, par ailleurs, l'objet d'un commentaire spécifique dans une autre partie du présent rapport

2.2.1 – PRESENTATION GENERALE

En 1998, les préfectures ont délivré 155 002 premiers titres de séjour à des étrangers nés hors de France contre 158 809 en 1997 (- 2,4 %), 130 275 en 1996 (+ 19 %), 124 980 en 1995 (+ 24 %) et 130 442 en 1994 (+ 18,8 %). Les femmes représentent 52 % des étrangers ayant reçu un premier titre de séjour en 1998.

Le nombre global de premiers titres de séjour délivrés en 1998 (toute durée confondue) est légèrement inférieur à celui de 1997, la hausse des titres d'un an et moins ne compensant pas tout à fait la baisse des titres de plus d'un an ; cependant, le chiffre global de 1998 reste très supérieur à celui de 1996.

– Le nombre de premiers titres de séjour d'une durée de validité supérieure à un an (titres longs) délivrés à des étrangers nés hors de France s'élève en 1998 à 50 377 (32,5 % des titres délivrés) contre 61 929 (39 % des titres) en 1997, soit une baisse de 18,7 %, 61 512 en 1996 (47,2 % des titres), 61 033 en 1995 (48,8 %) et 67 057 en 1994 (51,4 %). Sur la période de 1994 à 1998, une baisse de 25 % est relevée sur cette catégorie de titres de séjour.

– Le nombre de premiers titres de séjour d'une durée de validité inférieure ou égale à un an et ceux délivrés en qualité d'étudiant (titres courts) s'élève en 1998 à 104 625 contre 96 880 en 1997, soit une augmentation de 8 %, 68 763 en 1996, 63 947 en 1995 et 63 385 en 1994. Sur la période de 1994 à 1998, une augmentation de 65 % est relevée sur cette catégorie de titres de séjour. En 1998, les étudiants représentent 30 % des titres courts délivrés contre 38 % en 1997 et 50,9 % en 1996.

Les chiffres élevés de 1997 et 1998 (en cumul sur les deux années : + 71 000 par rapport à la moyenne annuelle des années antérieures) reflètent l'impact de l'opération de régularisation et de la nouvelle législation.

32 – premiers titres de séjour délivrés de 1994 à 1998

TOTAL DES 1^{ERS} TITRES DELIVRES DE 1994 A 1998

Catégories de titres	Nombre de premiers titres en 1994	Part de chaque catégorie de titre en 1994	Nombre de premiers titres en 1995	Part de chaque catégorie de titre en 1995	Evolution 1995 / 1994	Nombre de premiers titres en 1996	Part de chaque catégorie de titre en 1996	Evolution 1996 / 1995
CRA1 an	3 002	2,3%	2 649	2,1%	-11,8%	3 264	2,5%	23,2%
CEE & EEE 1 an	19 467	14,9%	21 690	17,4%	11,4%	22 796	17,5%	5,1%
CEE & EEE 5 ans	22 884	17,5%	21 542	17,2%	-5,9%	20 777	15,9%	-3,6%
CEE & EEE 10 ans	5 629	4,3%	5 178	4,1%	-8,0%	5 575	4,3%	7,7%
CRA2 ans, 10 ans	8 003	6,1%	5 086	4,1%	-36,4%	5 209	4,0%	2,4%
CST	40 916	31,4%	39 608	31,7%	-3,2%	42 703	32,8%	7,8%
CR	30 541	23,4%	29 227	23,4%	-4,3%	29 951	23,0%	2,5%
TOTAL	130 442	100,0%	124 980	100,0%	-4,2%	130 275	100,0%	4,2%

Catégories de titres	Nombre de premiers titres en 1997	Part de chaque catégorie de titre en 1997	Evolution 1997 / 1996	Nombre de premiers titres en 1998	Part de chaque catégorie de titre en 1998	Evolution 1998 / 1997	Evolution 1998 / 1994
CRA1 an	7 146	4,5%	118,9%	6 643	4,2%	-7,0%	121,3%
CEE & EEE 1 an	23 144	14,6%	1,5%	20 784	13,1%	-10,2%	6,8%
CEE & EEE 5 ans	19 910	12,5%	-4,2%	16 010	10,1%	-19,6%	-30,0%
CEE & EEE 10 ans	5 796	3,6%	4,0%	5 221	3,3%	-9,9%	-7,2%
CRA2 ans, 10 ans	6 941	4,4%	33,3%	5 888	3,7%	-15,2%	-26,4%
CST	66 590	41,9%	55,9%	77 198	48,6%	15,9%	88,7%
CR	29 282	18,4%	-2,2%	23 258	14,6%	-20,6%	-23,8%
TOTAL	158 809	100,0%	21,9%	155 002	97,6%	-2,4%	18,8%

1 – DUREE DE VALIDITE DU TITRE > 1 AN

Catégories de titres	Nombre de premiers titres en 1994	Part de chaque catégorie de titre en 1994	Nombre de premiers titres en 1995	Part de chaque catégorie de titre en 1995	Evolution 1995 / 1994	Nombre de premiers titres en 1996	Part de chaque catégorie de titre en 1996	Evolution 1996 / 1995
CEE & EEE 5 ans	22 884	34,1%	21 542	35,3%	-5,9%	20 777	33,8%	-3,6%
CEE & EEE 10 ans	5 629	8,4%	5 178	8,5%	-8,0%	5 575	9,1%	7,7%
CRA2 ans, 10 ans	8 003	11,9%	5 086	8,3%	-36,4%	5 209	8,5%	2,4%
CR	30 541	45,5%	29 227	47,9%	-4,3%	29 951	48,7%	2,5%
TOTAL	67 057	100,0%	61 033	100,0%	-9,0%	61 512	100,0%	0,8%

Catégories de titres	Nombre de premiers titres en 1997	Part de chaque catégorie de titre en 1997	Evolution 1997 / 1996	Nombre de premiers titres en 1998	Part de chaque catégorie de titre en 1998	Evolution 1998 / 1997	Evolution 1998 / 1994
CEE & EEE 5 ans	19 910	32,1%	-4,2%	16 010	25,9%	-19,6%	-30,0%
CEE & EEE 10 ans	5 796	9,4%	4,0%	5 221	8,4%	-9,9%	-7,2%
CRA2 ans, 10 ans	6 941	11,2%	33,3%	5 888	9,5%	-15,2%	-26,4%
CR	29 282	47,3%	-2,2%	23 258	37,6%	-20,6%	-23,8%
TOTAL	61 929	100,0%	0,7%	50 377	81,3%	-18,7%	-24,9%

2 – DUREE DE VALIDITE DU TITRE < OU = 1 AN ET ETUDIANTS

Catégories de titres	Nombre de premiers titres en 1994	Part de chaque catégorie de titre en 1994	Nombre de premiers titres en 1995	Part de chaque catégorie de titre en 1995	Evolution 1995 / 1994	Nombre de premiers titres en 1996	Part de chaque catégorie de titre en 1996	Evolution 1996 / 1995
CRA1 an	3 002	4,7%	2 649	4,1%	-11,8%	3 264	4,7%	23,2%
CEE & EEE 1 an	19 467	30,7%	21 690	33,9%	11,4%	22 796	33,2%	5,1%
CST	40 916	64,6%	39 608	61,9%	-3,2%	42 703	62,1%	7,8%
TOTAL	63 385	100,0%	63 947	100,0%	0,9%	68 763	100,0%	7,5%

Catégories de titres	Nombre de premiers titres en 1997	Part de chaque catégorie de titre en 1997	Evolution 1997 / 1996	Nombre de premiers titres en 1998	Part de chaque catégorie de titre en 1998	Evolution 1998 / 1997	Evolution 1998 / 1994
CRA1 an	7 146	7,4%	118,9%	6 643	6,9%	-7,0%	121,3%
CEE & EEE 1 an	23 144	23,9%	1,5%	20 784	21,5%	-10,2%	6,8%
CST	66 590	68,7%	55,9%	77 198	79,7%	15,9%	88,7%
TOTAL	96 880	100,0%	40,9%	104 625	108,0%	8,0%	65,1%

2.2.2 – LES TITRES D'UNE DUREE DE VALIDITE SUPERIEURE A 1 AN PRESENTATION

En 1998, 50 377 étrangers ont été munis de tels titres. Parmi eux, 47 % sont présumés être arrivés sur le territoire en 1998 et 28 % avant 1996. L'importance de ce taux peut laisser supposer qu'une majorité d'entre eux est composée d'enfants entrés au titre du regroupement familial qui, à leur majorité, se présentent en préfecture pour obtenir un titre de séjour. Cette hypothèse se confirme par ailleurs en corrélant la date d'entrée et le motif de délivrance de titre. Ainsi, 46,6 % des 17 783 titres délivrés en tant que « membre de famille » correspondent à des étrangers entrés avant 1996 sur le territoire français. La part des jeunes de 16 à 18 ans présumés être entrés en France avant 1996 est de 23,7 % de l'ensemble des titres longs. Ces taux sont identiques à ceux présentés dans le bilan de 1997.

Une étude sur l'âge des étrangers auxquels a été délivré un titre long, portant sur près de 92 % des titres délivrés, permet d'établir que les 16 – 24 ans représentent 41,8 % (44 % en 1997) des 50 377 titres recensés, les 25 – 49 ans représentent 46 % contre 43,4 % en 1997 et les plus de 50 ans 12,3 %. Cette répartition ressemble à celle de 1997, malgré une baisse de la part des jeunes. Parmi les titulaires de cartes de séjour « membre de famille », 42, % sont âgés de 16 à 18 ans contre 49,3 % en 1997.

Une analyse du statut matrimonial portant sur la même population révèle que près de 46,7 % de ces étrangers sont célibataires en 1998 contre 45,2 % en 1997 et 50 % en 1996. Par ailleurs, 31,2 % sont mariés avec un étranger et 17,8 % avec un Français, contre 28,4 % et 16 % en 1997.

Les données relatives à la catégorie socioprofessionnelle de ces étrangers ne sont pas assez complètes et précises pour être détaillées. En 1998, l'examen des éléments recensés, indépendamment du motif de délivrance du titre de séjour, révèle que 36,7 % des dossiers concernent des « employés » contre 32 % en 1997. Les inactifs représentent 19 % de la population concernée.

33 – REPARTITION DES PREMIERS TITRES DE SEJOUR LONGS DELIVRES EN 1998 PAR TITRE ET MOTIF DE DELIVRANCE

(SOURCE AGDREF)

référence du titre libellé du motif	CR	CRA 2 & 10 ANS	CEE & EEE 5 ANS	CEE & EEE 10 ANS	SOUS-TOTAL > 1 AN	REPRESENTATION EN % DE CHAQUE MOTIF
membre de famille	10 102	2 698	2 407	2 576	17 783	35,3%
famille de français	7 129	2 455	15	1 764	11 363	22,6%
S/Total « FAMILLE »	17 231	5 153	2 422	4 340	29 146	57,9%
actif non salarié		16	393	42	451	0,9%
salarié		14	7 147	839	8 000	15,9%
S/Total « TRAVAIL »		30	7 540	881	8 451	16,8%
visiteur		10	6 048		6 058	12,0%
réfugié & apatride	2 616				2 616	5,2%
ancien combattant	196				196	0,4%
rente accident du travail	56	15			71	0,1%
présence de longue durée	150	111			261	0,5%
<i>dont 16 à 18 ans</i>	63	24			87	
motif non déterminé	3 009	569			3 578	7,1%
<i>dont 16 à 18 ans</i>	1 982	421			2 403	4,8%
TOTAL	23 258	5 888	16 010	5 221	50 377	100%
% TITRE/TOTALDELIVRE	46,17%	11,69%	31,78%	10,36%		

ORIGINE GEOGRAPHIQUE DES ETRANGERS MUNIS DE TITRES D'UNE DUREE DE VALIDITE SUPERIEURE A 1 AN EN 1998

Ces étrangers sont, pour 52,4 % (+ 0,2 % par rapport à 1997) d'entre eux, originaires d'un pays d'Europe (à laquelle est rattachée la Turquie), 38,6 % sont Africains (- 0,4 %), 6,6 % sont Asiatiques (+ 0,1 %), 2,2 % sont Américains (- 0,1 %).

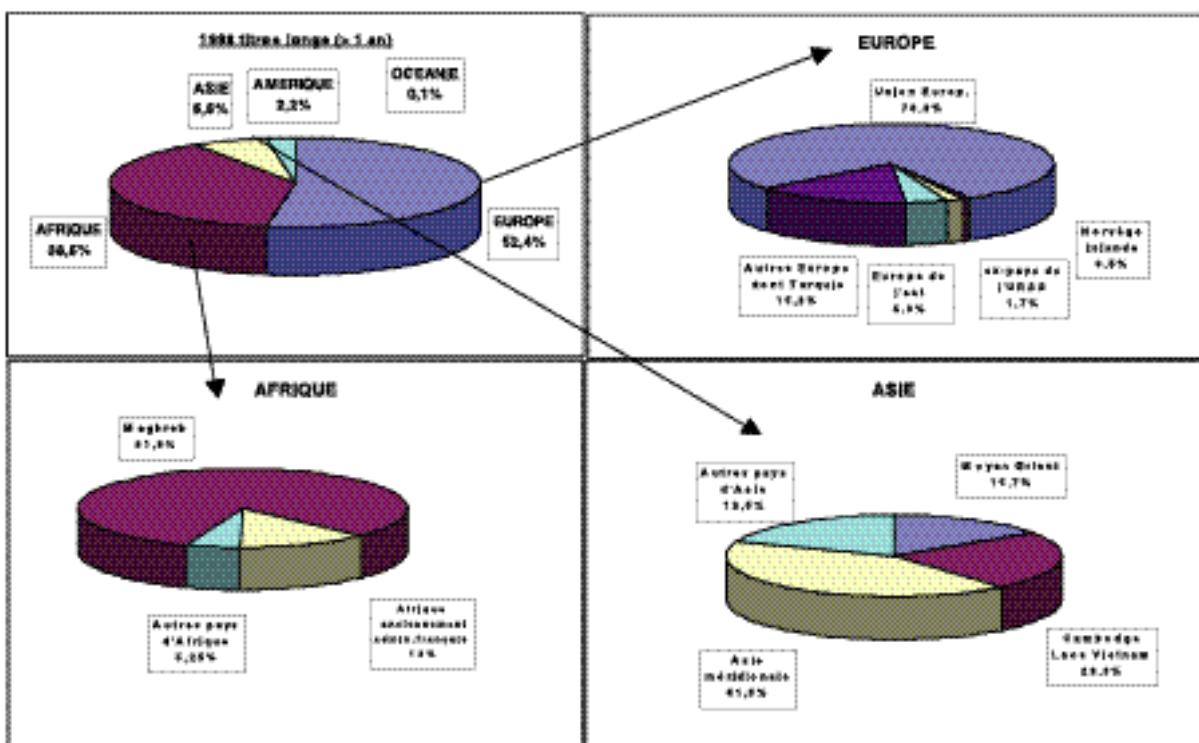
Les Européens : 26 387 personnes contre 32 291 en 1997 soit une baisse de 18,3 %

En 1998, 20 666 personnes sont originaires d'un pays de l'Espace Economique Européen, soit une baisse de 17,4 % par rapport à 1997 ; 3 681 sont Turcs (- 20,6 %), 1 141 sont originaires de l'Europe de l'Est (- 27 %), 319 sont Suisses (- 29 %) et 445 sont ressortissants d'un pays de l'ex-URSS (- 0,2 %)

Les Africains : 19 455 contre 24 134 en 1997 soit une baisse de 19,4 %

Les nouveaux titres pour ces étrangers représentent 38,6 % de l'ensemble des titres délivrés en 1998 (39 % en 1997). Ce sont pour 81,8 % des Maghrébins (- 18,8 % par rapport à 1997), pour 13 % des ressortissants originaires d'un pays d'Afrique subsaharienne autrefois sous administration française (12,2 % en 1997). Les pays inclus sous l'intitulé Afrique subsaharienne autrefois sous administration française sont les suivants : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Gambie, Guinée, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad et Togo.

34 : Répartition, par zone géographique d'origine, des titulaires de premiers titres longs délivrés en 1998



Les Américains : 1 127 contre 1 406 en 1997 soit une diminution de 19,8 %

Les ressortissants du continent américain représentent 2,2 % de l'ensemble des nouveaux détenteurs de titres de séjour. Ils proviennent à 37,6 % d'Amérique du Nord, 41 % d'Amérique Centrale et du Sud, en particulier du Brésil, et 21,3 % des Caraïbes, essentiellement d'Haiti.

Les Asiatiques : 3 330 contre 4 003 en 1997 soit une baisse de 16,8 %.

Ils représentent, en 1998, 6,6 % des nouveaux titulaires de titres de séjour. 23,3 % sont originaires du Cambodge, Laos et Vietnam (- 25 % par rapport à 1997), 15,7 % du Moyen Orient (- 21 %) ; les autres ressortissants Asiatiques représentent 60 % de l'ensemble dont 20,8 % pour les Sri-Lankais (- 17,7 %), 8,5 % contre 9,8 % en 1997 pour les Chinois (- 28 %), 8,6 % contre 7 % en 1997 pour les Indiens (- 1,8 %), 8 % contre 5,6 % en 1997 pour les Pakistanais (+ 20,2 %) et 3,8 % pour les Japonais (- 13,7 %).

Les Océaniens : 65 contre 79 soit une baisse de 17,7 %

LES MOTIFS DE DELIVRANCE DES TITRES DE SEJOUR

(cf. tableau n° 2 et annexe n° II)

Les membres de famille d'étrangers résidant en France et de Français

Dans cette catégorie figurent les personnes entrées au titre du regroupement familial selon l'article 29 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 modifiée, les membres étrangers de famille de Français et les membres de famille de réfugié ou apatride qui obtiennent de plein droit un titre de séjour en application de l'article 15 de ladite ordonnance. Les parents algériens d'enfants français ne sont pas inclus puisque l'accord franco-algérien de 1985 dans sa rédaction actuelle ne prévoit pas la délivrance d'un titre de plein droit.

Sont également comptabilisés les ressortissants de l'Espace Economique Européen qui obtiennent un titre d'une durée de 5 ans ou de 10 ans.

En 1998, 29 146 premiers titres de membre de famille (membre de famille de Français compris) ont été délivrés, soit – 18,7 % par rapport à 1997. 6 762 titres (23,2 %) sont des cartes de séjour de l'Espace Economique Européen, soit – 21 % par rapport à 1997.

a – Les membres de famille d'étrangers résidant en France

En 1998, 17 783 personnes ont été munies de titres de membre de famille. 53,7 % des détenteurs de ces titres proviennent d'Afrique (dont 91,5 % sont originaires du Maghreb), 40,5 % d'un pays européen, Turquie comprise, (dont 62,7 % de l'Union Européenne), 4,3 % d'Asie, 1,4 % d'Amérique et 0,1 % d'Océanie. Ces taux sont identiques à ceux de 1997.

La majorité de ces nouveaux détenteurs de titres sont originaires de pays où les flux d'émigration vers la France sont anciens. De plus, le fait que ces personnes sont entrées pour la plupart d'entre elles avant 1996 (46,6 %) renforce l'idée que ces étrangers sont arrivés en France au titre du regroupement familial et se présentent à leur majorité en préfecture pour solliciter un titre de séjour.

La comparaison des données de 1998 avec celles de 1997 révèle une baisse de 22,5 % pour ce motif. Cette tendance est constante d'un continent ou d'un groupe de nationalités à l'autre :

- une baisse de 21,4 % concerne les ressortissants européens avec une diminution de 19,4 % pour l'Espace Economique Européen (– 21,6 % pour les Portugais), une baisse de 10 % pour les ressortissants de l'ex-URSS et de 38,4 % pour les autres pays de l'Est. Les effectifs des ressortissants Suisses sont en baisse de 7,8 % tandis que ceux des Turcs de 23,6 %.
- une diminution de 23,5 % est relevée pour l'ensemble des nationalités africaines avec – 23 % pour le Maghreb, – 15,2 % pour les anciennes colonies françaises d'Afrique et – 46,7 % pour les autres nationalités africaines.
- une baisse de 22 % pour les nationalités américaines avec – 2,8 % pour l'Amérique du Nord,
- 16,2 % pour l'Amérique centrale et du Sud et – 45 % pour les nationalités des Caraïbes dont – 49 % pour les Haïtiens.
- une diminution de 20,6 % pour les ressortissants asiatiques avec – 3,7 % pour les représentants de l'Asie Méridionale (avec cependant une hausse de 40 % pour les Pakistanais), et – 34,6 % pour ceux du Moyen Orient (– 37,5 % pour les Libanais) et – 29,2 % pour les autres nationalités asiatiques dont – 30 % pour les Chinois.
- les effectifs (peu nombreux) originaires d'Océanie augmentent de 23,3 %.

b – les membres de famille de Français

En 1998, 11 363 étrangers ont été munis d'une première carte en tant que membres de famille de Français, 53,7 % d'entre eux sont des Africains, 27,8 % Européens (Turcs compris), 8,9 % Asiatiques, 6 % Américains et 0,3 % Océaniens.

La comparaison des données de 1998 avec celles de 1997 révèle une baisse de 12 % pour ce motif. Cependant le taux d'évolution varie d'un continent ou d'un groupe de nationalités à l'autre :

- une baisse de 19,3 % concerne les ressortissants européens avec une diminution de 25,6 % pour l'Espace Economique Européen, une baisse de 3 % pour les ressortissants de l'ex-URSS et une baisse de 22,3 % pour les autres pays de l'Est. Les effectifs des ressortissants Suisses sont en baisse de 34 % tandis que ceux des Turcs augmentent de 26,5 %.
- une baisse de 8,6 % est relevée pour l'ensemble des nationalités africaines avec – 7,4 % pour le Maghreb (– 3,7 % pour les Algériens), – 8,2 % pour les anciennes colonies françaises d'Afrique avec, cependant + 11,3 % pour les Maliens, et – 24,8 % pour les autres nationalités africaines (– 27,7 % pour les ex-Zaïrois).

- une diminution de 14,4 % pour les nationalités américaines avec une baisse de 23 % pour l'Amérique du Nord, de 11,2 % pour l'Amérique centrale et du Sud et une augmentation de 10,2 % pour les nationalités des Caraïbes (+ 20 % pour les Haïtiens).
- une baisse globale de 5 % pour les ressortissants asiatiques avec + 7,7 % pour les représentants de l'Asie Méridionale (Sri Lanka : + 14,7 %, Inde +18 %) et – 10,2 % pour ceux du Moyen Orient (– 16 % pour les Libanais) et – 11,3 % pour les autres nationalités asiatiques dont – 9 % pour les Chinois.

Les actifs salariés

Dans cette catégorie, sont comptabilisées des personnes munies d'un contrat de travail à durée indéterminée ou d'une durée supérieure ou égale à 1 an. Elles sont munies, pour 89,3 %, de cartes de séjour d'une durée de validité de cinq ans (Cartes de la Communauté Economique Européenne ou de l'Espace Economique Européen).

En 1998, 8 000 personnes ont été munies de ces titres. Ils sont originaires à 99,8 % d'un pays membre de l'Union Européenne dont 27 % du Portugal, et à 0,2 % d'Algérie.

La part des Algériens s'explique par la régularisation des parents d'enfants français effectuée en 1998 à qui les préfectures octroient un titre portant la mention « salarié. »

La comparaison des données de 1998 avec celles de 1997 révèle une diminution de 6 % pour ce motif, dont 6,8 % pour les ressortissants originaires des pays membres de l'union Européenne (– 14,6 % pour les Portugais).

Les actifs non salariés

Dans cette catégorie, figurent les étrangers qui sont essentiellement commerçants, artisans ou industriels. Ce sont essentiellement des ressortissants de l'Espace Economique Européen en possession d'une carte d'une durée de validité de 5 ans.

En 1998, 451 nouvelles personnes ont été considérées comme « actifs non salariés » (– 13 % par rapport à 1997). 96 % d'entre elles proviennent de l'Union Européenne, 3,8 % d'Algérie et 0,2 % d'Asie.

Les visiteurs⁽¹⁾

Cette catégorie regroupe les étrangers qui justifient pouvoir vivre en France de leurs ressources personnelles sans avoir à exercer une activité professionnelle. Ils ne doivent pas être confondus avec des touristes.

En 1998, 6.058 premiers titres de cette nature ont été ainsi délivrés. Les étrangers détenteurs de ces cartes sont originaires à 99,4 % d'un pays membre de l'Union Européenne dont 28,3 % d'Allemagne.

La comparaison des données de 1998 avec celles de 1997 révèle une baisse de 25,7 % pour ce motif, touchant toutes les nationalités.

Les réfugiés

Sont comptabilisées dans cette rubrique, les personnes qui ont obtenu le statut de réfugié de l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (OFPRA) au cours de l'année mais aussi antérieurement.

En 1998, 2 616 nouveaux titres en qualité de réfugié (– 20,4 % par rapport à 1997) ont été délivrés à des étrangers venant pour 64,4 % d'entre eux des pays ou groupes de pays suivants :

⁽¹⁾ Les ressortissants de l'Espace Economique Européen sans profession, retraités ou pensionnés ont été inclus dans cette catégorie.

Cambodge+Laos+Vietnam (519), Sri-Lanka (468), Turquie (353) 4 nationalités de l'ex-Yougoslavie (223), et ex-Zaïre (123).

Par rapport à 1997, une baisse de 43 % est relevée pour les Vietnamiens, de 53,6 % pour les Laotiens et une hausse de 6,6 % pour les Cambodgiens (289). Le nombre de ressortissants du Sri Lanka diminue de 18,2 % et les Turcs de 25 % ; les effectifs originaires de l'ex-Yougoslavie diminuent de 15,5 % et les ex-Zaïrois de 44 %.

Ces nouveaux détenteurs de titres de séjour en qualité de réfugié sont, pour une grande partie d'entre eux, des enfants entrés en France il y a plusieurs années avec leurs parents, ceux-ci ayant obtenu le statut de réfugié. A leur majorité, ces jeunes demandent à bénéficier d'un titre de séjour en qualité d'enfant de réfugié. Cette hypothèse se confirme en étudiant la date d'entrée sur le territoire : 52,3 % des intéressés sont entrés avant 1996, et l'âge : la proportion de 16 – 18 ans est de 35,2 % de l'ensemble et les 16 – 24 ans représentent 56,4 %.

Les autres motifs

Cette rubrique, qui constitue un volume non négligeable comprend :

a) – présence de longue durée

150 étrangers munis de cartes de résident qui ont justifié être en situation régulière sur le territoire français depuis plus de 10 ans et 111 titulaires de certificat de résidence algérien d'une durée de validité de 10 ans qui ont justifié par tous moyens résider en France depuis plus de 15 ans (– 66 % par rapport à 1997). 83 % de ces étrangers sont Africains (dont 82,5 % sont Maghrébins), 7,7 % sont Européens (dont 70 % sont Turcs), 5 % sont Asiatiques et 3,4 % originaires du continent Américain. 33 % de ces étrangers étaient âgés de 16 à 18 ans en 1998.

b) – motif non déterminé

3 578 étrangers, dont 569 ressortissants algériens, dont le motif de délivrance n'a pas été renseigné de façon assez précise par les préfectures et pour lesquels l'examen de la situation matrimoniale ne permet pas un classement en « membre de famille ». En 1998, 62 % d'entre eux étaient âgés de 16 à 18 ans et près de 75 % présentent une date d'entrée en France antérieure à 1996. Il est probable qu'une partie de ces 3.578 titres aurait dû figurer sous les rubriques « réfugié », « membre de famille » ou « membre de famille de Français ».

La comparaison des données de 1998 avec celles de 1997 révèle une baisse de 21 % pour ce motif.

c) – Ancien combattant

196 cartes de résident ont été délivrées à ce titre en 1998 (– 14,4 % par rapport à 1997), dont 39 % à des Marocains.

d) – Rente accident du travail

71 cartes de résident ont été délivrées à ce titre en 1998 (– 1,4 % par rapport à 1997), dont 38 % à des Marocains.

2.2.3 – LES TITRES D'UNE DUREE DE VALIDITE D'UN AN OU DE MOINS D'UN AN PRESENTATION

Au travers des cartes délivrées, les situations repérées sont les suivantes :

- étudiants
- visiteurs (les stagiaires font partie de cette rubrique)
- bénéficiaires d'une autorisation provisoire de travail
- salariés

– actifs non salariés. Une partie des travailleurs saisonniers est comprise sous cet intitulé. La majeure partie des travailleurs saisonniers sont munis d'autorisations provisoires de séjour mais certaines préfectures leur délivrent un titre de séjour temporaire portant la mention « actif non salarié » et dont la durée de validité correspond à la durée de leur contrat ;

– membres de famille

En 1998, 104 625 premiers titres d'une durée de validité d'un an ou de moins d'un an ont été délivrés dont 30 % à des étudiants (38 % en 1997). Viennent ensuite les salariés : 39,4 % (32,6 % en 1997), les visiteurs : 13,2 % (16,6 % en 1997), les actifs non salariés : 9,8 % (2,2 % en 1997), les bénéficiaires d'une autorisation provisoire de travail : 6 % (8 % en 1997), et en proportion moindre les membres de famille : 1,1 % (2,4 % en 1997).

L'analyse de l'âge pour environ 93 % de cette population permet d'estimer que 35,2 % (40,4 % en 1997) ont de 16 à 24 ans, 59,7 % ont de 25 à 49 ans et 5 % ont plus de 50 ans. Une moyenne d'âge plus élevée pour les nouveaux titulaires de titres courts est, dans l'ensemble, relevée. Par ailleurs 51,7 % de ces étrangers sont de sexe féminin contre 56,3 % en 1997.

Par rapport à 1997, l'augmentation globale des titres de courte durée délivrés (8 %) est, en partie, motivée par l'application de la circulaire du 24 juin 1997 relative à l'examen des dossiers des ressortissants étrangers en situation irrégulière et par l'entrée en vigueur de la loi du 11 mai 1998. Le nombre de premières cartes de séjour délivrées dans le cadre de l'opération de régularisation peut être estimé à environ 48 100 en 1998 (étrangers majeurs).

Le nombre de premiers titres délivrés à des étudiants baisse de 14,5 % de 1997 à 1998.

35 – REPARTITION DES PREMIERS TITRES DE SEJOUR COURTS DELIVRES EN 1998 PAR TITRE ET MOTIF DE DELIVRANCE

référence du titre libellé du motif	CRA 1 AN	CEE & EEE 1 AN	CST < 1 AN	CST = 1 AN	SOUS-TOTAL < ou = 1 AN	REPRESENTATION EN% DE CHAQUE MOTIF
membre de famille	96	417	490	128	1 131	1,1%
S/Total « FAMILLE »	96	417	490	128	1 131	1,1%
engagement travail < 1 an actif non salarié	165	6 243	8 150	1 986	6 243	6,0%
salarié	4 672		32 690	3 906	10 301	9,8%
S/Total « TRAVAIL »	4 837	6 243	40 840	5 892	41 268	39,4%
visiteur	1 194		9 827	2 819	13 840	55,3%
étudiant	516	13 791	12 576	4 626	31 509	13,2%
motif non déterminé <i>dont 16 à 18 ans</i>		303			303	30,1%
		3				0,3%
TOTAL	6 643	20 784	63 733	13 465	104 625	100,0%
% TITRE/TOTALDELIVRE	6,35%	19,87%	60,92%	12,87%		

ORIGINE GEOGRAPHIQUE DES ETRANGERS MUNIS DE TITRES D'UNE DUREE DE VALIDITE INFERIEURE OU EGALE A 1 AN EN 1998

Ces ressortissants étrangers sont, pour 31 % d'entre eux, originaires d'un pays d'Europe (à laquelle est rattachée la Turquie) contre 38 % en 1997, 43,7 % sont Africains contre 38,3 % en 1997, 15 % sont Asiatiques et 9,3 % sont Américains. Les Océaniens ne représentent que 0,4 % de l'ensemble. La nationalité n'a pu être déterminée pour 0,6 % des éléments étudiés.

Les Européens : 32 532 personnes contre 34.088 en 1997 soit une baisse de 4,6 %

En 1998, 20 837 personnes sont originaires d'un pays de l'Espace Economique Européen, 5.777 sont originaires de l'Europe de l'Est (hors ex-URSS), 2 008 sont ressortissants d'un pays de l'ex-URSS. Les Européens représentent 31 % de l'ensemble des titres courts délivrés dans l'année et les ressortissants communautaires 19,5 %.

Par rapport à 1997, le nombre de ressortissants des pays de l'Espace Economique Européen baisse de 11 %. Parmi les autres nationalités, le nombre de ressortissants des pays de l'Est (hors ex-URSS) augmente de 12,6 % et le nombre des « autres européens », dont les Turcs (+23 %), augmente de 11 %.

Les Africains : 45 723 contre 36 373 en 1997 soit une augmentation de 25,7 %

Les nouveaux titres pour ces étrangers représentent 43,7 % de l'ensemble des titres délivrés en 1998 contre 37,5 % en 1997. Ce sont pour 44 % des Maghrébins, pour 39 % des ressortissants originaires d'un pays d'Afrique subsaharienne autrefois sous administration française et pour 17 % pour les autres nationalités africaines.

Par rapport à 1997, on peut relever une augmentation de 21,8 % pour les ressortissants du Maghreb, de 41,8 % pour les ressortissants africains originaires d'un pays d'Afrique Subsaharienne autrefois sous administration française et de 6,6 % pour les autres ressortissants africains.

Les Américains : 9 726 contre 10 505 soit une baisse de 7,4 %

Les ressortissants du continent américain proviennent à plus de 85 % de 6 pays : Etats Unis d'Amérique (39,5 %), Canada (13,7 %), Haïti (10 %), Brésil (9 %), Colombie (6,5 %) et Mexique (6,5 %).

Les Asiatiques : 15 640 contre 13 549 soit une augmentation de 15,5 %.

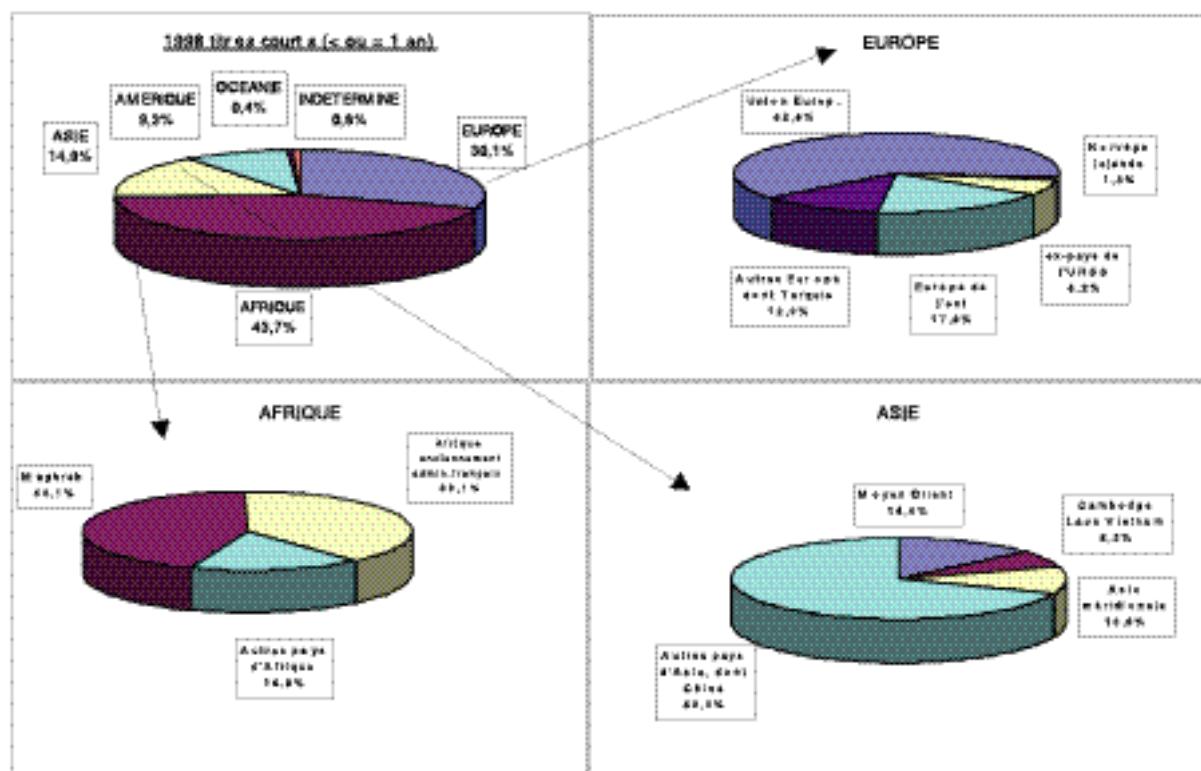
6 % sont originaires du Cambodge, Laos et Vietnam, 14 % du Moyen Orient dont 40,4 % de Libanais ; les autres ressortissants asiatiques représentent 80 % de l'ensemble dont 32,4 % pour les Chinois et 18 % pour les Japonais.

Par rapport à 1997, la population étrangère originaire des pays d'Asie augmente pour les principales nationalités représentées : les Chinois (+54,8 %), les Philippins (+ 169 %), les Sri Lankais (+ 68,2 %) et les Indiens (+ 13,4 %) : le nombre de ressortissants du Sud-Est asiatique augmente de 10 %, du Moyen Orient de 2,8 %. Le nombre des autres ressortissants, hors Chinois, baisse de 5,3 % (- 11 % pour les Japonais et - 46,7 % pour les Sud Coréens).

Les Océaniens : 402 contre 385 soit une hausse de 4,4 %

On compte parmi eux essentiellement des Australiens (78 %) et des Néo-zélandais (17,7 %).

36 : Répartition, par zone géographique d'origine, des titulaires de premiers titres courts délivrés en 1998



LES MOTIFS DE DELIVRANCE DES TITRES DE SEJOUR

Les étudiants :

31 509 contre 36 871 en 1997, soit une baisse de 14,5 % (cf. graphique n° 3 et annexe n° V)

En 1998, les étudiants ont fait l'objet d'une délivrance par les préfectures de 30 % de l'ensemble des titres courts contre 38 % en 1997.

Ces nouveaux étudiants sont originaires à 53 % d'Europe (dont 83,2 % de l'espace économique européen), à 18,6 % d'Afrique, à 14,2 % d'Asie, à 12,3 % d'Amérique et à 0,4 % d'Océanie. Pour 520 d'entre eux (1,7 %), la nationalité précise n'a pu être recensée.

Par rapport à 1997, pour les nouveaux étudiants européens, une baisse globale de 9 % est relevée. Le nombre d'étudiants originaires d'un pays de l'espace économique européen est en baisse de 8,3 %, les effectifs originaires de l'Europe de l'Est diminuent de 9,4 %, et ceux des pays de l'ex-URSS de 15,4 %. Les autres principaux pays européens de provenance des étudiants sont la Turquie (- 2,3 %) et la Suisse (- 39 %).

Le nombre d'étudiants d'Afrique est en baisse par rapport à 1997 (- 15,2 %) :

Les effectifs originaires de l'Afrique subsaharienne anciennement sous administration française diminuent de 26,3 %. Les effectifs des ressortissants du Maghreb baissent de 2,6 % et les autres nationalités africaines de 14,2 %.

Globalement, le nombre d'étudiants originaires d'Asie connaît une baisse de 15,2 %, après une baisse en 1997, en particulier les nationalités d'Asie Orientale qui comptaient déjà une population étudiante importante en nombre (Japonais : - 6,3 %, Sud Coréens : - 56,8 % et Vietnamiens :

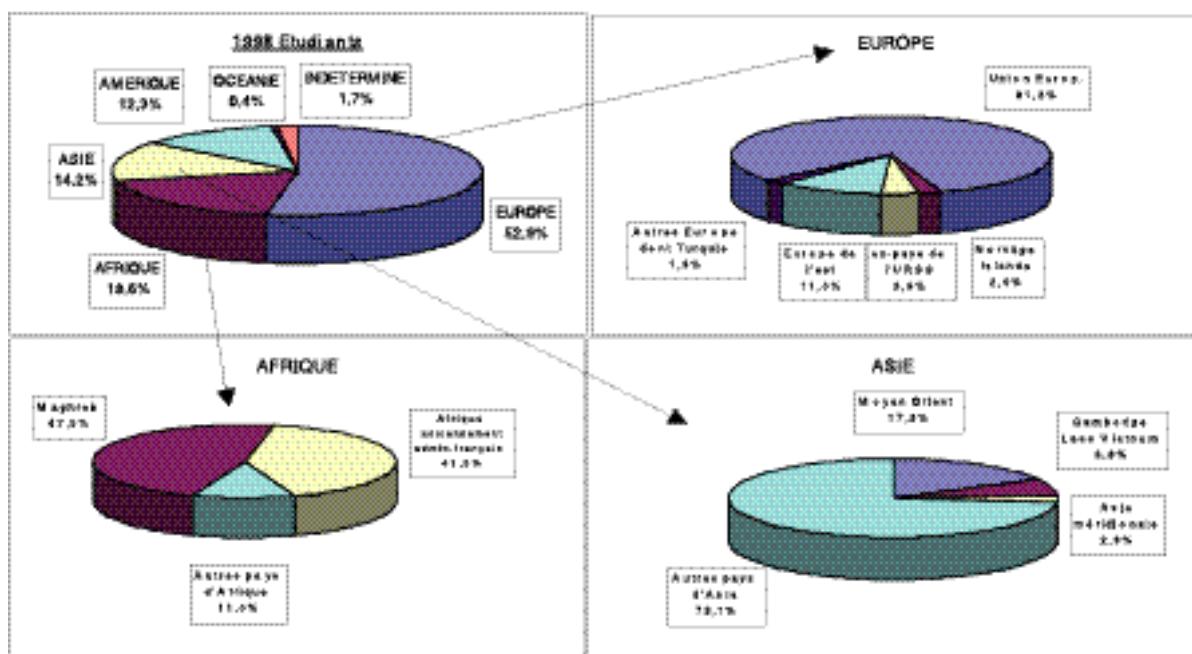
– 23,8 %). En revanche le nombre de Chinois (732) augmente de 41,6 %. Le nombre d'étudiants du Moyen Orient diminue de 15,8 %.

Le nombre d'étudiants d'Amérique baisse globalement de 13,8 %.

Même s'ils sont en nombre moindre par rapport aux autres continents, le nombre d'étudiants océaniens progresse de 2,2 %. Parmi eux, ce sont surtout les Australiens qui sont venus plus nombreux poursuivre leurs études en France (111).

Les étudiants représentent 1,6 % des titres délivrés en 1998 dans le cadre de l'opération de réexamen réalisée en application de la circulaire du 24 juin 1997.

37 : Répartition, par zone géographique d'origine, des premiers titres délivrés à des étudiants en 1998



Les visiteurs :

13 840 contre 16 055 en 1997, soit une baisse de 13,8 %

Selon l'ordonnance du 2 novembre 1945 modifiée et selon l'accord franco-algérien de 1985, une carte de séjour temporaire ou un certificat de résidence algérien est délivré à l'étranger qui apporte la preuve qu'il peut vivre de ses seules ressources et qui prend l'engagement de n'exercer en France aucune activité professionnelle soumise à autorisation. Ils ne doivent donc pas être confondus avec des touristes qui ne peuvent bénéficier que de séjours inférieurs à trois mois.

L'application de la circulaire du 24 juin 1997 a motivé la délivrance en 1998 d'environ 2 800 cartes de séjour « visiteur », soit 17 % des premiers titres délivrés pour ce motif et 6 % des titres délivrés en 1998 dans le cadre de l'opération de régularisation.

Ces nouveaux étrangers sont pour 19 % d'entre eux originaires d'Europe (dont 41,6 % d'Europe de l'Est), 43,4 % d'Afrique (dont 51,5 % du Maghreb), 21,4 % d'Asie (dont 22 % de Japonais et 17,3 % de Chinois), 15 % d'Amérique (63,6 % d'Amérique du Nord) et 1 % d'Océanie (77,4 % d'Australiens).

Par rapport à 1997, le nombre d'Européens baisse de 22 % : les ressortissants originaires de l'Espace Economique Européen (- 17,8 %), des Pays de l'Est (- 24,7 %), de l'ex-URSS (- 31,3 %), les Suisses (- 7,3 %) et les Turcs (- 18 %) ; le nombre d'Africains diminue globalement de 4 % ; les effectifs originaires d'Asie baissent de 13,7 % malgré une augmentation des Chinois, des Pakistanais et des Sri lankais ; le nombre d'Américains diminue de 22,2 %.

Les bénéficiaires d'un titre de séjour de courte durée les autorisant à travailler :

57 812 contre 41 549 en 1997 et 17 985 en 1996, soit une hausse de 39 % par rapport à 1997 et de 221 % par rapport à 1996.

Dans cette catégorie, figurent des personnes munies d'un engagement de travail inférieur à un an. Elles ont obtenu un titre de séjour correspondant à la durée figurant sur cet engagement.

Cette rubrique recouvre trois motifs de délivrance de titres de séjour représentant 55,3 % de l'ensemble des titres courts délivrés en 1998 :

- engagement de travail < 1 an : 6 243 (CEE + EEE) ; (- 20,7 % par rapport à 1997) ;
- salarié : 41 268 (+ 30,6 % par rapport à 1997) ;
- actif non salarié : 10 301 (+ 393 %).

L'application de la circulaire du 24 juin 1997 a motivé la délivrance de plus de 40 000 cartes de séjour pour un motif lié à une activité professionnelle en 1998, soit près des trois quarts des premiers titres délivrés pour ce motif et près de 90 % des titres délivrés en 1998 dans le cadre de l'opération de régularisation.

Ces 57 812 étrangers bénéficiaires d'une autorisation provisoire de travail proviennent pour 21,5 % d'Europe (dont 50 % de l'espace économique européen), 58 % d'Afrique, 6,3 % d'Amérique, 14 % d'Asie et pour 0,2 % d'Océanie.

Par rapport à 1997, le nombre d'Européens augmente globalement de 7,5 %, en particulier les ressortissants des Pays de l'Est (+ 84,3 %), de l'ex-URSS (+ 91 %) et les Turcs (+ 56 %), cependant que le nombre de titres délivré aux ressortissants communautaires baisse de 20,8 %. Le nombre d'Africains est en hausse de 50,5 % avec + 92 % pour les ressortissants de l'ASAF, + 42 % pour les Maghrébins et + 12,8 % pour les autres Africains. Les effectifs originaires d'Asie augmentent de 78 %, en particulier les Chinois (+ 61 %) et les Philippins (+ 29 %). Le nombre d'Américains est en hausse de 18,6 %.

Les membres de famille :

1 131 contre 2 366 en 1997, soit une baisse de 52,2 %

Dans cette catégorie, figurent les personnes entrées au titre du regroupement familial, selon l'article 29 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 modifiée, qui obtiennent de plein droit un titre de séjour de même nature que celui détenu par la personne qu'ils sont venus rejoindre (carte de séjour temporaire ou carte de résident). La comparaison du nombre global de titres « membres de famille », toute durée confondue, fait apparaître que la grande majorité des bénéficiaires du regroupement familial est titulaire d'une carte de résident.

L'application de la circulaire du 24 juin 1997 a motivé la délivrance de près de 600 cartes de séjour « membre de famille », soit 53 % des premiers titres délivrés pour ce motif et 1,2 % des titres délivrés en 1998 dans le cadre de l'opération de régularisation. Il est possible, néanmoins, que cette circulaire soit à l'origine de cette forte baisse, en ayant ouvert à des bénéficiaires potentiel du regroupement familial d'autres catégories de titres de séjour que la carte « membre de famille », et notamment la carte de séjour temporaire « salarié »

Ces ressortissants étrangers sont originaires pour 44,7 % d'Europe (dont 71,5 % de l'espace économique européen), 32,2 % d'Afrique (dont 62,6 % du Maghreb), 13,6 % d'Amérique, 8,4 % d'Asie, 1 % d'Océanie.

Par rapport à 1997, le nombre d'Européens baisse globalement de 39 % malgré une hausse de 4,7 % pour les ressortissants communautaires ; le nombre d'Africains diminue de 61,3 % avec une baisse de 61 % pour les Maghrébins et 61,8 % pour les ressortissants de l'ASAF ; les effectifs originaires d'Asie diminuent de 66,8 % et le nombre d'Américains de 47,8 %.

2.3 – Les nouveaux titres de séjour délivrés en application de la loi du 11 mai 1998

2.3.1 – Généralités

Au 31 décembre 1998, 28.904 titres et documents de séjour ont été délivrés sur le fondement spécifique de la loi RESEDA du 11 mai 1998, soit 5,8 % des titres délivrés ou renouvelés pour cette année de référence (502 172 au total).

L'importance de ce pourcentage, dont il faut souligner qu'il correspond à une période d'activité de seulement 5 mois (8 juillet-31 décembre 1998), traduit l'investissement massif réalisé par les préfectures pour l'application de la loi nouvelle : la réorganisation des services à effectifs constants, la formation des cadres et des agents et l'adaptation de l'application informatique AGDREF ont été opérées dans des délais très brefs, alors même que l'opération de réexamen de nombreux dossiers d'étrangers en situation irrégulière dans le cadre de la circulaire du 24 juin 1997 n'était pas achevée.

Les principales catégories d'étrangers bénéficiaires de la loi RESEDA sont les personnes ayant pu établir l'intensité et la stabilité des liens familiaux qu'elles ont noués sur le sol français (53,7 %), les conjoints de Français (19,6 %), les étrangers entrés en France avant l'âge de 10 ans (6,2 %) et ceux résidant habituellement en France depuis plus de 10 ans (5,6 %).

Les premières tendances connues pour 1999 (au 15 juin 1999) confirment cette répartition. Plus de 65 723 titres ont été délivrés à cette date sur le seul fondement de la loi du 11 mai 1998, dont 52 % au titre des liens personnels et familiaux établis en France, 19,2 % aux conjoints de Français, 5,7 % aux étrangers résidant habituellement en France depuis plus de 10 ans et 5,6 % aux ressortissants étrangers entrés en France avant l'âge de 10 ans.

38 – TITRES, AUTORISATIONS DE SEJOUR ET CONVOCATIONS DELIVRES

REFERENCE REGLEMENTAIRE	Autorisation Provisoire de Séjour	Carte ressortissant Communauté Européenne	Carte de Résident	Carte de Ressortissant Algérien	Carte de Séjour Temporaire	Récépissé de Carte de Séjour	Convocation	Total	Dont renouvellement d'un titre de séjour	Dont 1 ^{er} titres de séjour
ARTISTE	11				85	17		113	55	58
ASILTERRITORIAL	29			122	24	509	49	733	55	678
CONJOINTDE FRANCAIS	5	1			5 236	428	9	5 679	1 210	4 469
CONJOINTDE SCIENTIFIQUE					152	12	1	165	43	122
CONJOINTENTRE PAR REGROUPEMENT FAMILIAL					346	16		362	182	180
ENFANTENTRE PAR REGROUPEMENT FAMILIAL					239	10	1	250	135	115
ETRANGER MALADE	13		1		847	35	5	901	476	425
ETRANGER NE EN FRANCE					50	8		58	23	35
PARENTD'ENFANTFRANCAIS	5		2		1 049	125	7	1 188	253	935
RÉSIDENTEN FRANCE AVANT L'AGE DE 10 ANS					1 644	147	5	1 796	714	1 082
RESIDANTEN FRANCE DEPUIS 10 ANS OU 15 ANS POUR LES ETETUDIANTS										
	7		6		1 424	146	33	1 616	745	871
SCIENTIFIQUE	1			1	471	32	1	506	202	304
VIE PRIVEE ET FAMILIALE	9			15	14 857	610	46	15 537	12 954	2 583
TOTAL	80	1	25	122	26 424	2 095	157	28 904	17 047	11 857

2.3.2 : L'asile territorial : bilan au 31 décembre 1998

Sur les 224 dossiers traités au 31 décembre 1998, nombre qui correspond à 16,72 % du total des demandes déposées en préfecture à cette même date (toutes nationalités confondues), 8 décisions favorables et 216 décisions défavorables ont été prises.

Le taux d'accord est de 3,6 % et le taux de rejet de 96,4 %. Ce faible taux a plusieurs explications.

Les demandes d'asile territorial ont enregistré une forte progression dès la fin de l'opération exceptionnelle de régularisation lancée en juin 1997. 1.339 demandes d'asile territorial ont été déposées en 1998. La circulaire du 24 juin 1997, relative au réexamen de la situation de certaines catégories d'étrangers en situation irrégulière comportait, parmi les catégories susceptibles de bénéficier d'une admission exceptionnelle au séjour, une catégorie (paragraphe 1.9) concernant les étrangers dont la vie ou la liberté étaient menacées en cas de retour dans leur pays.

Il a fallu à l'administration traiter ces dossiers avant d'être en mesure d'instruire les demandes présentées sous le régime de la loi du 11 mai 1998. C'est ce qui explique que seuls 224 dossiers ont pu faire l'objet d'une décision à ce titre en 1998.

Dans un grand nombre de cas, ces requêtes ont été présentées par les intéressés après le rejet définitif soit d'une demande de reconnaissance du statut de réfugié au titre de la convention de Genève, soit d'une demande d'admission au séjour à titre exceptionnel dans le cadre de la circulaire du 24 juin précitée.

Dans ces circonstances, beaucoup de ces demandes revêtent un caractère dilatoire et sont déposées pour faire échec à une mesure d'éloignement sans que l'étranger concerné apporte des éléments nouveaux sur les risques encourus en cas de retour dans son pays d'origine.

Par ailleurs, on constate généralement qu'il ne ressort pas, tant des déclarations du demandeur que de l'examen des éléments des dossiers individuels, de motifs sérieux et avérés entraînant pour les intéressés un risque réel et personnel justifiant l'octroi d'un droit au séjour sur le fondement de l'asile territorial.

Les tendances 1999 montrent une progression de 116 % des demandes d'asile territorial sur une période 5 mois, intéressant principalement les Algériens, les Turcs, les Congolais (Kinshasa), les Yougoslaves et les ressortissants de l'ex-URSS.

Les premières estimations disponibles sur les cinq premiers mois de 1999 permettent d'envisager une progression du taux d'acceptation de l'ordre de 5 points.

L'OFPRA a par ailleurs rendu 22 405 décisions sur des demandes d'asile conventionnel au titre de l'année 1998 avec un taux d'acceptation de 19,38 %.

D'une manière générale, on constate que sur l'ensemble des demandes de protection examinées par les autorités françaises au titre de la convention de Genève et de l'asile territorial, au cours de l'année 1998, 19,22 % ont donné lieu à une décision favorable.

3 – L'application de la circulaire du 24 juin 1997 : bilan au 31 décembre 1998

1) - La circulation du 24 juin 1997

La circulaire n° 97-204 du 24 juin 1997 a visé à admettre au séjour, par dérogation à la législation en vigueur, des étrangers séjournant en France et répondant à un certain nombre de critères, liés essentiellement à leur liens familiaux en France, ou bien à une réelle intégration dans la société française, ou encore aux risques encourus en cas de retour dans leur pays.

2) - Bilan statistique

La date limite de dépôt des dossiers était fixée, pour certaines catégories au 8 novembre 1997 et pour d'autres à l'entrée en vigueur de la loi du 11 mai 1998.

Le nombre de demandes reçues et enregistrées par les préfectures au 8 novembre 1997 est de 143 948, dont 98,4 % ont été traitées au 31 décembre 1998 (y compris les recours hiérarchiques traités par l'administration centrale du ministère).

Le nombre d'autorisations de séjour délivrées (carte de séjour temporaire, autorisation provisoire de séjour et regroupement familial) est de 75 063, auxquelles s'ajoutent 4 486 récépissés de carte de séjour, soit 79 549 situations légales au regard du droit au séjour du fait de l'application de la circulaire du 24 juin 1997.

Les réponses favorables aux demandeurs, hors récépissés de titre de séjour représentent donc 53 % des dossiers traités et 56,1 % en prenant en compte les récépissés de carte de séjour.

L'analyse de ces chiffres pour l'ensemble des *critères de la circulaire* du 24 juin 1997, regroupés en cinq rubriques principales, permet d'établir la répartition suivante des autorisations de séjour délivrées (y compris récépissés de titre de séjour, soit 79 549) :

- critères familiaux : 57 133 soit 71,8 %
- célibataires établis de longue date : 16 459 soit 20,7 %
- « risques vitaux » 1 550 soit 1,9 %
- étrangers malades : 3 169 soit 4 %
- étudiants : 1 238 soit 1,6 %

39 – APPLICATION DE LA CIRCULAIRE DU 24 JUIN 1997

VENTILATION PAR NATIONALITE DES TITRES DE SEJOUR DELIVRES

(Hors récépissés de titre de séjour, autorisations provisoires de séjour et regroupement familial)

Nationalité	Part des principales nationalités en %
ALGERIENNE	13,31%
MAROCAINE	11,35%
CHINOISE	10,30%
EX-ZAIROIS	7,89%
MALIENNE	6,97%
TUNISIENNE	5,15%
TURQUE	4,20%
SENEGALAISE	3,52%
CAPVERDIENNE	3,36%
IVOIRIENNE	2,98%
HAITIENNE	2,65%
CAMEROUNAISE	2,49%
MAURICIENNE	2,28%
CONGOLAISE	2,28%
PHILIPPINE	1,97%
YOUNGOSLAVE	1,83%
GUINEENNE	1,75%
ANGOLAISE	1,60%
COMORIENNE	1,58%
AUTRES NATIONALITES	12,24%
Total	100,000%

Parmi ces étrangers régularisés, les ressortissants Algériens représentent 14 % de l'ensemble, les Marocains 11,3 %, les Chinois 9,7 %, les Maliens 7,4 %, les ex-Zaïrois 6,3 %, les Tunisiens 5,2 %, les Turcs 3,9 %, Les Congolais 3,6 %, les Sénégalais 3,6 % et les Capverdiens 3 %.

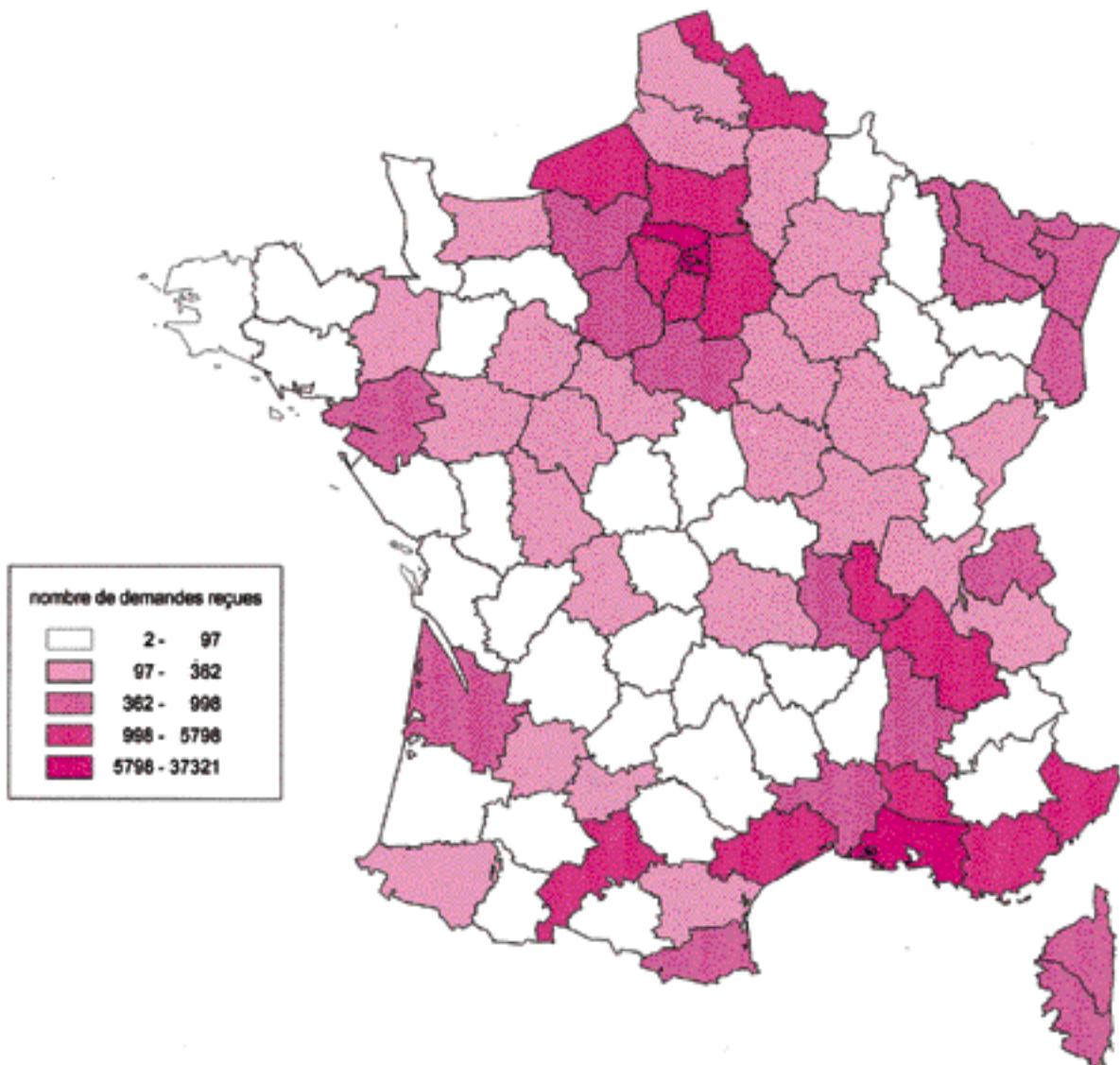
Le nombre de refus de séjour notifiés est de 62 152. Les réponses négatives aux demandes de régularisation représentent 43,9 % des dossiers traités.

Ces refus de séjour concernent principalement les Marocains (18 %), les Algériens (13 %), les Turcs (8,6 %), les Tunisiens (7,7 %), les Maliens (7,3 %), les ex-Zaïrois (6,2 %), les Sénégalais (5,5 %), les Comoriens 3 %, les Congolais 2,6 %, les Chinois 2,5 % et les Capverdiens 2 %.

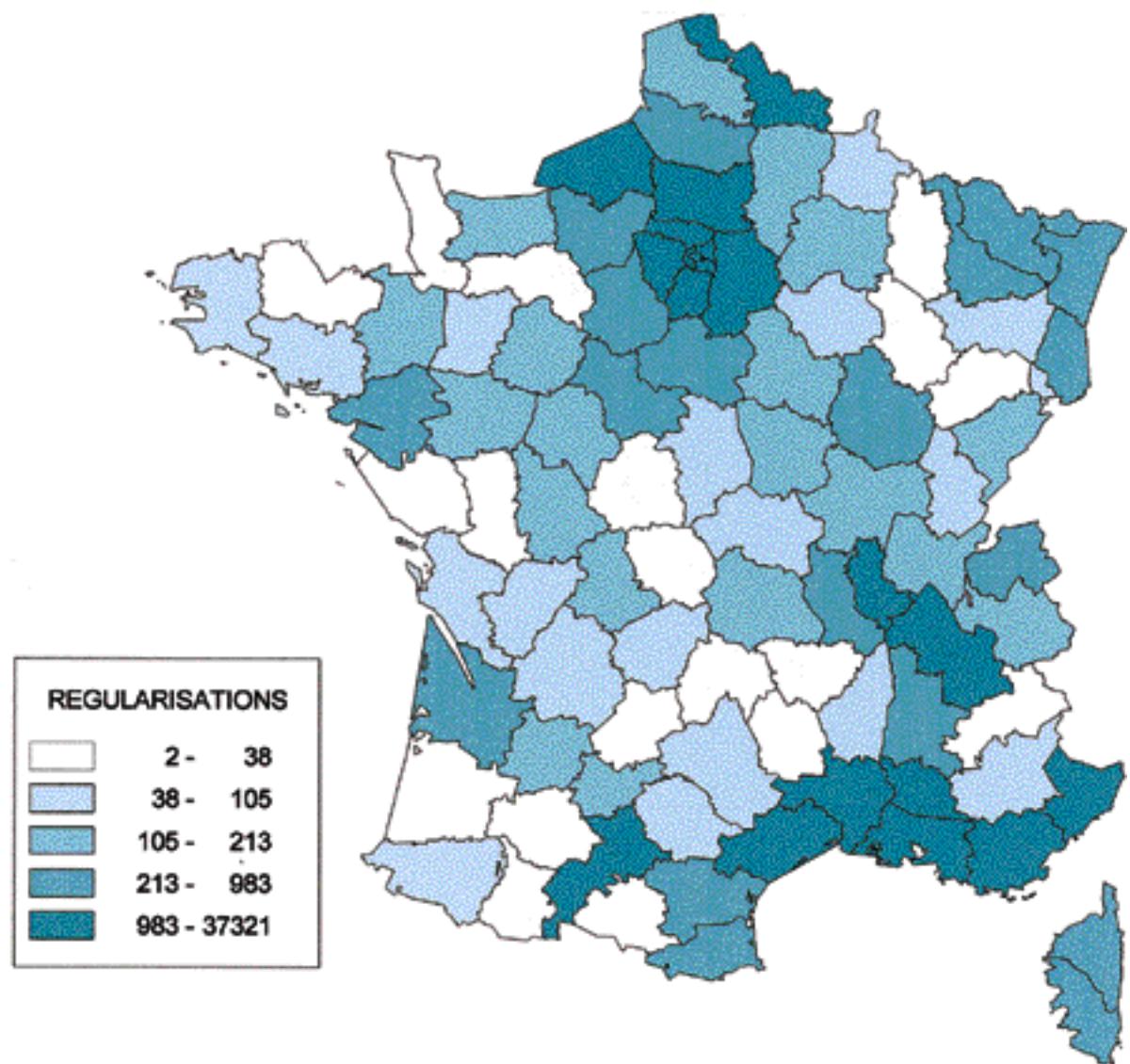
Au 31 décembre 1998, 25 675 arrêtés préfectoraux de reconduite à la frontière ont été prononcés dont 15 % sur interpellation.

40 – Répartition géographique des étrangers ayant demandé à bénéficier de la circulaire du 24/06/1997 -

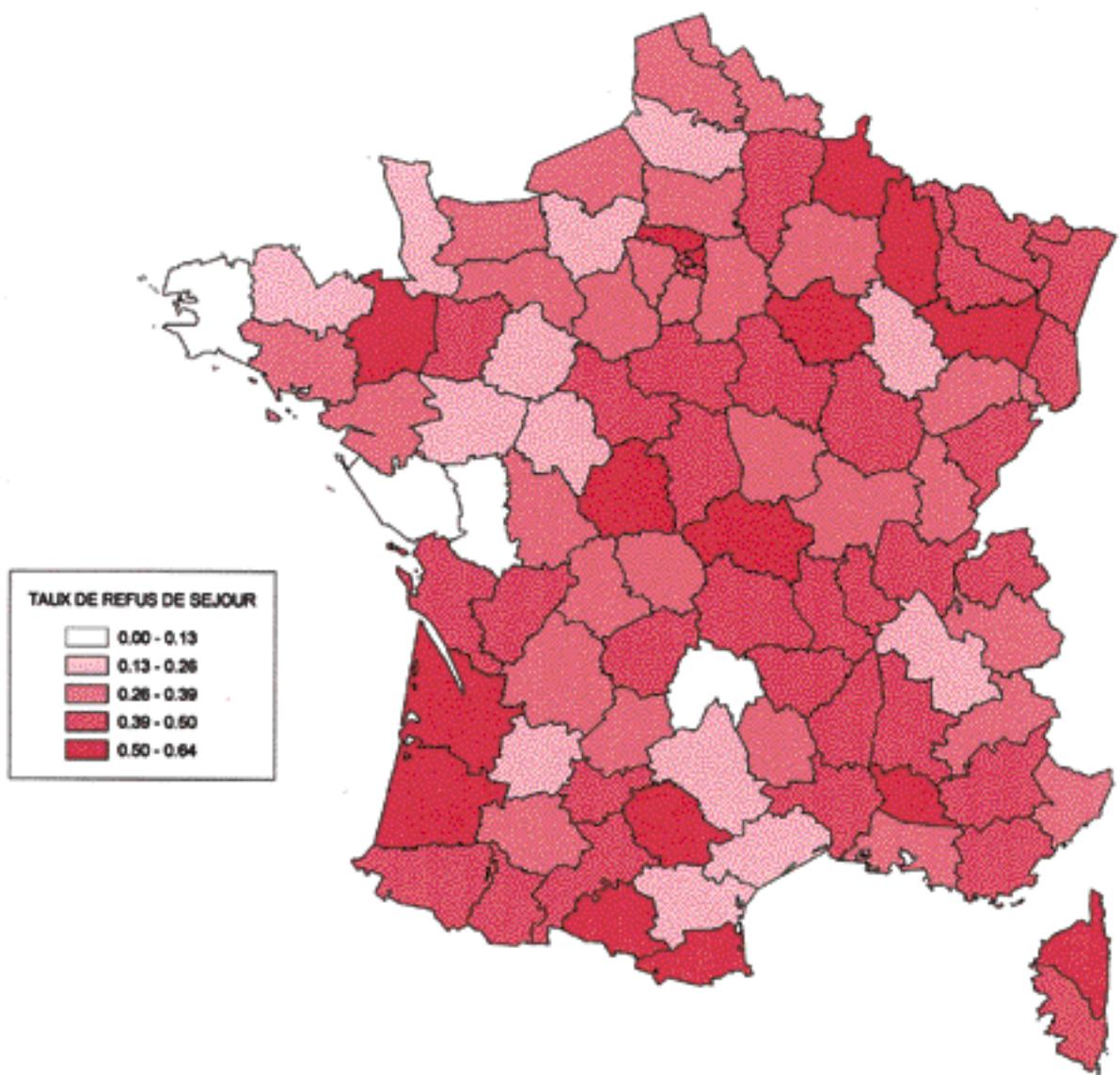
Situation au 31/12/1998 - Nombre de demandes reçues par les préfectures



41 - Répartition géographique des étrangers ayant demandé à bénéficier de la circulaire du
24/06/1997 -
Situation au 31/12/1998 - Nombre de régularisations



42 – Répartition géographique des étrangers ayant demandé à bénéficier de la cirulaire du 24/06/1997 - taux de refus des préfectures



4 – ANNEXES

PREMIERS TITRES DE SEJOUR DELIVRES EN 1998

ANNEXE N° I – Répartition par nationalité des premiers titres de séjour d'une durée de validité supérieure à 1 an ;

ANNEXE N° II – Répartition par nationalité et motif de délivrance des premiers titres de séjour d'une durée de validité plus supérieure à 1 an ;

ANNEXE N° III – Répartition par nationalité des premiers titres de séjour d'une durée de validité au plus égale à 1 an ;

ANNEXE N° IV – Répartition par nationalité et motif de délivrance des premiers titres de séjour d'une durée de validité au plus égale à 1 an ;

ANNEXE N° V – Répartition par nationalité et évolution des premiers titres de séjour délivrés à des étudiants de 1994 à 1998 ;

ANNEXE N° VI – Répartition par département et sexe des premiers titres longs et courts délivrés ;

ANNEXE N° VII – Répartition par tranche d'âge des premiers titres longs et courts délivrés ;

ANNEXE N° VIII – Répartition par catégorie socio-professionnelle des premiers titres longs et courts délivrés ;

ANNEXE N° IX – Répartition par statut matrimonial des premiers titres longs et courts délivrés ;

ANNEXE N° X – Répartition par année d'entrée en France des premiers titres longs et courts délivrés ;

ANNEXE N° XI – Répartition géographique en France métropolitaine des premiers titres de séjour délivrés.

ANNEXE N° I

REPARTITION PAR NATIONALITE DES PREMIERS TITRES DE SEJOUR D'UNE DUREE DE VALIDITE SUPERIEURE A 1 AN DELIVRES EN 1998

Nationalité	Sexe	Femmes	Hommes	TOTAL	Comparaison à 1997	
					1997	% écart
Allemands		1 708	1 783	3 491	4 344	-19,6%
Autrichiens		102	75	177	220	-19,5%
Belges		1 190	1 230	2 420	3 115	-22,3%
Britanniques		1 564	1 776	3 340	3 852	-13,3%
Danois		165	109	274	364	-24,7%
Espagnols		839	597	1 436	1 685	-14,8%
Finlandais		82	48	130	160	-18,8%
Grecs		61	84	145	190	-23,7%
Irlandais		167	123	290	274	5,8%
Italiens		1 074	1 382	2 456	2 927	-16,1%
Luxembourgeois		43	54	97	117	-17,1%
Néerlandais		534	573	1 107	1 411	-21,5%
Portugais		2 264	2 615	4 879	5 967	-18,2%
Suédois		239	185	424	403	5,2%
Sous Total Union Européenne		10 032	10 634	20 666	25 029	-17,4%
Islandais		8	11	19	10	90,0%
Liechtensteinois				0	1	-100,0%
Norvégiens		68	46	114	148	-23,0%
Sous Total Espace Economique Européen		10 108	10 691	20 799	25 188	-17,4%
Arméniens		32	25	57	63	-9,5%
Azerbaïdjanais		1	6	7	0	
Biélorusses		15	7	22	14	57,1%
Estoniens		3	1	4	3	33,3%
Géorgiens		10	4	14	26	-46,2%
Kazakhs		6	5	11	11	0,0%
Kirghiz		1		1	1	0,0%
Lettons		4	2	6	3	100,0%
Lituaniens		6	3	9	5	80,0%
Moldaves		6	1	7	17	-58,8%
Ouzbeks		3	1	4	3	33,3%
Russes		166	45	211	181	16,6%
ex-Soviétiques		15	7	22	41	-46,3%
Tadjiks			1	1	4	-75,0%
Ukrainiens		54	15	69	74	-6,8%
Sous Total ex-URSS		322	123	445	446	-0,2%
Albanais		26	17	43	53	-18,9%
Bosniaques		44	54	98	155	-36,8%
Bulgares		25	20	45	57	-21,1%
Croates		15	13	28	42	-33,3%
Hongrois		25	16	41	51	-19,6%
Macédoniens		16	17	33	37	-10,8%
Polonais		196	84	280	388	-27,8%
Roumains		122	71	193	258	-25,2%
Slovaques		13	10	23	23	0,0%
Slovènes		4	5	9	5	80,0%
ex-Tchécoslovaques		5	4	9	15	-40,0%
Tchèques		19	7	26	15	73,3%
Yougoslaves		158	155	313	464	-32,5%
Sous Total Pays de l'Est		668	473	1 141	1 563	-27,0%
Chypriotes		1		1	5	-80,0%
Maltais		1		1	3	-66,7%
Suisses		180	139	319	450	-29,1%
Turcs		1 900	1 781	3 681	4 636	-20,6%
Sous Total Autres Europe		2 082	1 920	4 002	5 094	-21,4%
TOTAL EUROPE		13 180	13 207	26 387	32 291	-18,3%

ANNEXE N° I

REPARTITION PAR NATIONALITE DES PREMIERS TITRES DE SEJOUR D'UNE DUREE DE VALIDE SUPERIEURE A 1 AN DELIVRES EN 1998

Nationalité	Sexe	Femmes	Hommes	TOTAL	Comparaison à 1997	
					1997	% écart
Algériens		3 213,4	2 712	5 926	6 992	-15,2%
Marocains		4 172	3 838	8 010	10 215	-21,6%
Tunisiens		865	1 103	1 968	2 383	-17,4%
Sous Total Maghreb		8 251	7 653	15 904	19 590	-18,8%
Béninois		35	34	69	92	-25,0%
Burkinabè		19	18	37	42	-11,9%
Camerounais		164	91	255	348	-26,7%
Centrafricains		27	27	54	66	-18,2%
Comoriens		100	40	140	144	-2,8%
Congolais		127	137	264	265	-0,4%
Djiboutiens		11	14	25	29	-13,8%
Gabonais		31	20	51	51	0,0%
Guinéens		40	20	60	91	-34,1%
Ivoiriens		225	127	352	417	-15,6%
Malgaches		181	50	231	293	-21,2%
Maliens		121	96	217	254	-14,6%
Mauritaniens		43	73	116	114	1,8%
Nigériens		7	3	10	6	66,7%
Sénégalais		289	213	502	586	-14,3%
Tchadiens		21	7	28	25	12,0%
Togolais		67	51	118	111	6,3%
Sous Total Principaux Pays anciennement sous administration française		1 508	1 021	2 529	2 934	-13,8%
Angolais		31	37	68	106	-35,8%
Bissao-Guinéens		10	29	39	50	-22,0%
Burundais		10	4	14	17	-17,6%
Cap-Verdiens		39	23	62	121	-48,8%
Egyptiens		40	57	97	131	-26,0%
Equato-Guinéens		5		5	4	25,0%
Erythréens				0	2	
Ethiopiens		26	4	30	42	-28,6%
Gambiens		8	1	9	19	-52,6%
Ghanéens		47	27	74	99	-25,3%
Kényans		6	3	9	14	-35,7%
Libériens		7	6	13	12	8,3%
Libyens		1	1	2	2	0,0%
Malawites				0	2	
Mauriciens		114	57	171	279	-38,7%
Mozambicains		4	1	5	1	400,0%
Nigérians		15	14	29	25	16,0%
Ougandais		2	1	3	3	0,0%
Rwandais		16	15	31	78	-60,3%
de Saint Thomas et Prince				0	2	
Seychellois		6	1	7	6	16,7%
Sierra Léonais		3	1	4	8	-50,0%
Somaliens		12	9	21	21	0,0%
Soudanais		9	30	39	58	-32,8%
Sud Africains		7	7	14	23	-39,1%
Tanzaniens		2	1	3	8	-62,5%
ex-Zairois		160	109	269	475	-43,4%
Zambiens		1	1	1	0,0%	
Zimbabwéens		1	1	1	0,0%	
Autres		1		1		
Sous Total Autres pays d'Afrique		583	438	1 021	1 610	-36,6%
TOTALAFRIQUE		10 342	9 112	19 454	24 134	-19,4%

ANNEXE N° I

REPARTITION PAR NATIONALITE DES PREMIERS TITRES DE SEJOUR D'UNE DUREE DE VALIDITE SUPERIEURE A 1 AN DELIVRES EN 1998

Nationalité	Sexe	Femmes	Hommes	TOTAL	Comparaison à 1997	
					1997	% écart
Américains (Etats Unis)		149	141	290	378	-23,3%
Canadiens		75	59	134	143	-6,3%
Sous Total Amérique du Nord		224	200	424	521	-18,6%
Argentins		27	10	37	38	-2,6%
Boliviens		6	4	10	12	-16,7%
Brésiliens		105	22	127	131	-3,1%
Chiliens		21	17	38	52	-26,9%
Colombiens		44	18	62	82	-24,4%
Costaricains		3	1	4	3	33,3%
Equatoriens		8	4	12	16	-25,0%
Guatémaltèques		4		4	6	-33,3%
Honduriens		2		2	3	-33,3%
Mexicains		42	10	52	64	-18,8%
Nicaraguayens		6		6	5	20,0%
Panaméens		1		1	2	-50,0%
Paraguayens				0	1	-100,0%
Péruviens		37	25	62	88	-29,5%
Salvadoriens		3	1	4	2	100,0%
Uruguayens		5	3	8	9	-11,1%
Vénézuéliens		22	12	34	22	54,5%
Sous Total Amérique Centrale et du Sud		336	127	463	536	-13,6%
Cubains		45	22	67	46	45,7%
Dominicains		8	3	11	17	-35,3%
Dominiquais				0	3	-100,0%
Guyaniens				0	1	
Haïtiens		89	68	157	272	-42,3%
Jamaïquains		4		4	2	100,0%
Saint-Luciens				0	4	
Saint-Vincentais				0	1	
Trinidadiens				0	3	-100,0%
Autres Caraïbes		1		1		
Sous Total Caraïbes		146	94	240	349	-31,2%
TOTAL AMERIQUE		706	421	1 127	1 406	-19,8%

ANNEXE N° I

REPARTITION PAR NATIONALITE DES PREMIERS TITRES DE SEJOUR D'UNE DUREE DE VALIDE SUPERIEURE A 1 AN DELIVRES EN 1998

Nationalité	Sexe	Femmes	Hommes	TOTAL	Comparaison à 1997	
					1997	% écart
Iraquiens		43	49	92	110	-16,4%
Iraniens		78	56	134	172	-22,1%
Israéliens		21	24	45	46	-2,2%
Jordaniens		5	3	8	9	-11,1%
Koweïtiens				0	1	
Libanais		103	70	173	228	-24,1%
Palestiniens		5	7	12	10	20,0%
Saoudiens				0	1	-100,0%
Syriens		30	23	53	80	-33,8%
Yéménites		4	1	5	4	25,0%
Sous Total Moyen Orient		289	233	522	661	-21,0%
Cambodgiens		203	156	359	352	2,0%
Laotiens		62	46	108	220	-50,9%
Vietnamiens		208	100	308	460	-33,0%
Sous Total Cambodgiens+Laotiens						
+Vietnamiens		473	302	775	1 032	-24,9%
Afghans		22	24	46	61	-24,6%
Bangladais		36	51	87	69	26,1%
Indiens		148	139	287	282	1,8%
Népalais		1	1	7	-85,7%	
Pakistanais		133	135	268	223	20,2%
Sri-Lankais		440	254	694	843	-17,7%
Sous Total Asie Méridionale		779	604	1 383	1 485	-6,9%
Birmans		3	3	6	8	-25,0%
Britanniques de Hong Kong		5	1	6	23	-73,9%
Chinois		193	91	284	394	-27,9%
Nord-Coréens				0	1	
Sud-Coréens		24	4	28	29	-3,4%
Indonésiens		27	3	30	24	25,0%
Japonais		101	25	126	146	-13,7%
Malaisiens		6		6	12	-50,0%
Mongols		1	1	2	-50,0%	
Philippins		54	8	62	88	-29,5%
Singapouriens		4	4	11	-63,6%	
Thaïlandais		72	14	86	75	14,7%
Autres Asiatiques		7	4	11	12	-8,3%
Sous Total Autres pays asiatiques		497	153	650	825	-21,2%
TOTAL ASIE		2 038	1 292	3 330	4 003	-16,8%

Australiens	29	20	49	62	-21,0%
Néo-Zélandais	8	5	13	16	-18,8%
Autres ressortissants de l'Océanie	1	2	3	1	200,0%
TOTAL OCEANIE	38	27	65	79	-17,7%

Nationalités indéterminées	6	8	14	16	-12,5%
-----------------------------------	----------	----------	-----------	-----------	---------------

TOTAL GENERAL	26 310	24 067	50 377	61 929	-18,7%
----------------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------

ANNEXE N° II

REPARTITION PAR MOTIF DE DELIVRANCE ET NATIONALITE DES PREMIERS TITRES DE SEJOUR D'UNE DUREE DE VALIDITE SUPERIEURE A 1 AN DELIVRES EN 1998

Nationalité \ Motif	Motif	Membre de famille	Famille de Français	Actif non salarié	Salarié	Visiteur	Réfugié & apatride	Ancien combattant	Rente accident du travail	Présence de longue durée	Motif indéterminé	TOTAL
Allemands		457	325	39	954	1 711		5				3 491
Autrichiens		21	20		91	41						177
Belges		430	278	96	693	919		4				2 420
Britanniques		544	253	87	1 274	1 174		7				3 340
Danois		31	19	4	135	85						274
Espagnols		294	213	14	624	290		1				1 436
Finlandais		27	11	2	73	17						130
Grecs		24	20	8	65	28						145
Irlandais		22	19	2	193	53		1				290
Italiens		434	295	59	1 042	625		1				2 456
Luxembourgeois		16	15	4	15	47						97
Néerlandais		179	79	78	357	414						1 107
Portugais		1 970	201	30	2 166	506		6				4 879
Suédois		65	19	8	233	99						424
Sous Total Union Européenne		4 514	1 767	431	7 915	6 009	0	29	1	0	0	20 666
Islandais		6	3		9	1						19
Liechtensteinois)												
Norvégiens		13	12	1	53	35						114
Sous Total Espace Economique Européen		4 533	1 782	432	7 977	6 045	0	29	1	0	0	20 799
Arméniens		4	35				14	1			5	59
Azerbaïdjanais			1				6					7
Biélorusses		1	13				8					22
Estoniens		1	2									3
Géorgiens			4				10					14
Kazakhs		1	2				7				1	11
Kirghiz			1									1
Lettons			4					1				6
Lituaniens			4					2				9
Moldaves		1	4					1				7
Ouzbeks			3				1					4
Russes		30	121		1		21			1	37	211
ex-Soviétiques		4	12				4	1			1	22
Tadjiks							1					1
Ukrainiens		3	43				19	1				3
Sous Total ex-URSS		45	249	0	1	0	91	7	0	1	52	446
Albanais		8	7				23			1	4	43
Bosniaques		15	15				62	1			5	98
Bulgares		11	18				10				6	45
Croates		4	19				2				3	28
Hongrois		5	19					9			8	41
Macédoniens		14	10				6			1	2	33
Polonais		88	131				3	15	1	1	41	280
Roumains		31	111				11	12	1	1	26	193
Slovaques		2	13				2	6				23
Slovènes			5					2			2	9
ex-Tchécoslovaques		1	4				1	2				8
Tchèques		3	19					1				3
Yougoslaves		70	65				153	1	1		23	313
Sous Total Pays de l'Est		252	436	0	0	0	273	49	3	4	123	1 140
Chypriotes			1									1
Maltais		1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Suisses		95	208	1	0	0	0	1	0	1	13	319
Turcs		2 273	478	0	1	0	353	4	5	14	553	3 681
Sous Total Autres Europe		2 369	687	1	1	0	353	5	5	15	566	4 002
TOTALEUROPE		7 199	3 154	433	7 979	6 045	717	90	9	20	741	26 387

ANNEXE N° II

REPARTITION PAR MOTIF DE DELIVRANCE ET NATIONALITE DES PREMIERS TITRES DE SEJOUR D'UNE DUREE DE VALIDITE SUPERIEURE A 1 AN DELIVRES EN 1998

Nationalité \ Motif	Motif	Membre de famille	Famille de Français	Actif non salarié	Salarié	Visiteur	Réfugié & apatride	Ancien combattant	Rente accident du travail	Présence de longue durée	Motif indéterminé	TOTAL
Algériens		2 709	2 455	16	14	10	27	0	15	111	569	5 926
Marocains		5 155	1 474	0	0	0	10	77	27	47	1 220	8 010
Tunisiens		862	789	0	1	0	38	1	6	21	250	1 968
Sous Total Maghreb		8 726	4 718	16	15	10	75	78	48	179	2 039	15 904
Béninois		13	46	0	0	0	0	0	0	1	9	69
Burkinabè		4	26	0	0	0	1	0	0	1	5	37
Camerounais		48	172	0	0	0	7	1	1	3	23	255
Centrafricains		11	21	0	0	0	4	1	0	2	15	54
Comoriens		12	122	0	0	0	0	0	0	0	6	140
Congolais		59	120	0	0	0	38	0	0	2	45	264
Djiboutiens		2	16	0	0	0	1	1	1	1	3	25
Gabonais		6	39	0	0	0	0	0	0	0	6	51
Guinéens		11	38	0	0	0	4	1	0	0	6	60
Ivoiriens		54	250	0	0	0	5	0	0	4	39	352
Malgaches		23	190	1	0	0	0	0	1	1	15	231
Maliens		97	79	0	0	0	4	1	3	4	29	217
Mauritaniens		24	19	0	0	0	66	1	0	0	6	116
Nigériens		2	7	0	0	0	1	0	0	0	0	10
Sénégalais		197	234	0	0	0	9	10	2	6	44	502
Tchadiens		8	13	0	0	0	7	0	0	0	1	29
Togolais		15	60	0	0	0	12	0	0	4	27	118
Sous Total Principaux												
Pays anciennement sous administration française		586	1 452	1	0	0	159	16	8	29	279	2 530
Angolais		6	10	0	0	2	38	0	0	0	12	68
Bissao-Guinéens		5	5	0	0	0	16	0	0	0	13	39
Burundais		0	4	0	0	0	10	0	0	0	0	14
Cap-Verdiens		34	12	0	0	0	0	0	0	0	16	62
Egyptiens		29	57	0	0	0	2	0	1	1	7	97
Equato-Guinéens		0	2	0	0	0	2	0	0	0	1	5
Erythréens												
Ethiopiens		1	18	0	0	0	8	0	0	2	1	30
Gambiens		4	3	0	0	0	1	0	0	0	1	9
Ghanéens		27	19	0	0	0	21	0	0	1	6	74
Kényans		0	9	0	0	0	0	0	0	0	0	9
Libériens		2	3	0	0	0	8	0	0	0	0	13
Libyens		1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	2
Malawites												0
Mauriciens		64	87	0	0	0	0	1	1	0	18	171
Mozambicains		2	2	0	0	0	0	0	0	0	1	5
Nigérians		4	8	0	0	0	14	0	0	0	3	29
Ougandais		1	1	0	0	0	1	0	0	0	0	3
Rwandais		3	1	0	0	0	27	0	0	0	0	31
de Saint Thomas et Prince												
Seychellois		0	5	0	0	0	1	0	0	0	1	7
Sierra Léonais		0	0	0	0	0	4	0	0	0	0	4
Somaliens		2	1	0	0	0	17	0	0	0	1	21
Soudanais		3	5	0	0	0	30	0	0	0	1	39
Sud Africains		2	12	0	0	0	0	0	0	0	1	15
Swazies												0
Tanzaniens		0	2	0	0	0	0	0	0	0	1	3
ex-Zairois		39	47	0	0	0	123	0	0	5	55	269
Zambiens		0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Zimbabwéens		0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Sous Total Autres pays d'Afrique		229	315	0	0	2	323	1	2	9	140	1 021
TOTALAFRIQUE		9 541	6 485	17	15	12	557	95	58	217	2 458	19 455

ANNEXE N° II

REPARTITION PAR MOTIF DE DELIVRANCE ET NATIONALITE DES PREMIERS TITRES DE SEJOUR D'UNE DUREE DE VALIDITE SUPERIEURE A 1 AN DELIVRES EN 1998

Nationalité \ Motif	Membre de famille	Famille de Français	Actif non salarié	Salarié	Visiteur	Réfugié & apatride	Ancien combattant	Rente accident du travail	Présence de longue durée	Motif indéterminé	TOTAL
Algériens	2 709	2 455	16	14	10	27	0	15	111	569	5 926
Marocains	5 155	1 474	0	0	0	10	77	27	47	1 220	8 010
Américains (Etats Unis)	78	190	0	0	0	0	3	0	2	17	290
Canadiens	26	99	0	0	0	1	1	0	1	6	134
Sous Total Amérique du Nord	104	289	0	0	0	1	4	0	3	23	424
Argentins	11	15	0	0	0	1	0	0	2	8	37
Boliviens	1	7	0	0	0	0	0	0	0	2	10
Brésiliens	24	87	0	0	0	0	0	0	0	16	127
Chiliens	8	17	0	0	0	4	0	1	1	7	38
Colombiens	19	33	0	0	0	6	0	0	0	4	62
Costaricains	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	4
Equatoriens	2	7	0	0	0	1	0	0	0	2	12
Guatémaltèques	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	4
Honduriens	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	2
Mexicains	6	42	0	0	0	0	0	0	0	4	52
Nicaraguayens	0	5	0	0	0	0	0	0	0	1	6
Panaméens		1									1
Paraguayens											0
Péruviens	7	39	0	0	0	6	1	0	0	9	62
Salvadoriens	1	3	0	0	0	0	0	0	0	0	4
Uruguayens	2	4	0	0	0	0	0	0	0	2	8
Vénézuéliens	7	22	0	1	0	0	0	0	0	4	34
Sous Total Amérique Centrale et du Sud	88	292	0	1	0	18	1	1	3	59	463
Cubains	9	49	0	0	0	4	0	0	2	3	67
Dominicains	2	9	0	0	0	0	0	0	0	0	11
Dominiquais											0
Grenadiens		1									1
Guyanaiens											0
Haïtiens	53	36	0	0	0	38	0	0	1	29	157
Jamaïquains	0	2	0	0	0	0	0	0	0	2	4
Saint-Luciens											0
Saint-Vincentais											0
Surinamiens											0
Trinidadiens											0
Sous Total Caraïbes	64	97	0	0	0	42	0	0	3	34	240
TOTALAMERIQUE	256	678	0	1	0	61	5	1	9	116	1 127

ANNEXE N° II

REPARTITION PAR MOTIF DE DELIVRANCE ET NATIONALITE DES PREMIERS TITRES DE SEJOUR D'UNE DUREE DE VALIDITE SUPERIEURE A 1 AN DELIVRES EN 1998

Nationalité \ Motif	Motif	Membre de famille	Famille de Français	Actif non salarié	Salarié	Visiteur	Réfugié & apatride	Ancien combattant	Rente accident du travail	Présence de longue durée	Motif indéterminé	TOTAL
Iraquiens		4	5	0	0	0	80	1	0	3	2	95
Iraniens		31	28	0	0	1	51	0	0	0	20	131
Israéliens		7	37	0	0	0	0	0	0	0	1	45
Jordaniens		3	2	0	0	0	0	0	0	0	3	8
Koweïtiens												0
Libanais		45	78	0	0	0	7	1	0	1	41	173
Palestiniens		3	4	0	0	0	1	0	0	0	4	12
Saoudiens												0
Syriens		10	29	0	0	0	5	0	0	3	6	53
Yéménites		1	2	0	0	0	2	0	0	0	0	5
Sous Total Moyen Orient	104	185	0	0	1	146	2	0	7	77	522	
Cambodgiens		16	33	0	0	0	289	0	0	1	20	359
Laotiens		2	9	0	0	0	85	0	0	1	11	108
Vietnamiens		13	131	0	0	0	145	0	0	0	19	308
Sous Total Cambodgiens + Laotiens +Vietnamiens	31	173	0	0	0	519	0	0	2	50	775	
Afghans		3	2	0	0	0	37	0	0	0	4	46
Bangladais		28	8	0	0	0	49	0	1	0	1	87
Indiens		43	229	0	0	0	9	0	0	0	6	287
Népalais		0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Pakistanais		189	41	0	1	0	13	0	0	0	24	268
Sri-Lankais		150	39	0	0	0	468	0	1	0	36	694
Sous Total Asie Méridionale	413	320	0	1	0	576	0	2	0	71	1 383	
Birmans		1	1	0	0	0	4	0	0	0	0	6
Britanniques de Hong Kong		2	3	0	0	0	1	0	0	0	0	6
Chinois		148	91	1	0	0	18	1	0	1	24	284
Nord-Coréens												0
Sud-Coréens		7	17	0	0	0	1	0	0	0	3	28
Indonésiens		1	26	0	0	0	0	0	1	0	2	30
Japonais		29	77	0	0	0	0	2	0	0	18	126
Malaisiens		1	4	0	0	0	0	0	0	0	1	6
Mongols		0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Philippines		15	42	0	0	0	0	0	0	0	5	62
Singapouriens		1	2	0	0	0	1	0	0	0	0	4
Thaïlandais		8	60	0	0	0	7	0	0	3	8	86
Autres Asiatiques		0	7	0	0	0	4	0	0	0	0	11
Sous Total Autres pays asiatiques	213	331	1	0	0	36	3	1	4	61	650	
TOTALASIE		761	1 009	1	1	1	1 277	5	3	13	259	3 330

Australiens	14	32	0	0	0	0	1	0	0	0	0	47
Néo-Zélandais	9	3	0	0	0	0	0	0	0	1	1	13
Autres ressortissants de l'Océanie		1								1	1	3
TOTALOCEANIE	23	36	0	0	0	0	1	0	1	2	2	63

Nationalités indéterminées	3	1	0	4	0	4	0	0	1	2	15
----------------------------	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	----

TOTALGENERAL	17 783	11 363	451	8 000	6 058	2 616	196	71	261	3 578	50 377
---------------------	---------------	---------------	------------	--------------	--------------	--------------	------------	-----------	------------	--------------	---------------